



Banque Royale du Canada | Troisième trimestre de 2016

Contribuer à la réussite des clients et à la prospérité des collectivités



Banque Royale du Canada – Résultats du troisième trimestre de 2016

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

TORONTO, le 24 août 2016 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 2 895 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2016, en hausse de 420 millions de dollars, soit 17 %, par rapport à un an plus tôt, et en hausse de 322 millions de dollars ou 13 % par rapport au trimestre précédent. Nous avons également annoncé aujourd'hui une hausse de 0,02 \$, ou 2 %, de notre dividende trimestriel, qui passe à 0,83 \$ par action.

Exclusion faite d'un profit après impôt de 235 millions de dollars découlant de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC, notre entreprise d'assurance habitation et automobile, à Aviva Canada Inc. (Aviva), le bénéfice net, qui s'est chiffré à 2 660 millions de dollars⁽¹⁾, a augmenté de 185 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces résultats rendent compte de l'excellent bénéfice du secteur Gestion de patrimoine, qui a bénéficié de l'intégration de City National Bank (City National), de la vigueur du bénéfice du secteur Marchés des capitaux et du bénéfice accru des Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une baisse des résultats du secteur Assurances, exclusion faite du profit découlant de la vente, et du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie, l'exercice précédent comprenant un mois supplémentaire de résultats. Nos résultats rendent également compte des avantages de la gestion de l'efficacité à laquelle nous prêtons encore toute notre attention. Notre position de capital a été solide, affichant un ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, calculé conformément à l'accord de Bâle III, de 10,5 %.

Comparativement au trimestre précédent, exclusion faite du profit découlant de la vente mentionné ci-dessus, le bénéfice net a augmenté de 87 millions de dollars, ou 3 %⁽¹⁾, en raison surtout de la hausse du bénéfice de la plupart de nos secteurs. Les résultats rendent compte de l'amélioration de la qualité du crédit, notre ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances étant de 0,24 %, en baisse de 12 points de base, en raison surtout d'une réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances relative au secteur du pétrole et du gaz.

« RBC a enregistré un troisième trimestre record, dégagant un bénéfice déclaré de plus de 2,8 milliards de dollars, et de 7,9 milliards de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice. Ce résultat témoigne de la force de notre modèle d'affaires diversifié et de notre gestion disciplinée des risques et de l'efficacité. Notre position de capital solide nous a permis de racheter 292 millions de dollars d'actions ordinaires au troisième trimestre, et j'ai le plaisir d'annoncer une augmentation de 2 % de notre dividende trimestriel, a déclaré Dave McKay, président et chef de la direction de RBC. Nous continuons de nous concentrer sur notre gestion prudente des risques et des coûts tout en innovant afin de rehausser l'expérience client et de procurer une valeur durable à nos actionnaires. »

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

- Bénéfice net de 2 895 millions de dollars (en hausse de 17 % par rapport à 2 475 millions de dollars)
- Bénéfice dilué par action de 1,88 \$ (en hausse de 0,22 \$ par rapport à 1,66 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires⁽²⁾ de 18,0 % (en baisse de 10 points de base par rapport à 18,1 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 10,5 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III (en hausse de 40 points de base par rapport à 10,1 %)

Résultats excluant les éléments précisés⁽¹⁾ : Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

- Bénéfice net de 2 660 millions de dollars (en hausse de 7 % par rapport à 2 475 millions de dollars)
- Bénéfice dilué par action de 1,72 \$ (en hausse de 0,06 \$ par rapport à 1,66 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,5 % (en baisse de 160 points de base par rapport à 18,1 %)

Les éléments précisés sont : au troisième trimestre de 2016, un profit de 287 millions de dollars (235 millions de dollars après impôt) découlant de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC à Aviva et, au deuxième trimestre de 2015, un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) découlant de la liquidation d'une filiale américaine qui a donné lieu à la reprise d'un écart de change comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres.

- 1 Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2016.
- 2 Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2016.

Cumul annuel pour 2016 par rapport au cumul annuel pour 2015

- Bénéfice net de 7 915 millions de dollars (en hausse de 6 % par rapport à 7 433 millions de dollars)
- Bénéfice dilué par action de 5,13 \$ (en hausse de 0,14 \$ par rapport à 4,99 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,5 % (en baisse de 240 points de base par rapport à 18,9 %)

Résultats excluant les éléments précisés⁽¹⁾ : Cumul annuel pour 2016 par rapport au cumul annuel pour 2015

- Bénéfice net de 7 680 millions de dollars (en hausse de 5 % par rapport à 7 325 millions de dollars)
- Bénéfice dilué par action de 4,97 \$ (en hausse de 0,05 \$ par rapport à 4,92 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,0 % (en baisse de 260 points de base par rapport à 18,6 %)

Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	16	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	61	Information financière supplémentaire
2	Rapport de gestion	19	Gestion de patrimoine	62	Question en matière de comptabilité et de contrôle
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	21	Assurances	62	Sommaire des méthodes comptables et des estimations
2	Vue d'ensemble et perspective	22	Services aux investisseurs et de trésorerie	62	Changements de méthodes comptables et informations à fournir
2	À propos de la Banque Royale du Canada	23	Marché des capitaux	62	Changements futurs des informations et lignes directrices réglementaires
3	Faits saillants financiers et autres	25	Services de soutien généraux	62	Contrôles et procédures
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	26	Résultats par secteur géographique	63	Transactions entre parties liées
6	Principaux événements de 2016	27	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	64	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
7	Rendement financier	29	Situation financière	65	États financiers intermédiaires résumés (non audité)
7	Vue d'ensemble	29	Bilans résumés	71	Notes annexes (non audité)
13	Résultats des secteurs d'exploitation	30	Arrangements hors bilan	98	Renseignements à l'intention des actionnaires
13	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	33	Gestion du risque		
13	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	33	Risque de crédit		
		42	Risque de marché		
		48	Risque de liquidité et risque de financement		
		56	Gestion du capital		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 juillet 2016 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2016. Le présent rapport de gestion, daté du 23 août 2016, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2016 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2015. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2015, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act de 1995* des États-Unis, et toute loi sur les valeurs mobilières applicables au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2016, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique et des marchés et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, les risques liés à l'assurance, à la conformité à la réglementation, aux activités d'exploitation, aux stratégies, à la réputation, au contexte juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques systémiques et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2015 et à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2016; la faiblesse des cours du pétrole et du gaz; les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; l'exposition à des secteurs plus volatils, notamment les prêts liés au secteur immobilier commercial et au financement avec endettement; la cybersécurité; la lutte contre le blanchiment d'argent; la conjoncture commerciale et économique au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements; le risque fiscal et la transparence; et le risque environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2016 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2015, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2016. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2015, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2016.

Vue d'ensemble et perspective

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada, et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale, au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de gestion de patrimoine, d'assurance, aux investisseurs et liés aux marchés des capitaux. Nous comptons plus de 80 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 16 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 36 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	10 255 \$	9 526 \$	8 828 \$	29 140 \$	27 302 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	318	460	270	1 188	822
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 210	988	656	3 027	2 671
Frais autres que d'intérêt	5 091	4 887	4 635	14 938	13 991
Bénéfice avant impôt	3 636	3 191	3 267	9 987	9 818
Bénéfice net	2 895 \$	2 573 \$	2 475 \$	7 915 \$	7 433 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 322 \$	1 297 \$	1 281 \$	3 909 \$	3 736 \$
Gestion de patrimoine	388	386	285	1 077	786
Assurances	364	177	173	672	481
Services aux investisseurs et de trésorerie	157	139	167	439	468
Marché des capitaux	635	583	545	1 788	1 764
Services de soutien généraux	29	(9)	24	30	198
Bénéfice net	2 895 \$	2 573 \$	2 475 \$	7 915 \$	7 433 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,88 \$	1,67 \$	1,66 \$	5,15 \$	5,00 \$
– dilué	1,88	1,66	1,66	5,13	4,99
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	18,0 %	16,2 %	18,1 %	16,5 %	18,9 %
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,24 %	0,36 %	0,23 %	0,30 %	0,24 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,24 %	0,32 %	0,23 %	0,29 %	0,24 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations (3)	0,70 %	0,71 %	0,50 %	0,70 %	0,50 %
Ratio de liquidité à court terme (4)	126 %	133 %	117 %	126 %	117 %
Ratios de capital, ratio de levier et coefficients					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	10,5 %	10,3 %	10,1 %	10,5 %	10,1 %
Ratio du capital de première catégorie	12,1 %	11,9 %	11,7 %	12,1 %	11,7 %
Ratio du capital total	14,2 %	14,0 %	13,4 %	14,2 %	13,4 %
Ratio de levier	4,2 %	4,2 %	4,2 %	4,2 %	4,2 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	1 198 875 \$	1 150 357 \$	1 085 173 \$	1 198 875 \$	1 085 173 \$
Valeurs mobilières	233 998	224 371	235 515	233 998	235 515
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	515 820	508 194	462 599	515 820	462 599
Actifs liés aux dérivés	130 462	115 298	112 459	130 462	112 459
Dépôts	754 415	741 454	694 236	754 415	694 236
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	62 541	60 825	55 153	62 541	55 153
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	61 800	62 400	52 600	61 900	51 100
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du capital total	445 114	437 148	421 908	445 114	421 908
Biens sous gestion (5)	575 000	544 900	508 700	575 000	508 700
Biens administrés (5), (6)	4 746 100	4 597 900	5 012 900	4 746 100	5 012 900
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 485 915	1 487 346	1 443 052	1 486 550	1 442 579
– moyenne diluée	1 494 126	1 495 609	1 449 540	1 494 877	1 449 206
– à la fin de la période	1 485 085	1 488 219	1 443 192	1 485 085	1 443 192
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,81 \$	0,81 \$	0,77 \$	2,41 \$	2,29 \$
Rendement de l'action (7)	4,1 %	4,5 %	4,0 %	4,4 %	3,9 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (8)	79,59 \$	77,92 \$	76,26 \$	79,59 \$	76,26 \$
Capitalisation boursière (TSX) (8)	118 198	115 962	110 058	118 198	110 058
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	76 941	76 300	74 214	76 941	74 214
Nombre de succursales	1 422	1 427	1 354	1 422	1 354
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 901	4 898	4 892	4 901	4 892
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période (9)	0,768 \$	0,768 \$	0,789 \$	0,754 \$	0,811 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US à la fin de la période	0,766 \$	0,797 \$	0,765 \$	0,766 \$	0,765 \$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Le montant brut des prêts douteux comprend un montant de 508 millions de dollars (531 millions de dollars au 30 avril 2016) lié au portefeuille de prêts dépréciés acquis (PDA) obtenu dans le cadre de l'acquisition de City National, ce montant étant couvert à plus de 80 % par des accords de partage de pertes avec la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). L'acquisition de ces PDA a accru de 10 points de base le ratio du montant brut des prêts douteux du troisième trimestre de 2016 (10 points au 30 avril 2016). Pour plus de détails, se reporter aux notes 2 et 5 des états financiers résumés.
- (4) Le ratio de liquidité à court terme est une nouvelle mesure réglementaire s'inscrivant dans le cadre de l'accord de Bâle III, que nous calculons conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2015, nous avons adopté le ratio de liquidité à court terme de manière prospective, et ce ratio ne s'applique pas aux périodes précédentes. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité de financement.
- (5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (6) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés se chiffrant respectivement à 18,8 milliards de dollars et 9,4 milliards de dollars (19,8 milliards de dollars et 9,9 milliards de dollars au 30 avril 2016; 21,7 milliards de dollars et 8,4 milliards de dollars au 31 juillet 2015).
- (7) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (8) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (9) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.
- s.o. sans objet

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données en date du 23 août 2016

Les prédictions et les prévisions présentées dans la présente rubrique sont fondées sur des informations et sur des hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Canada

Selon les prévisions, l'économie canadienne s'est repliée à un taux annualisé de 1,5 % au deuxième trimestre civil de 2016, après une progression de 2,4 % au premier trimestre civil de 2016. Ce repli est en grande partie attribuable à l'effet économique des incendies de forêt de Fort McMurray, qui ont entraîné une interruption de la production de pétrole, détruit plus de 2 000 bâtiments et déplacé plus de 80 000 personnes. Une baisse des activités de fabrication dans le secteur du transport a également contribué au repli de l'économie canadienne, le séisme au Japon en avril s'étant traduit par des interruptions de la chaîne d'approvisionnement. Le taux de chômage national s'est amélioré, s'établissant à 6,9 % en juillet, contre 7,1 % en avril, du fait d'une amélioration en Colombie-Britannique et en Ontario, malgré une détérioration en Alberta, où le taux a grimpé à 8,6 %. Les mises en chantier en juillet correspondaient à la moyenne cumulée depuis le début de l'exercice, qui est la plus élevée depuis 2012; une baisse des permis de construction laisse toutefois présager que la construction d'habitations sera plus modérée au deuxième semestre de l'année. Le 13 juillet 2016, la Banque du Canada a maintenu son taux de financement à un jour à 0,5 %, affirmant que les facteurs fondamentaux étaient toujours présents pour favoriser une reprise de la croissance. Estimant que les risques par rapport aux perspectives d'inflation étaient relativement équilibrés, la Banque du Canada a toutefois souligné l'incertitude accrue liée aux implications du vote sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit). La Banque du Canada s'est également montrée préoccupée par l'endettement des ménages et la hausse des prix des maisons à Vancouver et à Toronto.

Compte tenu de ces facteurs, nous nous attendons à une croissance de 1,3 % en 2016, soit moins que notre prévision de 1,8 % établie le 25 mai 2016, qui ne tenait pas compte des conséquences des incendies de Fort McMurray. L'économie canadienne devrait rebondir au deuxième semestre de 2016 grâce au retour à la normale de la production de pétrole, au démarrage de la reconstruction liée aux incendies de Fort McMurray et à l'accroissement des mesures de stimulation des dépenses de consommation mises en place par le gouvernement. L'économie canadienne devra composer avec un certain nombre de risques, notamment la possibilité d'une augmentation de l'incertitude et de la volatilité des marchés financiers en raison du Brexit, ainsi que de la récente baisse des prix du pétrole. Toutefois, étant donné les mesures de stimulation budgétaire, qui devraient soutenir les dépenses de consommation et les investissements, nous prévoyons que la Banque du Canada maintiendra son taux à un jour à 0,5 % en 2016 et en 2017.

États-Unis

L'économie des États-Unis a enregistré une croissance annualisée de 1,2 % au deuxième trimestre civil de 2016. Cette hausse par rapport à 0,8 % au trimestre précédent demeure toutefois relativement modeste. La croissance a été soutenue par les dépenses de consommation, mais atténuée par un recul des investissements des entreprises et du secteur résidentiel. L'augmentation des dépenses de consommation est conforme à l'amélioration du marché de l'emploi, la création d'emplois ayant fait reculer le taux de chômage à 4,9 % et contribué à l'augmentation des salaires au cours des 12 derniers mois. Par contre, la vigueur du dollar américain, le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale et le repli du secteur de l'énergie ont miné la confiance des entreprises. En juillet, la Federal Reserve des États-Unis (Réserve fédérale) a indiqué que le marché de l'emploi s'était raffermi, mais que l'inflation demeurait inférieure à son objectif et devrait demeurer faible à court terme, avant de remonter progressivement pour s'établir à 2,0 % à moyen terme. Par conséquent, la Réserve fédérale a maintenu le taux cible des fonds fédéraux dans sa fourchette actuelle de 0,25 % à 0,5 %.

Nous prévoyons que l'économie des États-Unis croîtra à un taux de 1,5 % au cours de l'année civile 2016, soit moins que notre prévision de 2 % établie le 25 mai 2016, en raison de la faible croissance enregistrée au premier semestre de 2016. La force du dollar américain et la demande mondiale modérée devraient peser sur les exportations, mais nous prévoyons que la croissance continue des dépenses de consommation, conjuguée à la poursuite de l'amélioration du marché de l'emploi et à une légère reprise des investissements des entreprises, devrait se traduire par une meilleure croissance au deuxième semestre de l'année civile 2016.

Europe

L'économie de la zone euro a ralenti à 0,3 % (non annualisé) au deuxième trimestre civil, après un gain de 0,6 % au premier trimestre civil de 2016. En juin, le taux de chômage s'est établi à 10,1 %, soit son plus bas niveau depuis juillet 2011. En juillet, la Banque centrale européenne (BCE) a maintenu sa politique monétaire, constatant la résilience des marchés financiers après le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. La BCE continue de faire des achats d'actifs mensuels de 80 milliards d'euros en vertu de son programme d'achat d'actifs élargi, qui devrait se poursuivre au moins jusqu'à la fin du mois de mars 2017 et qui vise à stimuler l'inflation et à soutenir la reprise de l'économie.

Nous estimons que dans l'ensemble, l'économie de la zone euro croîtra à un taux de 1,5 % en 2016, soit moins que notre estimation précédente de 1,7 %, un ralentissement de l'économie du Royaume-Uni dans la foulée du Brexit étant susceptible de peser sur les échanges commerciaux et de nuire à la croissance de l'économie. L'incertitude économique accrue pourrait aussi se répercuter sur les investissements des entreprises.

Marchés financiers

En dépit de l'incertitude persistante entourant les perspectives mondiales, les marchés se sont rétablis rapidement après le choc initial provoqué par le vote pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. La croissance de l'économie mondiale demeurant lente, les banques centrales et les gouvernements ont mis en place des mesures de relance. Les taux obligataires ont chuté le mois dernier, reflétant l'aversion au risque accrue chez les investisseurs qui se sont rués vers les valeurs refuge, ainsi que les attentes selon lesquelles la politique monétaire allait demeurer très accommodante. En juin, les cours du pétrole ont atteint leur plus haut

niveau en 11 mois, soit 51 \$ le baril, mais ils se sont repliés depuis, sous la pression exercée par l'augmentation de la production. Néanmoins, les prix du pétrole demeurent bien au-dessus de leur niveau du premier trimestre civil de 2016.

Les facteurs macroéconomiques défavorables dont il est question plus haut, notamment la récente faiblesse du cours du pétrole, le risque d'une plus grande incertitude ou volatilité du marché des capitaux en raison du Brexit et l'incertitude économique mondiale accentuée, pourraient modifier nos perspectives et nos résultats pour le reste de l'exercice 2016 et les périodes à venir, car s'ils persistent, ils risquent d'entraîner une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts de gros et de détail et d'avoir des répercussions sur la situation commerciale et la conjoncture économique des régions où nous exerçons nos activités.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller l'actualité réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer notre conformité aux nouvelles exigences et d'atténuer les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier qu'elles pourraient avoir. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois ou de règlements nouveaux ou modifiés et des attentes de ceux qui les mettent en œuvre.

Marché de l'habitation et endettement des consommateurs au Canada

Le gouvernement du Canada demeure préoccupé par le niveau et la durabilité de l'endettement des ménages canadiens, attribuable en partie à des niveaux plus élevés d'emprunts hypothécaires favorisés par la faiblesse persistante et sans précédent des taux d'intérêt, et par la hausse soutenue des prix des maisons sur les marchés de Vancouver et de Toronto. Le gouvernement du Canada a pris un certain nombre de mesures pour répondre à ces préoccupations, et le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a notamment publié en avril 2016 les modifications à apporter aux exigences réglementaires de fonds propres pour les prêts garantis par un bien immobilier, modifications qui entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2016.

Plus récemment, soit le 7 juillet 2016, le BSIF a publié une lettre avisant toutes les institutions financières visées par la réglementation fédérale de son intention de resserrer ses attentes prudentielles concernant la souscription de prêts hypothécaires en accordant encore plus d'importance aux mesures destinées à s'assurer que les mécanismes de contrôle interne et de gestion du risque des prêteurs hypothécaires et des assureurs sont solidement fondés et tiennent compte de l'évolution du marché.

Le gouvernement du Canada a également annoncé dernièrement la mise sur pied d'un groupe de travail chargé d'examiner l'état du marché canadien du logement, notamment l'abordabilité, l'offre et la demande et la stabilité du marché à long terme. Il mènera des consultations sur une stratégie nationale en matière de logement, et il a fait appel aux intervenants du secteur pour faire part de leurs rétroactions au plus tard le 21 octobre 2016. Nous prendrons part aux consultations sectorielles sur ces questions et à la formulation des recommandations qui pourraient suivre.

Régime de recapitalisation interne au Canada

Le 20 avril 2016, le gouvernement du Canada a présenté un projet de loi visant à créer un régime de « recapitalisation interne » des banques s'appliquant aux six banques d'importance systémique intérieure. Le 22 juin 2016, une loi a été adoptée pour modifier la *Loi sur les banques*, la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* et certaines autres lois fédérales sur les banques en vue de créer un tel régime pour les banques d'importance systémique intérieure.

Aux termes du régime, si le BSIF est d'avis qu'une banque d'importance systémique intérieure n'est plus viable, ou qu'elle est sur le point de l'être, et que sa viabilité ne peut être rétablie malgré les pouvoirs dont dispose le surintendant, le gouvernement du Canada peut ordonner à la Société d'assurance-dépôts du Canada de convertir certaines actions et certains passifs de cette banque en actions ordinaires de celle-ci ou d'une de ses sociétés affiliées. Les actifs et les passifs qui seraient convertis, ainsi que les termes et les conditions de la conversion, seront prescrits dans la réglementation à venir. La loi prévoit aussi que le BSIF imposera à une telle banque d'importance systémique intérieure d'avoir une capacité minimale lui permettant d'absorber les pertes.

Bien qu'on ignore encore les paramètres de conversion et d'absorption des pertes, ces changements ne devraient pas avoir une incidence importante sur nos coûts de financement à long terme non garanti.

Normes fiduciaires uniformes

Le 6 avril 2016, le département du Travail des États-Unis a publié une règle définitive établissant une norme fiduciaire uniforme à l'intention des prestataires de services-conseils en placements et de services connexes en ce qui concerne les régimes de retraite américains et les titulaires de comptes d'épargne-retraite individuel, règle qui entrera en vigueur le 20 avril 2017. Comme il a déjà été indiqué, la règle imposera de nouvelles exigences en matière de règlement et de coûts aux courtiers et conseillers en placements de notre secteur Gestion de patrimoine aux États-Unis qui prodiguent des conseils individualisés en placement selon une norme de « pertinence » plutôt qu'une norme fiduciaire. Le 28 avril 2016, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont proposé leur propre version d'une « norme d'intérêt supérieur » réglementaire visant à remplacer la norme actuelle que les conseillers, courtiers et représentants inscrits doivent respecter, pour qu'ils traitent leurs clients équitablement, honnêtement et de bonne foi. Des normes semblables ont été proposées ou finalisées dans d'autres pays, dont le Royaume-Uni et l'Australie. Même si nous n'estimons pas que cela aurait de grandes conséquences sur notre résultat global, l'application des règles américaines pourrait avoir des retombées importantes sur notre groupe américain de Gestion de patrimoine. Nous évaluons les moyens de réduire ces retombées, notamment par des modifications de notre structure d'entreprise et de notre gamme de produits actuels.

Surveillance des organisations bancaires étrangères

Le 1^{er} juillet 2016, nous avons conclu le transfert obligatoire de nos actifs américains non liés à des succursales ou à des agences vers notre société de portefeuille américaine dans le but de constituer une société de portefeuille intermédiaire conformément à l'article 165 de la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* tel qu'il s'applique à RBC en tant qu'organisation bancaire étrangère. Nous continuons d'améliorer notre cadre et nos pratiques de gouvernance et de surveillance de la gestion des risques en vue de mettre en place la gouvernance et l'infrastructure nécessaires pour observer le reste des exigences liées à la règle s'appliquant aux opérations bancaires étrangères au cours des prochaines années, y compris celles qui ont trait à la simulation de crise aux États-Unis et aux obligations de planification du capital.

Le 4 mars 2016, la Réserve fédérale a de nouveau proposé une règle visant à limiter les risques de crédit des grandes institutions bancaires (y compris les opérations bancaires étrangères et les sociétés de portefeuille intermédiaires) par contrepartie unique ou groupe de contreparties liées. Nous estimons qu'il nous faudra modifier nos systèmes actuels et mettre en place des dispositifs de surveillance et d'information adéquats pour pouvoir respecter les limites prescrites avant la date d'entrée en vigueur de cette règle, qui sera fixée une fois que la version finale de celle-ci aura été publiée. Selon la proposition, la règle devra être respectée chaque jour, et un rapport mensuel de conformité devra être soumis à la Réserve fédérale à titre de preuve.

Réglementation des activités de gestion d'actifs

Le 22 juin 2016, le Conseil de stabilité financière a publié un projet de recommandations de politiques portant sur les conséquences en matière de risque systémique des activités de gestion d'actifs. La consultation entreprise par le Conseil de stabilité financière vise 14 recommandations à l'intention des organismes de réglementation nationaux et de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV), portant sur la gestion globale du risque de liquidité et les conséquences de la liquidité des marchés, le prêt de valeurs mobilières et l'utilisation de leviers, la transparence des données et la présentation de l'information. Le Conseil de stabilité financière entend finaliser ses recommandations d'ici la fin de 2016. Le même jour, l'OICV a publié des priorités concernant les lacunes des données dans le secteur de la gestion d'actifs, dans lesquelles elle recommande la collecte de plus grandes quantités de données afin de mieux comprendre les conséquences liées au risque systémique. L'OICV accorde la priorité à la collecte de données sur : i) les organismes de placement collectif à capital variable (en particulier leur profil de liquidité et le recours aux dérivés et aux leviers); ii) les comptes gérés séparément (tant en général qu'en ce qui a trait aux leviers et au recours aux dérivés); iii) les fonds alternatifs. Nous amorcerons des consultations avec le Conseil de stabilité financière selon la pertinence de nos activités. D'autres pays, dont les États-Unis et le Royaume-Uni, effectuent des analyses similaires en ciblant les risques éventuels que poseraient les activités de gestion d'actifs à la stabilité financière. Selon nous, ces démarches pourraient donner naissance à de nouveaux règlements ayant une incidence sur les fonds communs de placement canadiens, américains et internationaux dont nous sommes le promoteur concernant la gestion de liquidités et la divulgation d'informations plus étoffées aux organismes de réglementation et d'informations additionnelles aux investisseurs.

Réformes mondiales du marché des dérivés hors cote

Nous continuons de progresser dans l'instauration de règles nationales sur l'échange obligatoire de marges initiales et de marges sur variation (c.-à-d. des marges détenues comme garanties contre le risque de défaillance de la contrepartie) sur des dérivés bilatéraux hors cote aux termes des directives conjointes publiées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et l'OICV en septembre 2013. Nous sommes visés par les règles américaines sur les marges qui prévoient l'échange de marge avec les contreparties les plus importantes qui sont elles aussi visées par ces règles et nous travaillons en vue d'être conformes à ces normes d'ici l'échéance du 1^{er} septembre 2016. Les règles sur les marges dans l'Union européenne et en Suisse ont été reportées au printemps 2017 et les dates de mise en œuvre n'ont pas encore été fixées. Compte tenu de notre activité de négociation du notionnel de dérivés hors cote, nous nous attendons à être assujettis aux règles canadiennes et japonaises sur les marges le 1^{er} septembre 2017 et à devoir échanger des marges avec des contreparties également assujetties aux règles canadiennes et japonaises sur les marges. Ces nouvelles exigences représentent un changement fondamental dans la façon dont se négocient les dérivés hors cote non compensés centralement et imposent une documentation de toutes les contreparties et dépositaires concernés avant la date limite. En outre, le montant de la marge initiale nécessaire peut augmenter si les banques ne peuvent se fier à une approche de notations internes, mais plutôt à une approche standardisée (moins sensible aux risques).

Le 13 avril 2016, la Securities and Exchange Commission a adopté les règles définitives qui obligent les opérateurs de swaps sur titres à établir un dispositif de surveillance de leurs activités, y compris à nommer un chef de la conformité. Ces règles imposent aussi à ces opérateurs de divulguer à la contrepartie les risques, les conflits et les autres renseignements importants au sujet d'un swap et de s'assurer que toutes les recommandations adressées à la contrepartie sont appropriées. La Commodity Futures Trading Commission (CFTC) devrait publier la version définitive de la règle sur le capital requis pour les opérateurs de swaps et les règles définitives sur la négociation algorithmique avant la fin de 2016. La CFTC envisage aussi d'adopter les règles définitives qui imposeront des limites quant à la taille des positions pouvant être prises sur certains contrats dérivés.

Nous ne nous attendons pas à ce que les conséquences décrites ci-dessus aient une incidence significative sur nos résultats globaux.

Capital réglementaire et exigences connexes

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de capital réglementaire et de nous y préparer. Le CBCB a publié un certain nombre de révisions proposées et de nouvelles mesures à titre consultatif en vue de réformer la façon dont les banques calculent, évaluent et rapportent leur capital réglementaire et les risques correspondants, y compris l'utilisation de leurs propres modèles internes de gestion des risques. Le CBCB attend de recevoir les commentaires sur ces révisions. Le CBCB s'attend à ce que cette proposition ait un effet relativement modeste sur le capital et le levier de la plupart des banques lorsqu'elle sera publiée dans sa version définitive.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant des faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents et à la rubrique Risque lié à l'environnement juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2015. Pour des renseignements détaillés sur notre cadre de gestion des risques et sur les activités mises en œuvre pour gérer les risques, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2015 et à ces mêmes rubriques du rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2016.

Principaux événements de 2016

Compagnie d'assurance générale RBC

Le 1^{er} juillet 2016, nous avons conclu la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC à Aviva Canada Inc. (Aviva). Cette vente avait été annoncée le 21 janvier 2016. La transaction visait la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile et

comprenait une entente de distribution stratégique de 15 ans entre RBC Assurances et Aviva. Par suite de la transaction, nous avons enregistré un profit de 287 millions de dollars (235 millions de dollars après impôt) dans nos résultats pour le troisième trimestre de 2016, profit qui a été comptabilisé au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres. Pour un complément d'information, voir la note 6 de nos états financiers résumés.

Certains services de gestion de patrimoine dans les Antilles

Le 4 novembre 2015, nous avons conclu une convention visant la vente de nos services de fiducie, de garde et d'administration des fonds dans les Antilles à SMP Partners Group, sous réserve des rajustements de clôture d'usage et de la délivrance des approbations réglementaires. Pour un complément d'information, voir la note 6 de nos états financiers résumés.

City National Corporation

Le 2 novembre 2015, nous avons conclu l'acquisition de City National Corporation (City National), la société de portefeuille qui détient City National Bank. La contrepartie totale de la transaction d'un montant de 7,1 milliards de dollars (5,5 milliards de dollars US) a été versée sous forme d'un montant en trésorerie de 3,4 milliards de dollars (2,6 milliards de dollars US), d'un nombre de 41,6 millions d'actions ordinaires de RBC, et de 360 millions de dollars (275 millions de dollars US) d'actions privilégiées de premier rang de RBC. City National a été regroupée avec le groupe américain de Gestion de patrimoine au sein du secteur Gestion de patrimoine. Pour un complément d'information, voir la note 6 des états financiers résumés.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est établi à 2 895 millions de dollars, soit une hausse de 420 millions de dollars, ou 17 %. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,88 \$, en hausse de 0,22 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a atteint 18,0 %, en baisse de 10 points de base par rapport à 18,1 % un an auparavant. Le bénéfice dilué par action et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont été touchés par notre acquisition de City National en raison de l'émission d'actions ordinaires de RBC dont il est fait mention ci-dessus. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie correspond à 10,5 %.

Exclusion faite du profit résultant de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC au cours du trimestre considéré (qui est un élément précisé et décrit plus en détail ci-dessous), le bénéfice net, qui s'est chiffré à 2 660 millions de dollars, s'est accru de 185 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, le bénéfice dilué par action de 1,72 \$ s'est hissé de 0,06 \$, tandis que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,5 % a baissé de 160 points de base. Nos résultats reflètent la hausse des bénéfices des secteurs Gestion de patrimoine, Marchés des capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle a été contrebalancée partiellement par la baisse des bénéfices des secteurs Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie.

Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine a augmenté principalement du fait de l'intégration de City National, dont l'apport au résultat net s'est établi à 82 millions de dollars (voir le détail à la section portant sur le secteur Gestion de patrimoine aux pages 19-20). Ont aussi contribué à cette augmentation les avantages tirés des activités de gestion de l'efficacité.

Le bénéfice du secteur Marchés des capitaux a augmenté surtout en raison des excellents résultats de la division Marchés mondiaux, d'une diminution d'impôt et d'une hausse attribuable à l'écart de change. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des résultats du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement, rendant compte surtout d'une diminution des activités des clients.

L'augmentation du bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises tient en grande partie à une croissance de 6 % des volumes de vente au Canada et à la hausse des revenus tirés des services tarifés. Ces facteurs ont été atténués par un rétrécissement des écarts, une plus grande dotation à la provision pour pertes sur créances au Canada et une montée des coûts en raison de la croissance des activités.

Le bénéfice du secteur Assurances a augmenté en raison du profit résultant de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC (voir ci-après). Exclusion faite de cet élément précisé, le résultat du secteur Assurances s'est replié par suite surtout de la baisse du bénéfice tiré de contrats de rente au Royaume-Uni, les résultats de l'exercice précédent tenant compte d'un nouveau contrat, et de la hausse des coûts liés aux sinistres découlant des incendies de forêt dans la région de Fort McMurray en mai 2016, facteurs qui ont été neutralisés en partie par un comportement favorable des titulaires de polices d'assurance vie.

Le bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie s'est replié en raison surtout de la prise en compte, au trimestre correspondant de l'exercice précédent, d'un mois supplémentaire de bénéfices pour l'unité Services aux investisseurs. Au trimestre considéré, la hausse du bénéfice découlant des activités de financement et de gestion de liquidités, qui rend compte du resserrement des écarts de crédit et des variations de taux d'intérêt, a été en partie compensée par une augmentation des investissements d'ordre technologique et par une baisse des bénéfices tirés de l'exécution d'opérations de change.

Pour plus de détails sur les résultats sectoriels et sur le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion du capital.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 322 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,22 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 180 points de base par rapport à 16,2 % au trimestre précédent.

Exclusion faite du profit résultant de la vente au trimestre considéré dont il est fait mention ci-dessous, le bénéfice net de 2 660 millions de dollars a augmenté de 87 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,06 \$ et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 30 points de base.

Nos résultats reflètent avant tout la croissance des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans le secteur Marchés des capitaux, ainsi que l'incidence positive de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre compte un plus grand nombre de jours, et la croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés au sein du secteur Services bancaires canadiens. La hausse du bénéfice tiré de la gestion des liquidités et du financement dans le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie, qui reflète le rétrécissement des écarts de taux et les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que la hausse du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients dans le secteur Gestion de patrimoine, qui rend compte de l'appréciation du capital et d'une hausse du bénéfice de City National découlant surtout de la croissance des prêts, ont aussi contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une baisse des revenus tirés de la négociation de titres de participation dans le secteur Marchés des capitaux, une augmentation des coûts liés à la croissance des activités et une diminution du résultat du secteur Assurances, ce qui reflète une baisse des profits liés aux investissements et une augmentation des coûts liés aux sinistres attribuable essentiellement aux incendies de Fort McMurray en mai 2016. De plus, au trimestre précédent, le résultat du secteur Assurances tenait compte d'une économie d'impôt résultant d'une perte fiscale d'une année antérieure.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 7 915 millions de dollars, en hausse de 482 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action pour la période de neuf mois s'est élevé à 5,13 \$, en hausse de 0,14 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 16,5 %, en baisse de 240 points de base. Le bénéfice dilué par action et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont été touchés par notre acquisition de City National en raison de l'émission d'actions ordinaires de RBC dont il est fait mention ci-dessus.

Exclusion faite du profit résultant de la vente au cours du trimestre considéré et du profit résultant de la liquidation d'une filiale américaine, tous deux décrits ci-dessous, le bénéfice net de 7 680 millions de dollars s'est accru de 355 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,05 \$ et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a reculé de 260 points de base. Nos résultats reflètent la hausse des bénéfices des secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marché des capitaux, laquelle a été contrebalancée partiellement par la baisse des bénéfices des secteurs Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie. Nos résultats rendent aussi compte d'une augmentation attribuable à l'écart de change.

Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine a augmenté principalement du fait de l'intégration de City National, dont l'apport a été de 201 millions de dollars. L'augmentation est également attribuable à une diminution des coûts de restructuration et aux avantages tirés de nos activités de gestion de l'efficacité.

L'augmentation du bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises tient essentiellement à la croissance des volumes de vente et à la hausse des revenus tirés des services tarifés dans la plupart des secteurs d'activité au Canada, ainsi qu'à l'augmentation des bénéfices dans les Antilles. Ces facteurs ont été atténués par une plus grande dotation à la provision pour pertes sur créances au Canada, un rétrécissement des écarts de taux et une montée des coûts en raison de la croissance des activités. En outre, les résultats d'il y a un an comprenaient une perte liée à la vente des activités bancaires de RBC au Suriname.

Le bénéfice du secteur Marchés des capitaux a augmenté, la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et le ralentissement des activités de montage de prêts et de titres de participation ayant été plus que contrebalancés par une diminution de la rémunération variable, une baisse des impôts et une hausse attribuable à l'écart de change.

Le résultat du secteur Assurances a augmenté en raison du profit résultant de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC (voir ci-après). Exclusion faite de cet élément précisé, le résultat du secteur Assurances s'est replié par suite surtout de la baisse du bénéfice découlant des contrats de rente au Royaume-Uni, qui a été atténuée par les profits liés aux investissements et la croissance des activités d'assurance canadiennes et internationales.

Le bénéfice des Services aux investisseurs et de trésorerie a fléchi surtout à cause des investissements accrus en technologies, d'une baisse du bénéfice généré sur les exécutions d'opérations de change et d'une hausse des frais de personnel. Les résultats pour la période correspondante de l'exercice précédent tenaient compte en outre d'un mois supplémentaire de bénéfices dans le secteur Services aux investisseurs, comme il a déjà été mentionné. Ces facteurs ont été surtout neutralisés par une hausse des résultats de la gestion des liquidités et du financement, rendant compte du resserrement des écarts de taux et des fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que de la hausse du bénéfice résultant de la croissance des dépôts des clients et de l'augmentation des écarts de taux sur ces dépôts.

Éléments précisés

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, nos résultats tiennent compte d'un profit de 287 millions de dollars (235 millions de dollars après impôt) découlant de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC (nos activités d'assurance habitation et automobile) à Aviva Canada Inc. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, nos résultats tenaient compte d'un profit de 108 millions (avant et après impôt) lié à la liquidation d'une filiale américaine ayant donné lieu à la reprise d'un écart de change comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres, qui avait été comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux pour le deuxième trimestre de 2015. Les résultats excluant ces éléments précisés sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence du change

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis au taux de change moyen pour la période.

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat :

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016	Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)			
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	20 \$	(25)\$	442 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	2	–	20
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(18)	(10)	9
Frais autres que d'intérêt	(2)	(19)	241
Impôt sur le résultat	12	1	54
Bénéfice net	26	3	118
Incidence sur le bénéfice par action			
De base	0,02 \$	– \$	0,08 \$
Dilué	0,02	–	0,08

Le tableau ci-après illustre les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015
(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)					
Dollar US	0,768	0,768	0,789	0,754	0,811
Livre sterling	0,561	0,537	0,508	0,530	0,527
Euro	0,689	0,684	0,715	0,683	0,716

(1) Les moyennes sont calculées à partir des cours du change au comptant à la fin du mois de la période.

Total des revenus

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu d'intérêt	6 184 \$	6 001 \$	5 755 \$	18 241 \$	17 014 \$
Frais d'intérêt	2 061	1 976	1 972	5 897	6 043
Revenu net d'intérêt	4 123 \$	4 025 \$	3 783 \$	12 344 \$	10 971 \$
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (1)	1,69 %	1,70 %	1,72 %	1,70 %	1,72 %
Services de placement (2)	2 133 \$	2 086 \$	2 063 \$	6 359 \$	6 070 \$
Activité d'assurance (3)	1 534	1 351	1 021	4 044	3 719
Activités de négociation	311	181	56	582	755
Services bancaires (4)	1 144	1 344	1 071	3 580	3 261
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	524	469	531	1 367	1 535
Autres (5)	486	70	303	864	991
Revenus autres que d'intérêt	6 132 \$	5 501 \$	5 045 \$	16 796 \$	16 331 \$
Total des revenus	10 255 \$	9 526 \$	8 828 \$	29 140 \$	27 302 \$
Information supplémentaire					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	570 \$	597 \$	623 \$	1 805 \$	1 758 \$
Revenus autres que d'intérêt	311	181	56	582	755
Total des revenus tirés des activités de négociation	881 \$	778 \$	679 \$	2 387 \$	2 513 \$

(1) La marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.

(3) Comprend les primes d'assurance, les revenus de placement et les honoraires. Les revenus de placement reflètent la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

(4) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.

(5) Comprend les revenus autres que d'intérêt, les profits nets (pertes nettes) sur les titres disponibles à la vente et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le total des revenus a augmenté de 1 427 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à un an plus tôt. Exclusion faite du profit découlant de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC, dont il a déjà été question, le total des revenus, qui se chiffre à 9 968 millions de dollars, a augmenté de 1 140 millions de dollars, ou 13 %. Pour le trimestre écoulé, l'incidence du change a accru le total des revenus de 20 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 340 millions de dollars, ou 9 %, par suite surtout de l'intégration de City National et d'une croissance de 6 % des volumes pour la plupart de nos activités au sein des Services bancaires canadiens.

La marge nette d'intérêt a baissé de 3 points de base par rapport à il y a un an, par suite surtout de la faiblesse persistante des taux d'intérêt et des pressions exercées par la concurrence.

Les revenus tirés des services de placement se sont accrus de 70 millions de dollars, ou 3 %, par suite surtout de la croissance moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients rendant compte des ventes nettes et d'une valorisation du capital au sein du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse des volumes de transactions, conséquence du retrait de certaines activités internationales de gestion de patrimoine.

Les revenus du secteur Assurances ont bondi de 513 millions de dollars, ou 50 %, en raison surtout de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance de 580 millions de dollars, qui a été pour l'essentiel compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été neutralisé en partie par une diminution des revenus tirés des contrats de rente au Royaume-Uni et par une baisse attribuable à l'écart de change.

Les revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 255 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui comprend les revenus d'activités de négociation comptabilisés en revenu net d'intérêt et en revenus autres que d'intérêt, s'est établi à 881 millions de dollars. Ce total a progressé de 202 millions de dollars, ou 30 %, en raison de la hausse des revenus de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions et de la hausse des revenus tirés de la négociation de devises principalement au Canada, facteurs qui ont été compensés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 73 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur de certains titres disponibles à la vente qui sont libellés en dollars canadiens et qui ont été financés par des dépôts libellés en dollars américains, laquelle variation est compensée dans les autres revenus, et de l'augmentation des honoraires tirés des services de gestion dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont repliés de 7 millions de dollars, ou 1 %, par suite surtout du recul des activités de montage de titres de participation et de prêts essentiellement et d'une diminution des revenus tirés des activités de syndication de prêts principalement aux États-Unis. Ces facteurs ont été essentiellement atténués par une intensification des activités de fusion et d'acquisition des clients au Canada et par une hausse attribuable à l'écart de change.

Les autres revenus ont augmenté de 183 millions de dollars, ou 60 %, par rapport à il y a un an, du fait surtout du profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC, dont il a déjà été question, qui a été contrebalancé en partie par la variation de la juste valeur de certains dérivés utilisés comme couvertures économiques des titres disponibles à la vente susmentionnés.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le total des revenus a augmenté de 729 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent. Exclusion faite du profit résultant de la vente pour le trimestre considéré, précisé ci-dessus, le total des revenus qui s'est chiffré à 9 968 millions de dollars, a augmenté de 442 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent en raison surtout de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Cette augmentation résulte aussi de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, ainsi que de la hausse des revenus tirés de la gestion des liquidités et du financement rendant compte du resserrement des écarts de taux et des fluctuations de taux d'intérêt. L'incidence favorable des facteurs saisonniers, notamment le nombre supérieur de jours dans le trimestre, a aussi contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse des volumes de transactions, conséquence d'une réduction des activités des clients.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (résultats pour la période de neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 1 838 millions de dollars, ou 7 %. Exclusion faite du profit résultant de la vente pour le trimestre considéré et du profit résultant de la liquidation d'une filiale américaine de financement pour l'exercice précédent, tous deux décrits plus haut, le total des revenus de 28 853 millions de dollars s'est accru de 1 659 millions de dollars, ou 6 %, par suite surtout de l'intégration de City National. Cette augmentation est aussi attribuable à un écart de change de 442 millions de dollars, à la croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans le secteur Services bancaires canadiens, à la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et à la hausse liée à la gestion des liquidités et du financement. Ces facteurs ont été compensés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation par rapport aux niveaux élevés établis il y a un an, le repli des activités de montage de prêts et de titres de participation et des activités de syndication de prêts aux États-Unis et la baisse des volumes de transaction par suite d'une réduction des activités des clients.

Les revenus excluant les éléments précisés ci-dessus constituent une mesure hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 48 millions de dollars, ou 18 %, et le ratio total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 1 point de base pour se fixer à 24 points, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la hausse de la dotation dans les secteurs Marchés des capitaux, Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances relative à nos services bancaires des Antilles.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 142 millions de dollars, ou 31 %, et le ratio total correspondant a diminué de 12 points de base pour se fixer à 24 points, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la

baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans le secteur Marché des capitaux. Le trimestre précédent faisait également état d'une hausse de 50 millions de dollars de la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard de prêts non encore désignés comme douteux.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (résultats pour la période de neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 366 millions de dollars, ou 45 %, et le ratio connexe s'est accru de 6 points de base pour se fixer à 30 points, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans les secteurs Marchés des capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et d'un supplément de dotation relativement aux prêts non encore désignés comme douteux (voir ci-dessus). Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse de la dotation dans le secteur Gestion de patrimoine.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 554 millions de dollars, ou 84 %, par rapport à il y a un an, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été largement neutralisée dans les revenus, ainsi que de la hausse des coûts liés aux sinistres découlant des incendies de Fort McMurray en mai 2016. Au trimestre correspondant de l'exercice précédent, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance avaient en outre été avantagés par un nouveau contrat de rente au Royaume-Uni. Ces facteurs ont été neutralisés partiellement par le comportement favorable des titulaires de police d'assurance vie.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 222 millions de dollars, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été largement neutralisée dans les revenus. Ce facteur a été contrebalancé en partie par le comportement favorable des titulaires de police d'assurance vie et une baisse des coûts liés aux sinistres dans le secteur des produits de rétrocession vie.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (période de neuf mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 356 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à il y a un an, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été largement neutralisée dans les revenus, ainsi que de l'incidence moindre de nouveaux contrats de rente au Royaume-Uni, compensée en partie par une diminution attribuable à nos contrats de rétrocession, qui a été grandement neutralisée dans les revenus, et par des profits liés à des investissements.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015
Salaires	1 462 \$	1 445 \$	1 309 \$	4 399 \$	3 849 \$
Rémunération variable	1 129	1 046	1 133	3 249	3 578
Avantages du personnel et conservation du personnel	402	430	399	1 296	1 252
Rémunération fondée sur des actions	86	93	49	225	222
Ressources humaines	3 079 \$	3 014 \$	2 890 \$	9 169 \$	8 901 \$
Matériel	346	358	327	1 060	935
Frais d'occupation	387	382	351	1 162	1 042
Communications	240	224	213	667	635
Honoraires	279	247	223	766	625
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	250	229	180	713	532
Autres	510	433	451	1 401	1 321
Frais autres que d'intérêt	5 091 \$	4 887 \$	4 635 \$	14 938 \$	13 991 \$
Ratio d'efficacité (1)	49,6 %	51,3 %	52,5 %	51,3 %	51,2 %

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 456 millions de dollars, ou 10 %, principalement en raison de l'intégration de City National, qui a fait grimper les frais autres que d'intérêt de 409 millions de dollars, et tiennent compte d'un montant de 48 millions de dollars lié à l'amortissement d'immobilisations incorporelles ainsi que d'un montant de 20 millions de dollars lié à des frais d'intégration. Ont également contribué à l'augmentation une hausse des coûts de soutien à l'expansion des affaires, des dépenses accrues en technologies et une augmentation des coûts liés à la réglementation et à la conformité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse de la rémunération variable dans le secteur Marchés des capitaux et par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 49,6 %, en baisse de 290 points de base par rapport à 52,5 % un an auparavant. Exclusion faite du profit comptabilisé au trimestre considéré relativement à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC susmentionnée, le ratio d'efficacité a diminué de 140 points de base, en grande partie en raison de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et en raison des avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité. Ces facteurs ont été atténués par l'effet de l'intégration de City National.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 204 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout d'une hausse de la rémunération variable dans les secteurs Marchés des capitaux et Gestion de patrimoine, l'incidence défavorable des facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, et de l'augmentation des coûts de soutien à l'expansion des affaires. Ces facteurs ont été atténués par une plus faible incidence du change, soit 19 millions de dollars, et par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis.

Notre ratio d'efficacité de 49,6 % a diminué de 170 points de base par rapport à 51,3 % du trimestre dernier. Exclusion faite du profit résultant de la vente comptabilisé au trimestre considéré susmentionné, notre ratio d'efficacité a diminué de 20 points de base par rapport au trimestre précédent, par suite surtout de la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été largement neutralisée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (résultats de la période de neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 947 millions de dollars, ou 7 %, principalement en raison de l'intégration de City National, qui a fait grimper les frais autres que d'intérêt de 1 208 millions de dollars, et tiennent compte d'un montant de 147 millions de dollars lié à l'amortissement d'immobilisations incorporelles ainsi que d'un montant de 75 millions de dollars lié à des frais d'intégration. Ont également contribué à l'augmentation un écart de change de 241 millions de dollars, une augmentation des coûts attribuables à la croissance des activités et une augmentation des dépenses liées à la technologie. Ces facteurs ont été atténués en partie par une diminution de la rémunération variable au sein du secteur Marchés des capitaux et par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 51,3 %, en hausse de 10 points de base par rapport à 51,2 % un an plus tôt. Exclusion faite du profit résultant de la vente pour le trimestre considéré et du profit résultant de la liquidation d'une filiale américaine, tous deux décrits plus haut, notre ratio d'efficacité a augmenté de 40 points de base par suite surtout de l'intégration de City National. Ce facteur a été en partie contrebalancé par la variation positive de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été largement neutralisée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Le ratio d'efficacité excluant les éléments précisés susmentionnés est une mesure hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015
Impôt sur le résultat	741 \$	618 \$	792 \$	2 072 \$	2 385 \$
Bénéfice avant impôt	3 636 \$	3 191 \$	3 267 \$	9 987 \$	9 818 \$
Taux d'imposition canadien prévu par la loi (1)	26,5 %	26,5 %	26,3 %	26,5 %	26,3 %
Taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales	(5,1)%	(2,3)%	(0,2)%	(3,0)%	(0,7)%
Revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt	(2,4)%	(3,9)%	(3,2)%	(3,4)%	(2,9)%
Modification du taux d'imposition	0,1 %	— %	0,1 %	— %	0,2 %
Incidence d'une perte fiscale, d'un crédit d'impôt ou de différences temporaires non comptabilisés antérieurement	— %	(0,8)%	(0,1)%	(0,3)%	— %
Autres	1,3 %	(0,1)%	1,3 %	0,9 %	1,4 %
Taux d'imposition effectif	20,4 %	19,4 %	24,2 %	20,7 %	24,3 %

(1) Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

La charge d'impôt a diminué de 51 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à il y a un an, malgré la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif de 20,4 % a diminué de 380 points de base surtout en raison de l'augmentation du bénéfice généré par les filiales dont le taux d'imposition moyen est plus faible et de l'incidence de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus exonérés d'impôt.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

La charge d'impôt a augmenté de 123 millions de dollars, ou 20 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt. En outre, le taux d'imposition effectif de 20,4 % a augmenté de 100 points de base par rapport au taux de 19,4 % du trimestre précédent, ce qui tient essentiellement à la baisse des revenus exonérés d'impôt au trimestre considéré.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (résultats de la période de neuf mois)

La charge d'impôts a diminué de 313 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à il y a un an, malgré la hausse du bénéfice avant

impôt, et le taux d'imposition effectif de 20,7 % a diminué de 360 points de base en raison des ajustements fiscaux favorables et des revenus exonérés d'impôt plus importants de l'exercice courant.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pratiquement pas changé depuis le 31 octobre 2015. À compter du premier trimestre de 2016, nous avons accru notre taux d'attribution du capital par secteur d'exploitation en vue de mieux l'aligner sur les exigences accrues en matière de capital réglementaire. Pour plus de détails sur l'attribution du capital, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2015.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2015.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015
	le 31 juillet 2016								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 296 \$	370 \$	361 \$	151 \$	611 \$	12 \$	2 801 \$	2 486 \$	2 399 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ^{(1), (2)}	18 400	12 900	1 900	3 350	17 200	8 050	61 800	62 400	52 600
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ⁽³⁾	28,0 %	11,4 %	75,7 %	18,2 %	14,2 %	n.s.	18,0 %	16,2 %	18,1 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes							le 31 juillet 2015
	le 31 juillet 2016							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 837 \$	1 031 \$	665 \$	426 \$	1 725 \$	(31)\$	7 653 \$	7 219 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	18 600	12 950	1 700	3 400	18 000	7 250	61 900	51 100
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	27,6 %	10,6 %	52,3 %	16,9 %	12,8 %	n.s.	16,5 %	18,9 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué. À compter du premier trimestre de 2016, nous avons accru notre taux d'attribution du capital en vue de mieux l'aligner sur les exigences accrues en matière de capital réglementaires.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif.

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre rendement financier pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 30 avril 2016, et, en ce qui concerne le bénéfice économique, servent à évaluer l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet aux utilisateurs de l'information financière de connaître l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Le coût du capital pour 2016 de mesure inchangé à 9,0 %.

Le tableau ci-après présente un sommaire de notre bénéfice économique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							Le 30 avril 2016	Le 31 juillet 2015
	Le 31 juillet 2016								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net	1 322 \$	388 \$	364 \$	157 \$	635 \$	29 \$	2 895 \$	2 573 \$	2 475 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	–	–	(1)	–	(7)	(9)	(13)	(26)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	4	45	–	5	1	(4)	51	52	27
Réduction de valeur des immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	1 325 \$	433 \$	364 \$	161 \$	636 \$	18 \$	2 937 \$	2 612 \$	2 476 \$
Moins : charge de capital	442	310	46	80	412	194	1 484	1 455	1 244
Bénéfice (perte) économique	883 \$	123 \$	318 \$	81 \$	224 \$	(176)\$	1 453 \$	1 157 \$	1 232 \$

	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2016							le 31 juillet 2015
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net	3 909 \$	1 077 \$	672 \$	439 \$	1 788 \$	30 \$	7 915 \$	7 433 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(7)	–	–	(1)	–	(35)	(43)	(77)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	9	139	–	12	1	(2)	159	87
Réduction de valeur des immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–	4
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	3 911 \$	1 216 \$	672 \$	450 \$	1 789 \$	(7)\$	8 031 \$	7 447 \$
Moins : charge de capital	1 318	920	121	239	1 275	517	4 390	3 577
Bénéfice (perte) économique	2 593 \$	296 \$	551 \$	211 \$	514 \$	(524)\$	3 641 \$	3 870 \$

Résultats excluant les éléments précisés

Nos résultats reflètent l'incidence des éléments précisés suivants :

- Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, un profit de 287 millions de dollars (235 millions de dollars après impôt) lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC à Aviva Canada Inc., qui a été comptabilisé dans le secteur Assurances.

- Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) lié à la liquidation d'une filiale américaine ayant donné lieu à la reprise d'un écart de change comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres, qui a été comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux.

Le tableau suivant présente les calculs de nos résultats et mesures consolidés et par secteur excluant ces éléments précisés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, ainsi que pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015 :

Données consolidées

	Pour le trimestre clos (1)		
	le 31 juillet 2016		
	Élément exclu		
	Données présentées	Profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC	Données ajustées
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)			
Activités poursuivies			
Total des revenus	10 255 \$	(287)\$	9 968 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	318	—	318
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 210	—	1 210
Frais autres que d'intérêt	5 091	—	5 091
Bénéfice net avant impôt	3 636 \$	(287)\$	3 349 \$
Impôt sur le résultat	741	(52)	689
Bénéfice net	2 895 \$	(235)\$	2 660 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 801 \$	(235)\$	2 566 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 485 915		1 485 915
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,88 \$	(0,16)\$	1,72 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 494 126		1 494 126
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,88 \$	(0,16)\$	1,72 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	61 800 \$		61 800 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	18,0 %		16,5 %
Ratio d'efficience	49,6 %		51,1 %
Taux d'imposition effectif	20,4 %		20,6 %

	Périodes de neuf mois closes (1)					
	le 31 juillet 2016			le 31 juillet 2015		
	Élément exclu			Élément exclu		
	Données présentées	Profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC	Données ajustées	Données présentées	Reprise d'un écart de change	Données ajustées
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)						
Activités poursuivies						
Total des revenus	29 140 \$	(287)\$	28 853 \$	27 302 \$	(108)\$	27 194 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 188	—	1 188	822	—	822
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	3 027	—	3 027	2 671	—	2 671
Frais autres que d'intérêt	14 938	—	14 938	13 991	—	13 991
Bénéfice net avant impôt	9 987 \$	(287)\$	9 700 \$	9 818 \$	(108)\$	9 710 \$
Impôt sur le résultat	2 072	(52)	2 020	2 385	—	2 385
Bénéfice net	7 915 \$	(235)\$	7 680 \$	7 433 \$	(108)\$	7 325 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	7 653 \$	(235)\$	7 418 \$	7 219 \$	(108)\$	7 111 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 486 550		1 486 550	1 442 579		1 442 579
Bénéfice de base par action (en dollars)	5,15 \$	(0,16)\$	4,99 \$	5,00 \$	(0,07)\$	4,93 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 494 877		1 494 877	1 449 206		1 449 206
Bénéfice dilué par action (en dollars)	5,13 \$	(0,16)\$	4,97 \$	4,99 \$	(0,07)\$	4,92 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	61 900 \$		61 900 \$	51 100 \$		51 100 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	16,5 %		16,0 %	18,9 %		18,6 %
Ratio d'efficience	51,3 %		51,8 %	51,2 %		51,4 %
Taux d'imposition effectif	20,7 %		20,8 %	24,3 %		24,6 %

(1) Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos le 30 avril 2016 et le 31 juillet 2015.

(2) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

Assurances

	Trimestre clos		
	le 31 juillet 2016		
	Élément exclu		
	Profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Données présentées		Données ajustées
Total des revenus	1 818 \$	(287)\$	1 531 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 210	–	1 210
Frais autres que d'intérêt	151	–	151
Bénéfice net avant impôt	457	(287)	170
Bénéfice net	364 \$	(235)\$	129 \$
Principaux soldes et autres informations			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	75,7 %		26,4 %

	Période de neuf mois close		
	le 31 juillet 2016		
	Élément exclu		
	Profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Données présentées		Données ajustées
Total des revenus	4 328 \$	(287)\$	4 041 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	3 027	–	3 027
Frais autres que d'intérêt	468	–	468
Bénéfice net avant impôt	833	(287)	546
Bénéfice net	672 \$	(235)\$	437 \$
Principaux soldes et autres informations			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	52,3 %		33,8 %

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
Revenu net d'intérêt	2 598 \$	2 527 \$	2 543 \$	7 697 \$	7 435 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 137	1 107	1 083	3 355	3 229
Total des revenus	3 735	3 634	3 626	11 052	10 664
Dotation à la provision pour pertes sur créances	271	279	257	834	744
Frais autres que d'intérêt	1 687	1 614	1 648	4 977	4 894
Bénéfice avant impôt	1 777	1 741	1 721	5 241	5 026
Bénéfice net	1 322 \$	1 297 \$	1 281 \$	3 909 \$	3 736 \$
Revenus par division					
Services bancaires canadiens	3 499 \$	3 380 \$	3 390 \$	10 301 \$	9 970 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	236	254	236	751	694
Principaux soldes et autres informations					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	28,0 %	27,8 %	30,3 %	27,6 %	30,3 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,68 %	2,69 %	2,72 %	2,68 %	2,71 %
Ratio d'efficience (2)	45,2 %	44,4 %	45,4 %	45,0 %	45,9 %
Levier d'exploitation	0,6 %	4,9 %	3,8 %	1,9 %	4,4 %
Taux d'imposition effectif	25,6 %	25,5 %	25,6 %	25,4 %	25,7 %
Moyenne du total des actifs productifs	386 000 \$	382 200 \$	370 700 \$	383 500 \$	366 200 \$
Moyenne des prêts et acceptations	384 700	380 600	369 100	381 900	364 800
Moyenne des dépôts	321 300	314 600	299 200	316 900	295 800
Biens administrés (3)	235 300	228 000	227 900	235 300	227 900
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,28 %	0,30 %	0,28 %	0,29 %	0,27 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 18,8 milliards de dollars et 9,4 milliards de dollars, respectivement, au 31 juillet 2016 (19,8 milliards et 9,9 milliards au 30 avril 2016; 21,7 milliards et 8,4 milliards au 31 juillet 2015).

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 41 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à un an plus tôt, surtout à cause de la croissance de 6 % des volumes au Canada et de la croissance des revenus tirés des services tarifés. Ces facteurs ont été atténués par une réduction des écarts de taux, une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances au Canada et une hausse des coûts de soutien à la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 109 millions de dollars, ou 3 %.

Les revenus des Services bancaires canadiens ont augmenté de 109 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une réduction des taux.

Les revenus des Services bancaires aux Antilles et aux États-Unis sont restés relativement stables par rapport à il y a un an.

La marge nette d'intérêt a reculé de 4 points de base, en raison surtout de la faiblesse continue des taux d'intérêt et des pressions exercées par la concurrence.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 14 millions de dollars, ou 5 %, le ratio correspondant demeurant relativement stable par rapport à il y a un an, par suite surtout d'une augmentation des radiations dans notre portefeuille de cartes de crédit au Canada et d'une augmentation de la dotation à la provision à l'égard des portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse de la dotation à la provision relative à nos services bancaires des Antilles. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 39 millions de dollars, ou 2 %, ce qui reflète en grande partie la hausse des coûts de soutien à la croissance des activités et l'augmentation des dépenses liées à la technologie. Ces facteurs ont été compensés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 25 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, grâce surtout à l'incidence positive de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre compte quelques jours de plus, à la hausse des revenus tirés des services tarifés et à la croissance des volumes. Ces facteurs ont été en grande partie compensés par l'augmentation des coûts de soutien à la croissance des activités et la réduction des écarts de taux.

La marge nette d'intérêt est restée relativement stable (baisse de 1 point de base).

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (résultats pour la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 173 millions de dollars, ou 5 %, conséquence dans une large mesure de la croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans la plupart des secteurs d'exploitation au Canada, ainsi que de la hausse des bénéfices dans les Antilles. Ces facteurs ont été atténués par une plus grande dotation à la provision pour pertes sur créances au Canada, un rétrécissement des écarts de taux et une montée des coûts de soutien à la croissance des activités. En outre, les résultats d'il y a un an comprenaient une perte liée à la vente des activités bancaires de RBC au Suriname.

Le total des revenus a augmenté de 388 millions de dollars, ou 4 %, ce qui reflète surtout la croissance des volumes, soit 6 %, au Canada et la croissance des revenus tirés des services tarifés. Ces facteurs ont été atténués par la réduction des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 90 millions de dollars, ou 12 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 2 points de base, par suite surtout d'une augmentation de la dotation à la provision à l'égard des portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux et d'une augmentation des radiations dans notre portefeuille de cartes de crédit au Canada. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances relative à nos services bancaires des Antilles. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 83 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à un an plus tôt, par suite surtout de la hausse des coûts liés à la croissance des activités et des dépenses liées à la technologie. Ces facteurs ont été atténués par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité et par la diminution des frais de commercialisation.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
Revenu net d'intérêt	2 442 \$	2 367 \$	2 381 \$	7 212 \$	6 970 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 057	1 013	1 009	3 089	3 000
Total des revenus	3 499	3 380	3 390	10 301	9 970
Dotation à la provision pour pertes sur créances	265	273	238	804	684
Frais autres que d'intérêt	1 503	1 434	1 476	4 432	4 362
Bénéfice net avant impôt	1 731	1 673	1 676	5 065	4 924
Bénéfice net	1 284 \$	1 241 \$	1 239 \$	3 756 \$	3 650 \$
Revenus par division					
Services financiers aux particuliers	1 973 \$	1 908 \$	1 949 \$	5 813 \$	5 678 \$
Services financiers aux entreprises	814	773	780	2 379	2 317
Solutions cartes et paiements	712	699	661	2 109	1 975
Principaux soldes et autres informations					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	33,4 %	32,9 %	36,5 %	32,7 %	36,8 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,63 %	2,64 %	2,66 %	2,63 %	2,66 %
Ratio d'efficience (2)	43,0 %	42,4 %	43,5 %	43,0 %	43,8 %
Levier d'exploitation	1,4 %	3,6 %	0,7 %	1,7 %	1,0 %
Taux d'imposition effectif	25,8 %	25,8 %	26,1 %	25,8 %	25,9 %
Moyenne du total des actifs productifs	368 900 \$	364 900 \$	354 600 \$	366 000 \$	350 400 \$
Moyenne des prêts et acceptations	375 600	371 300	360 300	372 500	356 000
Moyenne des dépôts	302 700	296 200	282 000	298 100	278 700
Biens administrés (3)	227 400	218 800	217 700	227 400	217 700
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,28 %	0,30 %	0,26 %	0,29 %	0,26 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total moyen des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 18,8 milliards de dollars et 9,4 milliards de dollars, respectivement, au 31 juillet 2016 (19,8 milliards et 9,9 milliards au 30 avril 2016; 21,7 milliards et 8,4 milliards au 31 juillet 2015).

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 45 millions de dollars, ou 4 %, par suite surtout de la croissance des volumes et de la hausse des revenus tirés des services tarifés dans la plupart des secteurs d'activité. Ces facteurs ont été atténués par un rétrécissement des écarts de taux, une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et une augmentation des coûts liés à la croissance des activités.

Le total des revenus s'est accru de 109 millions de dollars, ou 3 %.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers se sont accrus de 24 millions de dollars, ou 1 %, surtout en raison de la croissance soutenue de 7 % des volumes respectifs des prêts hypothécaires résidentiels et des dépôts personnels, ainsi que de la hausse des revenus tirés des services tarifés, qui s'explique par la croissance des comptes des clients. Ces facteurs ont été compensés en partie par le rétrécissement des écarts de taux.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises se sont accrus de 34 millions de dollars, ou 4 %, surtout en raison de la croissance de 7 % des volumes des dépôts des entreprises et des prêts aux entreprises et des profits tirés de notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales. Ces facteurs ont été atténués par un rétrécissement des écarts de taux.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 51 millions de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement de l'accroissement des soldes de prêts et des volumes de transactions.

La marge nette d'intérêt a diminué de 3 points de base par rapport à il y a un an, en raison surtout de la faiblesse continue des taux d'intérêt et des pressions exercées par la concurrence.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 27 millions de dollars, ou 11 %, et le ratio correspondant s'est accru de 2 points de base, par suite essentiellement d'une augmentation des radiations dans nos portefeuilles de cartes de crédit et de l'augmentation de la dotation à l'égard du portefeuille de prêts aux particuliers. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des recouvrements nets dans notre portefeuille de prêts commerciaux. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 27 millions de dollars, ou 2 %, en raison de la hausse des coûts attribuable à la croissance des activités et de l'augmentation des dépenses liées à la technologie. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 43 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, grâce surtout à l'incidence positive de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, et à la croissance des revenus tirés des services tarifés et des volumes. Ces facteurs ont été compensés en partie par une hausse des coûts liés à la croissance des activités et un rétrécissement des écarts de taux.

La marge nette est restée relativement stable (baisse de 1 points de base).

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (résultats pour la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 106 millions de dollars, ou 3 %, par suite de la croissance des volumes de 6 % et de la hausse des revenus tirés des services tarifés dans la plupart des secteurs d'activité. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la réduction des écarts de taux.

Le total des revenus a augmenté de 331 millions de dollars, ou 3 %, ce qui reflète la croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans la plupart des secteurs d'activité. Ces facteurs ont été atténués par la réduction des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 120 millions de dollars, ou 18 %, et le ratio connexe s'est accru de 3 points de base, surtout par suite d'une augmentation de la dotation à l'égard des portefeuilles respectifs de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux et d'une augmentation des radiations dans notre portefeuille de cartes de crédit. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 70 millions de dollars, ou 2 %, surtout en raison de la hausse des coûts attribuables à la croissance des activités et de l'augmentation des dépenses liées à la technologie. Ces facteurs ont été atténués par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité et par la diminution des frais de commercialisation.

Gestion de patrimoine

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	496 \$	466 \$	129 \$	1 431 \$	375 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	1 276	1 232	1 200	3 778	3 511
Revenus tirés des transactions et autres revenus	463	482	379	1 293	1 236
Total des revenus	2 235	2 180	1 708	6 502	5 122
Dotation à la provision pour pertes sur créances	14	7	–	26	45
Frais autres que d'intérêt	1 717	1 670	1 302	5 065	3 975
Bénéfice avant impôt	504	503	406	1 411	1 102
Bénéfice net	388 \$	386 \$	285 \$	1 077 \$	786 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada (1)	606 \$	601 \$	584 \$	1 802 \$	1 725 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 064	1 038	506	3 042	1 509
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US)	817	798	400	2 300	1 224
Gestion de patrimoine – International	107	108	162	328	515
Gestion mondiale d'actifs	458	433	456	1 330	1 373
Principaux soldes et autres informations					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	11,4 %	11,6 %	18,6 %	10,6 %	17,5 %
Marge nette d'intérêt (2)	2,87 %	2,88 %	2,60 %	2,85 %	2,52 %
Marge avant impôt (3)	22,6 %	23,1 %	23,8 %	21,7 %	21,5 %
Nombre de conseillers (4)	4 716	4 695	4 044	4 716	4 044
Moyenne du total des actifs productifs	68 800 \$	65 700 \$	19 700 \$	67 100 \$	19 900 \$
Moyenne des prêts et acceptations	49 100	47 900	17 700	48 800	17 800
Moyenne des dépôts	85 200	82 200	40 500	83 500	40 300
Biens administrés – total (5)	772 600	738 800	778 400	772 600	778 400
– Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (5)	312 000	290 500	288 000	312 000	288 000
– Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US) (5)	239 000	231 400	220 200	239 000	220 200
Biens sous gestion (5)	569 700	539 700	503 200	569 700	503 200
Moyenne des biens administrés	766 400	750 000	764 700	764 700	758 200
Moyenne des biens sous gestion	559 300	543 500	496 200	554 800	482 600

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016	Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	5 \$	(5)\$	116 \$
Frais autres que d'intérêt	2	(5)	96
Bénéfice net	2	–	12
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(3)%	– %	(7)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	10 %	4 %	1 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ en euros	(4)%	1 %	(5)%

- (1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (2) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs.
- (3) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.
- (4) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.
- (5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Le 2 novembre 2015, nous avons conclu l'acquisition de City National, laquelle a été intégrée aux activités de notre secteur Gestion de patrimoine – États-Unis. Notre secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International a été scindé en deux groupes distincts : Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et Gestion de patrimoine – International.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net a augmenté de 103 millions de dollars, ou 36 %, par rapport à il y a un an, par suite surtout de l'intégration de notre acquisition de City National, qui a rapporté 82 millions de dollars au bénéfice net. L'augmentation est également attribuable aux avantages tirés de nos activités de gestion de l'efficience.

Le total des revenus a augmenté de 527 millions de dollars, ou 31 %, l'intégration de City National ayant contribué 508 millions de dollars.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 22 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout de la hausse du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète un solide chiffre de ventes net et une valorisation du capital.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (compte tenu de City National) se sont accrus de 558 millions de dollars (417 millions de dollars US), ou 110 %, notre acquisition de City National ayant apporté 508 millions de dollars (390 millions de dollars US) à ces revenus.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont régressé de 55 millions de dollars, ou 34 %, par suite surtout de la baisse du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, d'une contraction des volumes de transactions et d'une baisse du revenu net d'intérêt, essentiellement à cause du retrait de certaines activités internationales.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont augmenté de 2 millions de dollars, en raison surtout de l'augmentation des biens sous gestion de clients, contrebalancée grandement par une baisse attribuable à l'écart de change.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 14 millions de dollars, du fait surtout de la comptabilisation d'une dotation à la provision liée à City National.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 415 millions de dollars, ou 32 %, principalement en raison de l'intégration de notre acquisition de City National, qui a fait grimper les charges de 409 millions de dollars, dont 48 millions de dollars liés à l'amortissement d'immobilisations incorporelles et 20 millions de dollars liés aux frais d'intégration. Ce facteur a été atténué par les avantages découlant de nos activités de gestion de l'efficience.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 2 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la hausse du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui rend compte de la valorisation du capital, et d'une hausse du bénéfice de City National découlant surtout de la croissance des prêts. Ces facteurs ont été atténués par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (résultats pour la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 291 millions de dollars, ou 37 %, par suite surtout de l'intégration de notre acquisition de City National, qui a rapporté 201 millions de dollars au bénéfice net, de la baisse des coûts de restructuration et des avantages tirés des activités de gestion de l'efficience. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse des volumes de transactions.

Le total des revenus a augmenté de 1 380 millions de dollars, ou 27 %, par suite surtout de l'intégration d'un revenu de 1 445 millions de dollars au titre de City National et d'une hausse attribuable à l'écart de change. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse des volumes de transactions, conséquence d'une réduction des activités des clients.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 19 millions de dollars, ou 42 %, car celle d'il y a un an comprenait une dotation à l'égard de deux comptes du secteur Gestion de patrimoine – International. Pour l'exercice considéré, nous avons inscrit une dotation à la provision de 26 millions de dollars pour City National.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1 090 millions de dollars, ou 27 %, en raison de l'intégration de City National qui a fait grimper les charges de 1 208 millions de dollars, dont 147 millions liés à l'amortissement d'immobilisations incorporelles et 75 millions liés aux frais d'intégration. L'augmentation est aussi attribuable à une hausse de l'écart de change. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des coûts de restructuration et les avantages tirés de nos activités de gestion de l'efficience.

Assurances

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	764 \$	837 \$	843 \$	2 477 \$	2 574 \$
Revenu de placement (1)	921	390	52	1 473	788
Honoraires	133	124	126	378	357
Total des revenus	1 818	1 351	1 021	4 328	3 719
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	1 158	933	610	2 859	2 504
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	52	55	46	168	167
Frais autres que d'intérêt	151	157	153	468	455
Bénéfice avant impôt	457	206	212	833	593
Bénéfice net	364 \$	177 \$	173 \$	672 \$	481 \$
Revenus par division					
Assurances – Canada	1 437 \$	894 \$	603 \$	3 078 \$	2 430 \$
Assurances – International	381	457	418	1 250	1 289
Principaux soldes et autres informations					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	75,7 %	44,3 %	43,6 %	52,3 %	41,1 %
Primes et dépôts (2)	1 131 \$	1 184 \$	1 252 \$	3 529 \$	3 707 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	543	225	(37)	805	438

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat, et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Le 1^{er} juillet 2016, nous avons conclu la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC à Aviva Canada Inc. (Aviva) annoncée le 21 janvier 2016. La transaction comprenait la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile et une entente stratégique de distribution de 15 ans entre RBC Assurances et Aviva. Cette transaction a donné lieu à un profit de 287 millions de dollars (235 millions après impôt) que nous avons comptabilisé dans nos résultats du troisième trimestre de 2016. Pour un complément d'information, voir la note 6 des états financiers résumés.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est accru de 191 millions de dollars par rapport à il y a un an. Exclusion faite du profit après impôt de 235 millions de dollars lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC à Aviva, le bénéfice net a reculé de 44 millions de dollars, ou 25 %, en raison principalement d'une baisse du bénéfice généré sur les contrats de rente au Royaume-Uni, les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent tenant compte d'un nouveau contrat, et de l'augmentation des coûts liés aux sinistres, qui se sont chiffrés à 10 millions de dollars, en raison des incendies à Fort McMurray en mai 2016. Ces facteurs ont été compensés en partie par le comportement favorable des titulaires de police d'assurance vie.

Le total des revenus a augmenté de 797 millions de dollars, ou 78 %, par rapport à un an plus tôt.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont augmenté de 834 millions de dollars en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été pour l'essentiel compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Le profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC, dont il a déjà été question, explique aussi cette augmentation.

Les revenus du secteur Assurances – International ont diminué de 37 millions de dollars, ou 9 %, par suite surtout de la baisse des revenus tirés des contrats de rente au Royaume-Uni et d'une baisse attribuable à l'écart de change, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance. Ces facteurs ont été largement neutralisés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 554 millions de dollars, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été largement compensée dans les revenus, et de l'augmentation des coûts liés aux sinistres découlant des incendies à Fort McMurray en mai 2016. Les résultats pour la période correspondante de l'exercice précédent ont de plus bénéficié d'un nouveau contrat de rente au Royaume-Uni. Ces facteurs ont été atténués par le comportement favorable des titulaires de police d'assurance vie.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 2 millions de dollars, ou 1 %, comparativement à ceux d'il y a un an.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est accru de 187 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Exclusion faite du profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC dont il a déjà été question, le bénéfice net a régressé de 48 millions de dollars, ou 27 %, ce qui reflète une baisse des profits liés aux investissements et une augmentation des coûts liés aux sinistres attribuable essentiellement aux incendies de Fort McMurray en mai 2016. De plus, les données du trimestre précédent tenaient compte d'une économie d'impôt. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par un comportement favorable des titulaires de police d'assurance vie et par une diminution des coûts liés aux sinistres dans le secteur des produits de rétrocession vie.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (résultats pour la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 191 millions de dollars, ou 40 %, par rapport à un an plus tôt. Exclusion faite du profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC dont il a déjà été question, le bénéfice net a diminué de 44 millions de dollars, ou 9 %, en raison de la baisse du bénéfice généré sur les contrats de rente au Royaume-Uni. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les profits liés aux investissements et par la croissance des activités des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International.

Le total des revenus a augmenté de 609 millions de dollars, ou 16 %, principalement en raison de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, du profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC dont il a déjà été question, et de la croissance des activités des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une baisse des revenus liés à nos contrats de rétrocession, qui a été nettement compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 356 millions de dollars, ou 13 %, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été pour l'essentiel compensée dans les revenus, et de l'incidence moindre des nouveaux contrats de rente au Royaume-Uni, contrebalancés en partie par une diminution attribuable à nos contrats de rétrocession, qui a été grandement neutralisée dans les revenus, et par des profits liés aux investissements.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 13 millions de dollars, ou 3 %, surtout en raison de la croissance des activités et des initiatives stratégiques, facteur qui a été atténué par les activités de gestion de l'efficacité.

Les résultats excluant le profit résultant de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC susmentionné sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Services aux investisseurs et de trésorerie

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt	195 \$	190 \$	204 \$	611 \$	598 \$
Revenus autres que d'intérêt	382	350	352	1 056	992
Total des revenus (1)	577	540	556	1 667	1 590
Frais autres que d'intérêt	368	352	331	1 081	958
Bénéfice net avant impôt	209	188	225	586	632
Bénéfice net	157 \$	139 \$	167 \$	439 \$	468 \$
Principaux soldes et autres informations					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18,2 %	16,5 %	24,5 %	16,9 %	24,2 %
Moyenne des dépôts	123 200 \$	138 100 \$	144 200 \$	137 700 \$	136 200 \$
Dépôts de clients	53 000	53 900	52 000	53 500	48 300
Dépôts liés au financement de gros	70 200	84 200	92 200	84 200	87 900
Biens administrés (2)	3 724 300	3 617 700	3 990 900	3 724 300	3 990 900
Moyenne des biens administrés	3 699 300	3 627 000	3 924 300	3 731 000	3 796 100

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016	Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015
Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros			
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	7 \$	(2)\$	45 \$
Frais autres que d'intérêt	1	(3)	20
Bénéfice net	5	1	17
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(3)%	– %	(7)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	10 %	4 %	1 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(4)%	1 %	(5)%

(1) Depuis le troisième trimestre de 2015, nous alignons les périodes de présentation de l'information, ce qui a fait en sorte que les résultats des Services aux investisseurs ont profité de la prise en compte d'un mois supplémentaire de bénéfice au troisième trimestre de 2015. L'incidence nette de ce mois supplémentaire a été comptabilisée dans les revenus.

(2) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net a fléchi de 10 millions de dollars, ou 6 %, car le résultat pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent tenait compte d'un mois supplémentaire de bénéfice dans le secteur Services aux investisseurs de 42 millions de dollars (28 millions de dollars après impôt). Pour le trimestre considéré, le bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités attribuable au resserrement des écarts de taux et aux fluctuations des taux d'intérêt a été partiellement compensé par des investissements d'ordre technologique accrus et une baisse des revenus générés sur les exécutions d'opérations de change.

Le total des revenus s'est accru de 21 millions de dollars, ou 4 %, principalement en raison d'une hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion de liquidités qui reflète le rétrécissement des écarts de taux et des fluctuations de taux d'intérêt, d'une hausse des revenus tirés de la croissance des dépôts des clients et d'une augmentation des écarts de taux sur ces dépôts ainsi que d'une hausse attribuable à l'écart de change. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une baisse des revenus tirés de l'exécution d'opérations de change comparativement aux niveaux élevés atteints il y a un an. En outre, les résultats des Services aux investisseurs pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent tenaient compte d'un mois supplémentaire de bénéfice, comme il est mentionné ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 37 millions de dollars, ou 11 %, en raison surtout d'une augmentation des investissements d'ordre technologique et d'une augmentation des coûts liés à la réglementation.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 18 millions de dollars, ou 13 %, par suite surtout d'une hausse du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités reflétant un resserrement des écarts de taux et les fluctuations des taux d'intérêt, hausse qui a été atténuée par une augmentation des coûts liés à la réglementation.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a fléchi de 29 millions de dollars, ou 6 %, surtout à cause des investissements accrus en technologies, d'une baisse du bénéfice généré sur les exécutions d'opérations de change et d'une augmentation des frais de personnel. De plus, les résultats des Services aux investisseurs pour le troisième trimestre de l'exercice précédent tenaient compte d'un mois supplémentaire de bénéfice, comme il est mentionné ci-dessus. Ces facteurs ont été atténués par une hausse des bénéfices tirés des activités de financement et de gestion de liquidités reflétant le rétrécissement des écarts de taux et les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que par une hausse des revenus attribuable à la croissance des dépôts des clients et d'une augmentation des écarts de taux sur ces dépôts.

Le total des revenus s'est accru de 77 millions de dollars, ou 5 %, principalement en raison d'une hausse attribuable à l'écart de change, d'une hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion de liquidités reflétant le rétrécissement des écarts de taux et les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que par une hausse du bénéfice attribuable à la croissance des dépôts des clients et d'une augmentation des écarts de taux sur ces dépôts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une baisse des revenus tirés de l'exécution d'opérations de change. De plus, les résultats des Services aux investisseurs pour le troisième trimestre de l'exercice précédent tenaient compte d'un mois supplémentaire de bénéfice, comme il est mentionné ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 123 millions de dollars, ou 13 %, en raison surtout d'une augmentation des investissements en technologies, d'une hausse attribuable à l'écart de change et d'une hausse des frais de personnel liés à la croissance des activités.

Marché des capitaux

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt (1)	892 \$	993 \$	1 016 \$	2 947 \$	2 872 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	1 195	997	1 030	3 110	3 454
Total des revenus (1)	2 087	1 990	2 046	6 057	6 326
Dotation à la provision pour pertes sur créances	33	123	15	276	35
Frais autres que d'intérêt	1 160	1 080	1 187	3 315	3 624
Bénéfice net avant impôt	894	787	844	2 466	2 667
Bénéfice net	635 \$	583 \$	545 \$	1 788 \$	1 764 \$
Revenus par division					
Secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement	956 \$	892 \$	1 006 \$	2 718 \$	2 850 \$
Marchés mondiaux	1 148	1 125	1 070	3 383	3 542
Autres	(17)	(27)	(30)	(44)	(66)
Principaux soldes et autres informations					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,2 %	12,1 %	12,9 %	12,8 %	14,1 %
Moyenne du total de l'actif	514 500 \$	502 600 \$	465 200 \$	512 000 \$	469 600 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	104 600	100 700	116 100	104 800	117 700
Moyenne des prêts et acceptations	87 400	89 600	81 300	88 900	77 600
Moyenne des dépôts	61 600	62 200	62 700	62 300	59 300
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,15 %	0,56 %	0,07 %	0,41 %	0,06 %

	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les
	Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016	Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015
Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	28 \$	(5)\$	271 \$
Frais autres que d'intérêt	(2)	(7)	109
Bénéfice net	20	2	98
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(3)%	– %	(7)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	10 %	4 %	1 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(4)%	1 %	(5)%

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2016 s'élève à 267 millions de dollars (203 millions au 30 avril 2016; 133 millions au 31 juillet 2015) et, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016, elle s'élève à 621 millions de dollars (357 millions au 31 juillet 2015). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2015.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est accru de 90 millions de dollars, ou 17 %, surtout en raison des excellents résultats de notre division Marchés mondiaux, de la baisse des impôts et d'une hausse attribuable à l'écart de change. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des résultats du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement du fait d'une diminution des activités des clients.

Le total des revenus a augmenté de 41 millions de dollars, ou 2 %, en raison surtout des excellents résultats de notre secteur Marchés mondiaux, qui ont été contrebalancés en partie par la baisse des résultats du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont reculé de 50 millions de dollars, ou 5 %, par suite surtout d'une baisse des revenus tirés des prêts dans toutes les régions et d'une diminution des activités de montage de titres de participation et de prêts et d'une diminution des revenus tirés des activités de syndication de prêts principalement aux États-Unis. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la croissance des services bancaires aux municipalités aux États-Unis, par une intensification des activités de fusion et d'acquisition principalement au Canada et par une hausse attribuable à l'écart de change.

Les revenus de la division Marchés mondiaux ont augmenté de 78 millions de dollars, ou 7 %, du fait de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions et d'une hausse des revenus tirés de la négociation de devises principalement au Canada, facteurs qui ont été en partie neutralisés par la baisse des revenus tirés des activités de négociation des titres de participation dans la plupart des régions.

Les autres revenus ont augmenté de 13 millions de dollars, en raison surtout de la hausse des revenus liés à nos portefeuilles existants.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 33 millions de dollars a augmenté de 18 millions de dollars, en raison surtout de la hausse de la dotation à la provision, nette des recouvrements, relative au secteur du pétrole et du gaz. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 27 millions de dollars, ou 2 %, par suite surtout de la diminution de la rémunération variable, atténuée par la montée des coûts de conformité.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net a progressé de 52 millions de dollars, ou 9 %, surtout grâce à une augmentation des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe, à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à la croissance des activités de montage de prêts et de titres de participation, facteurs qui ont été atténués par la baisse des revenus tirés de la négociation de titres de participation surtout au Canada, l'augmentation de la rémunération variable attribuable aux résultats supérieurs et à l'augmentation des impôts.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 24 millions de dollars, ou 1 %, en raison de la baisse des résultats de notre division Marchés mondiaux et de la baisse des résultats du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement du fait d'une diminution des activités des clients, et d'une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, facteurs qui ont été plus que contrebalancés par une baisse de la rémunération variable, une réduction des impôts et une hausse attribuable à l'écart de change.

Le total des revenus a diminué de 269 millions de dollars, ou 4 %, surtout à cause de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation par rapport aux niveaux élevés d'il y a un an, du ralentissement des activités de montage de prêts et de titres de participation et des activités de syndication de prêts en grande partie aux États-Unis. Ces facteurs ont été atténués par une hausse attribuable à l'écart de change, par une hausse des revenus tirés de la négociation des titres à revenu fixe et des devises, ainsi que par la croissance des services bancaires aux municipalités aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 276 millions de dollars a augmenté de 241 millions de dollars par rapport à un an plus tôt, en raison surtout de l'accroissement de la dotation à la provision relative au secteur du pétrole et du gaz. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 309 millions de dollars, ou 9 %, par suite surtout de la diminution de la rémunération variable, compensée en partie par une hausse attribuable à l'écart de change et une augmentation des coûts de conformité.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015
Revenu net (perte nette) d'intérêt ⁽¹⁾	(58)\$	(151)\$	(109)\$	(342)\$	(309)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt ⁽¹⁾	(139)	(18)	(20)	(124)	190
Total des revenus ⁽¹⁾	(197)	(169)	(129)	(466)	(119)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	51	(2)	52	(1)
Frais autres que d'intérêt	8	14	14	32	84
Bénéfice net (perte nette) avant impôt ⁽¹⁾	(205)	(234)	(141)	(550)	(202)
Charge (économie) d'impôt ⁽¹⁾	(234)	(225)	(165)	(580)	(400)
Bénéfice net (perte nette) ⁽²⁾	29 \$	(9)\$	24 \$	30 \$	198 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 31 juillet 2016 s'est établi à 7 millions de dollars (9 millions pour la période close le 30 avril 2016; 24 millions pour la période close le 31 juillet 2015) et, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016, il s'est élevé à 35 millions de dollars (69 millions pour la période close le 31 juillet 2015).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative de la période n'est pas utile. Suivent les principaux éléments à avoir agi sur les résultats déclarés pour chaque période.

Le revenu et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des capitaux. Le montant porté en déduction du revenu a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt. Le montant lié à la majoration pour le trimestre clos le 31 juillet 2016 s'est établi à 267 millions de dollars, contre 203 millions pour le trimestre précédent et 133 millions il y a un an. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016, le montant s'est élevé à 621 millions de dollars, contre 357 millions de dollars il y a un an. Une analyse plus détaillée est présente à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2015.

Outre les incidences de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net est de 29 millions de dollars et reflète en grande partie des activités de gestion des actifs et passifs.

Deuxième trimestre de 2016

La perte nette est de 9 millions de dollars, attribuable surtout à une augmentation de 50 millions de dollars (37 millions après impôt) de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux, qui a été grandement compensée par les activités de gestion d'actifs et de passifs.

Troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net de 24 millions de dollars résulte principalement des activités de gestion des actifs et passifs.

Troisième trimestre de 2016 (résultats pour la période de neuf mois)

Le bénéfice net a atteint 30 millions de dollars, ce qui reflète surtout les activités de gestion d'actifs et de passifs, facteur contrebalancé en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts non encore désignés comme douteux, comme il a été mentionné ci-dessus.

Troisième trimestre de 2015 (résultats pour la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est élevé à 198 millions de dollars, résultat qui a reflété en grande partie le profit de 108 millions de dollars découlant de la reprise d'un écart de change dont il est fait mention ci-dessus, un profit à la vente d'un bien immobilier au premier trimestre de 2015, ainsi que les mesures de gestion des actifs et des passifs.

Résultats par secteur géographique ⁽¹⁾

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes suivantes : Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont essentiellement comptabilisées selon l'emplacement qui reflète le mieux les risques liés à la dégradation de la conjoncture économique ainsi que les perspectives de croissance liées à la l'amélioration de cette conjoncture. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats financiers par secteur géographique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2016			le 30 avril 2016			le 31 juillet 2015			le 31 juillet 2016			le 31 juillet 2015		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	6 667 \$	2 020 \$	1 568 \$	5 888 \$	2 040 \$	1 598 \$	5 549 \$	1 679 \$	1 600 \$	18 329 \$	6 059 \$	4 752 \$	17 262 \$	5 186 \$	4 854 \$
Bénéfice net	2 210 \$	373 \$	312 \$	1 954 \$	331 \$	288 \$	1 869 \$	256 \$	350 \$	5 956 \$	1 062 \$	897 \$	5 540 \$	855 \$	1 038 \$

(1) Pour plus de détails, se reporter à la note 30 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2015.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 341 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à un an plus tôt, par suite surtout du profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC et la croissance des volumes et du bénéfice résultant de la hausse des revenus tirés des services tarifés des Services bancaires canadiens. La hausse des résultats de la négociation des titres à revenu fixe et des devises, ainsi que l'intensification des activités de fusion et acquisition dans le secteur Marchés des capitaux ont aussi contribué à l'augmentation du bénéfice. Ces facteurs ont été compensés en partie par une baisse des écarts de taux et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans le secteur Services bancaires canadiens, l'augmentation des coûts liés à la croissance des activités et une hausse des investissements en technologies.

Aux États-Unis, le bénéfice net a augmenté de 117 millions de dollars, ou 46 %, par rapport à il y a un an, reflétant l'incidence de l'intégration de City National, l'accroissement des services bancaires à des municipalités, la hausse des résultats des activités de négociation de titres à revenu fixe, la baisse de l'impôt sur le résultat et la baisse de la rémunération variable dans le secteur Marchés des capitaux. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, principalement au sein du secteur Marché des capitaux, la baisse des revenus tirés des prêts, le ralentissement des activités de montage de prêts et de titres de participation et la diminution des syndications de prêts.

Le bénéfice net dans les autres pays a reculé de 38 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à un an plus tôt, surtout à cause du retrait de certaines activités internationales au sein du secteur Gestion de patrimoine. Ont aussi contribué à ce recul le ralentissement des fusions et acquisitions ainsi que la diminution des activités de syndication de prêts au sein de Marchés des capitaux. Ces facteurs ont été atténués par une hausse attribuable aux résultats des activités de négociation de titres à revenu fixe.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net au Canada a monté de 256 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui rend compte du profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC et de l'intensification des activités de montage de prêts ainsi que de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances au sein du secteur Marchés des capitaux. Ont aussi contribué à cette augmentation l'incidence positive de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre compte des jours de plus, et l'augmentation des revenus tirés des services tarifés et la croissance des volumes au sein du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, un ralentissement des activités de syndication de prêts, une augmentation des coûts liés à la croissance des activités et un rétrécissement des marges au sein des Services bancaires canadiens.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 42 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe, de l'intensification des activités de montage de titres de participation et de syndication de prêts dans le secteur Marchés des capitaux et de la hausse du bénéfice de City National grâce à une forte croissance des prêts. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation de la rémunération variable attribuable aux résultats supérieurs dans le secteur Marché des capitaux.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 24 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe et de l'intensification des activités de syndication de prêts. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des fusions et acquisitions et par la baisse des profits liés aux investissements du secteur Assurances.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (résultats pour la période de neuf mois)

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 416 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à un an plus tôt, par suite surtout du profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC, de la croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés des Services bancaires canadiens, de la hausse des résultats de négociation de titres à revenu fixe et de la diminution de la rémunération variable dans le secteur Marchés des capitaux. Ces facteurs ont été en partie atténués par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, le rétrécissement des écarts de taux au sein des Services bancaires canadiens, la diminution des activités de fusion et d'acquisition et de prise ferme du secteur Marchés des capitaux.

Aux États-Unis, le bénéfice net a augmenté de 207 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à il y a un an, reflétant surtout l'intégration de City National, une diminution d'impôt, l'activité accrue de fusion et d'acquisition et une hausse attribuable à l'écart de change. Ces facteurs ont été en partie compensés par le ralentissement des activités de négociation de titres à revenu fixe et des titres de participation, la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation et des activités de syndication de prêts ainsi que l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances au sein du secteur Marchés des capitaux.

Le bénéfice net dans les autres pays a reculé de 141 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à un an plus tôt, surtout à cause d'une baisse des volumes de transactions par suite d'une réduction des activités des clients, ainsi que du retrait de certaines activités internationales et de la baisse des coûts de restructuration dans le secteur Gestion de patrimoine. Ont aussi contribué à ce recul la baisse du bénéfice tiré des exécutions d'opérations de change dans le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie et la diminution du bénéfice lié aux nouveaux contrats de rente au Royaume-Uni dans le secteur Assurances. Ces facteurs ont été atténués par l'intensification des activités de fusion et acquisition et de montage de titres de participation ainsi que par une hausse attribuable à l'écart de change.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

		2016			2015			2014
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenu net d'intérêt	4 123 \$	4 025 \$	4 196 \$	3 800 \$	3 783 \$	3 557 \$	3 631 \$	3 560 \$
Revenus autres que d'intérêt	6 132	5 501	5 163	4 219	5 045	5 273	6 013	4 822
Total des revenus	10 255 \$	9 526 \$	9 359 \$	8 019 \$	8 828 \$	8 830 \$	9 644 \$	8 382 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	318	460	410	275	270	282	270	345
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 210	988	829	292	656	493	1 522	752
Frais autres que d'intérêt	5 091	4 887	4 960	4 647	4 635	4 736	4 620	4 340
Bénéfice net avant impôt	3 636 \$	3 191 \$	3 160 \$	2 805 \$	3 267 \$	3 319 \$	3 232 \$	2 945 \$
Impôt sur le résultat	741	618	713	212	792	817	776	612
Bénéfice net	2 895 \$	2 573 \$	2 447 \$	2 593 \$	2 475 \$	2 502 \$	2 456 \$	2 333 \$
Bénéfice par action – de base	1,88 \$	1,67 \$	1,59 \$	1,74 \$	1,66 \$	1,68 \$	1,66 \$	1,57 \$
– dilué	1,88	1,66	1,58	1,74	1,66	1,68	1,65	1,57
Bénéfice net (perte nette) par secteur								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 322 \$	1 297 \$	1 290 \$	1 270 \$	1 281 \$	1 200 \$	1 255 \$	1 151 \$
Gestion de patrimoine	388	386	303	255	285	271	230	285
Assurances	364	177	131	225	173	123	185	256
Services aux investisseurs et de trésorerie	157	139	143	88	167	159	142	113
Marchés des capitaux	635	583	570	555	545	625	594	402
Services de soutien généraux	29	(9)	10	200	24	124	50	126
Bénéfice net	2 895 \$	2 573 \$	2 447 \$	2 593 \$	2 475 \$	2 502 \$	2 456 \$	2 333 \$
Taux d'imposition effectif	20,4 %	19,4 %	22,6 %	7,6 %	24,2 %	24,6 %	24,0 %	20,8 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période	0,768 \$	0,768 \$	0,728 \$	0,758 \$	0,789 \$	0,806 \$	0,839 \$	0,900 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres trimestres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés ralentissent, ce qui peut faire baisser les résultats liés à nos activités sur les marchés financiers ainsi qu'à nos activités de courtage et de gestion de placements.

Éléments précisés s'étant répercutés sur nos résultats consolidés

- Pour le troisième trimestre de 2016, nos résultats tiennent compte d'un profit de 287 millions de dollars (235 millions de dollars après impôt) lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC à Aviva Canada Inc.
- Pour le deuxième trimestre de 2015, nos résultats tiennent compte d'un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) lié à la liquidation d'une filiale américaine ayant donné lieu à la reprise d'un écart de change comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres.

Analyse des tendances

La croissance de l'économie au Canada a ralenti depuis le quatrième trimestre de 2014, mais l'économie a commencé à remonter la pente au premier trimestre civil de 2016 grâce à la récente reprise des prix du pétrole sur les marchés mondiaux, à une solide performance des exportations et aux dépenses à la consommation. L'économie s'est toutefois contractée au deuxième trimestre de 2016 en raison des conséquences des feux de forêt en Alberta qui ont occasionné un arrêt provisoire de la production de pétrole dans la région et du recul de l'activité de transformation au sein du secteur des transports en raison du séisme au Japon qui a donné lieu à des arrêts de la chaîne d'approvisionnement. L'économie américaine a crû durant la période, enregistrant une légère croissance au deuxième trimestre civil de 2016 stimulée par les fortes dépenses de consommation, mais atténuée par le recul des investissements

des entreprises et du secteur résidentiel. Les marchés mondiaux se sont rétablis rapidement du choc initial causé par le vote pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, mais la croissance de l'économie mondiale se poursuit à un rythme plus lent. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives.

Les bénéfices ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période. Depuis le deuxième semestre de 2015, les bénéfices sont demeurés relativement stables et ont augmenté au troisième trimestre de 2016. Cette hausse s'explique par la croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés au sein du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que par la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète l'appréciation du capital et les ventes nettes élevées du secteur Gestion de patrimoine. Les résultats de l'entreprise acquise City National sont pris en compte dans le secteur Gestion de patrimoine depuis le premier trimestre de 2016. Les résultats du secteur Marchés des capitaux ont, pour l'essentiel, été relativement stables pour la période, et ils ont souffert, au troisième trimestre de 2015, d'une conjoncture défavorable. Les résultats du secteur Assurances pour le troisième trimestre de 2016 ont été influencés par le profit résultant de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC, tandis que les résultats en 2015 avaient été touchés par une modification défavorable des lois fiscales canadiennes, entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2014 et frappant certaines sociétés liées étrangères. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont, de façon générale, été à la hausse au cours de la période et, au troisième trimestre de 2015, ils ont profité de la prise en compte d'un mois supplémentaire de bénéfices, par suite de l'alignement des périodes de présentation de l'information financière.

Les revenus ont dans l'ensemble augmenté au cours de la période, car la forte croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, a donné lieu à une hausse des revenus au cours de la période. Les revenus du secteur Gestion de patrimoine rendent compte de notre acquisition de City National depuis le premier trimestre de 2016. Les revenus tirés des activités de négociation ont été généralement en hausse pour la période et ont souffert, au deuxième semestre de 2015, de l'effet de l'augmentation des écarts de taux, qui se sont stabilisés au premier trimestre de 2016. Les revenus de négociation au deuxième trimestre de 2016 avaient diminué à cause d'un ralentissement des activités des clients, mais ils ont augmenté au troisième trimestre de 2016. Le revenu net d'intérêt a été à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la solide croissance des volumes au sein de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de l'augmentation du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation, des solides activités de prêts du secteur Marchés des capitaux et de l'intégration de City National depuis le premier trimestre de 2016. Au cours de la période, une hausse attribuable à l'écart de change découlant de la dépréciation générale du dollar canadien a aussi contribué à l'augmentation des revenus. Les revenus du secteur Assurances ont principalement subi les effets des variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et, au troisième trimestre de 2016, ont été favorisés par le profit lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC à Aviva Canada Inc.

La qualité du crédit de nos portefeuilles est demeurée stable en général durant 2015. En 2016, la dotation à la provision pour pertes sur créances a enregistré des hausses surtout à cause de la faiblesse du cours du pétrole.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi augmenté en raison de la croissance des activités d'assurance et ont été touchés par les ajustements apportés aux provisions techniques et par les coûts liés aux sinistres au cours de la période.

Même si nous continuons de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficience, les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, été à la hausse au cours de la période, principalement en raison de la croissance des activités. Les frais autres que d'intérêt ont commencé à rendre compte de notre acquisition de City National au premier trimestre de 2016. Les frais de restructuration liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – International ont entraîné une hausse des frais autres que d'intérêt depuis le quatrième trimestre de 2014 jusqu'au premier trimestre de 2016. Au cours de la période, les frais autres que d'intérêt ont augmenté par suite de l'incidence du change, reflet général de la dépréciation du dollar canadien.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant principalement une proportion variable des bénéfices déclarés dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, ainsi que des bénéfices variables provenant de sources présentant des avantages fiscaux, soit principalement les dividendes imposables de sociétés canadiennes. Notre taux d'imposition effectif a de façon générale été touché par la hausse du bénéfice avant impôt au cours de la période, par l'augmentation des bénéfices dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé et par des ajustements fiscaux nets favorables.

Situation financière

Bilans résumés

Le tableau ci-après illustre notre bilan résumé :

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015
Actif ⁽¹⁾				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	19 501 \$	14 845 \$	12 452 \$	19 976 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	22 008	29 229	22 690	10 731
Valeurs mobilières	233 998	224 371	215 508	235 515
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	200 430	184 825	174 723	172 659
Prêts				
Prêts de détail	364 476	359 863	348 183	343 463
Prêts de gros	153 521	150 602	126 069	121 214
Provision pour pertes sur prêts	(2 177)	(2 271)	(2 029)	(2 078)
Actifs nets des fonds distincts	933	882	830	821
Autres – Dérivés	130 462	115 298	105 626	112 459
– Autres	75 723	72 713	70 156	70 413
Total de l'actif	1 198 875 \$	1 150 357 \$	1 074 208 \$	1 085 173 \$
Passif ⁽¹⁾				
Dépôts	754 415 \$	741 454 \$	697 227 \$	694 236 \$
Passif au titre des fonds distincts	933	882	830	821
Autres – Dérivés	128 533	116 479	107 860	116 083
– Autres	235 393	213 852	196 985	204 761
Débtentures subordonnées	9 765	9 564	7 362	7 374
Total du passif	1 129 039	1 082 231	1 010 264	1 023 275
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	69 253	67 538	62 146	60 103
Participations ne donnant pas le contrôle	583	588	1 798	1 795
Total des capitaux propres	69 836	68 126	63 944	61 898
Total du passif et des capitaux propres	1 198 875 \$	1 150 357 \$	1 074 208 \$	1 085 173 \$

(1) Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le total de l'actif a augmenté de 114 milliards de dollars, ou 10 %, par rapport à un an plus tôt. L'écart de change a réduit l'actif total de 20 milliards de dollars.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont augmenté de 11 milliards de dollars, principalement en raison de la hausse des dépôts à des banques centrales.

Les valeurs mobilières ont diminué de 2 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport à un an auparavant, car la diminution des titres d'emprunt de sociétés et de gouvernements rendant compte de notre gestion du risque de liquidité et de financement et les conditions de marché défavorables, ainsi que de la réduction des positions liées aux activités de négociation d'actions pour soutenir les activités des entreprises ont été nettement compensées par la hausse résultant de l'acquisition de City National.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont progressé de 28 milliards de dollars, ou 16 %, hausse qui tient essentiellement à l'accroissement des activités des clients et des entreprises.

Les prêts ont augmenté de 53 milliards de dollars, ou 11 %, en raison principalement de l'acquisition de City National et de la croissance soutenue des volumes respectifs de prêts de gros et de prêts hypothécaires résidentiels par suite de l'accroissement des activités des clients.

Les actifs dérivés ont augmenté de 18 milliards de dollars, ou 16 %, en raison essentiellement de la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change, ces facteurs ayant été compensés partiellement par la hausse de la compensation financière et par une baisse attribuable à l'écart de change.

Les autres actifs ont augmenté de 5 milliards de dollars, ou 8 %, ce qui reflète en grande partie la hausse du goodwill et des immobilisations incorporelles liées à notre acquisition de City National.

Le total du passif a augmenté de 106 milliards, ou 10 %, par rapport à un an plus tôt. L'écart de change a fait baisser le total du passif de 20 milliards de dollars.

Les dépôts ont augmenté de 60 milliards de dollars, ou 9 %, en raison essentiellement de notre acquisition de City National et de la croissance des dépôts de détail découlant de l'augmentation de la demande des clients.

Les passifs dérivés ont augmenté de 12 milliards de dollars, ou 11 %, variation qui tient essentiellement à la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt des contrats de change, neutralisée en partie par la hausse de la compensation financière et une baisse attribuable à l'écart de change.

Les autres passifs ont augmenté de 31 milliards de dollars, ou 15 %, ce qui reflète surtout l'augmentation des obligations liées aux conventions de rachat en raison de l'intensification des activités des clients, qui a été en partie neutralisée par une diminution des obligations liées aux titres vendus à découvert.

Le total des capitaux propres a augmenté de 8 milliards de dollars, ou 13 %, surtout en raison des bénéfices (déduction faite des dividendes) et de l'émission d'actions ordinaires relativement à notre acquisition de City National.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le total des actifs a augmenté de 49 milliards de dollars, ou 4 %, en regard du trimestre précédent, surtout à cause de l'augmentation des actifs dérivés en grande partie attribuable à la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des swaps croisés de devises et de taux d'intérêt, ainsi que de la hausse des biens achetés en vertu de conventions de revente et de l'augmentation des titres empruntés du fait d'une intensification des activités des entreprises et des clients. Ont aussi contribué à l'augmentation du total des actifs un accroissement des positions en titres d'emprunt de sociétés et de gouvernements reflétant principalement notre gestion du risque de liquidité et de financement et une intensification des activités des clients, ainsi que la croissance des prêts hypothécaires résidentiels. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des dépôts à des banques centrales.

Le total du passif a augmenté de 47 milliards de dollars, ou 4 %, en regard du trimestre précédent, surtout à cause de la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des swaps croisés de taux d'intérêt et de devises, et de l'accroissement des obligations liées à des conventions de rachat reflétant principalement l'intensification des activités des clients.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Le total de l'actif a augmenté de 125 milliards de dollars, ou 12 %, ce qui est principalement attribuable à la croissance des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels, par suite de l'acquisition de City National et de la croissance soutenue du volume, et à la hausse des actifs dérivés du fait surtout de l'augmentation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change. Ont aussi contribué à cette augmentation une hausse des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés (alimentée par une intensification des activités des clients) et un accroissement des titres surtout du fait de l'acquisition de City National.

Le total du passif a augmenté de 119 milliards de dollars, ou 12 %, ce qui est principalement attribuable à la croissance des dépôts par suite de l'acquisition de City National, à l'augmentation des obligations liées aux conventions de rachat rendant compte de l'intensification des activités des clients et à l'augmentation des passifs dérivés en raison de la hausse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change. Ces facteurs ont été atténués par une diminution attribuable à l'écart de change.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Se reporter aux pages 52 à 54 de notre rapport annuel 2015 pour une analyse détaillée de ces types d'arrangements.

Nous avons recours à des entités structurées pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

Nous nous livrons également, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières qui pourraient être admissibles à la décomptabilisation. Nous appliquons les règles de décomptabilisation pour déterminer si nous avons effectivement transféré la quasi-totalité des risques et avantages ou du contrôle inhérents aux actifs financiers à un tiers. Si la transaction satisfait à des critères précis, la transaction pourrait faire l'objet d'une décomptabilisation complète ou partielle dans nos bilans consolidés.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous titrisons également des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

La majorité de nos activités de titrisation sont comptabilisées dans nos bilans consolidés. Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée consolidée, sur une base renouvelable. Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels grevant des maisons individuelles et des immeubles d'habitation dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires LNH), qui ne sont pas décomptabilisés de nos bilans consolidés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 6 et 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2015.

Les prêts hypothécaires commerciaux titrisés sont décomptabilisés dans nos bilans consolidés, car nous avons transféré la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la détention des actifs titrisés. Les liens que nous avons conservés avec les actifs transférés se limitent à la prestation de services de gestion des prêts hypothécaires commerciaux sous-jacents vendus à l'entité structurée dont nous sommes le promoteur. Au 31 juillet 2016, l'encours des prêts hypothécaires commerciaux titrisés se montait à 1,1 milliard de dollars (0,9 milliard au 30 avril 2016; 1,3 milliard au 31 juillet 2015). Au cours du trimestre considéré, nous avons titrisé des prêts hypothécaires commerciaux totalisant 401 millions de dollars qui ont été vendus à l'entité dont nous sommes le promoteur (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2016; 195 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2015).

Participations dans des entités structurées non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits de placement et d'autres types de financement structuré.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques assumés dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessite, notamment, l'examen du rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos notations

chaque trimestre, et confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle notation au moins une fois par an. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Nous fournissons ci-après une description de nos activités liées à certaines entités structurées non consolidées importantes. Pour une analyse complète de nos participations dans des entités structurées consolidées et non consolidées, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés audités de l'exercice 2015.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Au 31 juillet 2016, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces conduits se chiffrait à 39 milliards de dollars (39 milliards au 30 avril 2016; 39 milliards au 31 juillet 2015), et il avait trait principalement aux facilités de garanties de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournies à ces conduits.

Au 31 juillet 2016, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons se chiffrait à 39 milliards de dollars (39 milliards au 30 avril 2016; 39 milliards au 31 juillet 2015), et la valeur nominale des facilités de rehaussement de crédit partiel que nous fournissons se chiffrait à 2,3 milliards de dollars (2,4 milliards au 30 avril 2016; 2,8 milliards au 31 juillet 2015). La diminution du montant des facilités de rehaussement de crédit fournies aux conduits multicédants par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent reflète principalement une utilisation réduite des engagements liés aux conduits.

Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'établissait à 724 millions de dollars, en hausse de 8 millions de dollars par rapport au trimestre précédent en raison principalement de l'écart de change, contrebalancée par les remboursements de capital, et en baisse de 50 millions par rapport à il y a un an en raison surtout des remboursements de capital. Au 31 juillet 2016, le total de l'actif des conduits multicédants s'élevait à 38,3 milliards de dollars (38,4 milliards au 30 avril 2016; 38,1 milliards au 31 juillet 2015). La baisse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la diminution relativement au financement au secteur des transports, aux prêts automobiles et crédit-bail automobile, aux créances clients et aux prêts à la consommation. La hausse par rapport à il y a un an découle essentiellement de l'augmentation enregistrée relativement aux prêts à la consommation, aux prêts automobiles et crédit-bail automobile et aux créances au titre du financement de parcs, facteurs atténués par une diminution relativement aux prêts étudiants et aux créances au titre du financement des stocks des concessionnaires.

Au 31 juillet 2016, le total du papier commercial adossé à des actifs émis par des conduits se montait à 24,5 milliards de dollars (26,4 milliards au 30 avril 2016; 26,2 milliards au 31 juillet 2015). Une tranche de 72 % (67 % au 30 avril 2016; 71 % au 31 juillet 2015) de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation, et la tranche restante du papier commercial a obtenu une notation se situant dans la deuxième catégorie en importance. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. Au 31 juillet 2016, la juste valeur de nos placements s'élevait à 12 millions de dollars, en hausse de 1 million de dollars par rapport au trimestre précédent et en baisse de 22 millions par rapport à il y a un an. La variation des placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos biens consolidés.

Entités de financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères de fiducies qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Notre risque de perte maximal lié à ces fiducies de titres à enchères s'élevait à 538 millions de dollars au 31 juillet 2016 (520 millions au 30 avril 2016; 545 millions au 31 juillet 2015). Les variations par rapport au trimestre précédent et par rapport à un an plus tôt du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés s'expliquent principalement par l'incidence du change.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certaines fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales dans lesquelles nous détenons des participations, mais que nous ne consolidons pas puisque les certificats résiduels émis par les fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations sont détenus par des tiers. Au 31 juillet 2016, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 1,5 milliard de dollars (1,1 milliard au 30 avril 2016; 0,8 milliard au 31 juillet 2015). L'augmentation, par rapport au trimestre précédent et à un an plus tôt, du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés s'explique principalement par l'ajout de nouvelles fiducies d'obligations encaissables par anticipation.

Nous fournissons du financement sur stocks de premier rang à des entités structurées non liées et distinctes créées par des tiers, dont le but est l'acquisition de prêts et l'émission de titres garantis par des prêts à terme. Une tranche du produit de la vente des titres garantis par des prêts à terme sert à rembourser intégralement le financement sur stocks de premier rang que nous fournissons. Au 31 juillet 2016, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés, qui était lié aux facilités de financement sur stocks de premier rang en cours, se chiffrait à 118 millions de dollars (563 millions au 30 avril 2016; 135 millions au 31 juillet 2015). La baisse par rapport au trimestre précédent du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés tient principalement aux remboursements des facilités de financement. La baisse par rapport à il y a un an du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés s'explique par une diminution nette de l'encours des facilités de financement.

Fonds de placement

Nous investissons dans des fonds de couverture surtout pour offrir aux clients l'exposition qu'ils souhaitent avoir à des fonds référencés. Lorsque nous investissons dans les fonds référencés, l'exposition aux fonds est simultanément transférée aux clients au moyen de transactions sur dérivés. Notre risque de perte maximal dans les fonds référencés se limite à nos placements dans les fonds. Au 31 juillet 2016, le risque de perte maximal se chiffrait à 2,6 milliards de dollars (2,6 milliards au 30 avril 2016; 3,0 milliards au 31 juillet 2015). La diminution du risque de perte maximal par rapport à un an plus tôt est surtout imputable à la liquidation de certains fonds en réponse à de nouvelles exigences réglementaires aux États-Unis.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Ces fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et investissent dans des portefeuilles d'obligations exonérées d'impôt. Au 31 juillet 2016, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces fonds s'élevait à 743 millions de dollars (714 millions au 30 avril 2016; 744 millions au 31 juillet 2015). Les variations du risque de perte maximal auquel nous étions exposés par rapport au trimestre précédent et à il y a un an résultent principalement de l'écart de change.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités structurées. À l'instar d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 31 juillet 2016, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces entités se chiffrait à 9,6 milliards de dollars (9,6 milliards au 30 avril 2016; 9,8 milliards au 31 juillet 2015). La diminution du risque de perte maximal auquel nous étions exposés par rapport à il y a un an reflète l'écart de change.

Garanties, engagement envers la clientèle de détail et engagements commerciaux

Nous fournissons des garanties et des engagements à nos clients, qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximum potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'établissait à 334 milliards de dollars au 31 juillet 2016 (331 milliards au 30 avril 2016; 309 milliards au 31 juillet 2015). L'augmentation par rapport au trimestre précédent tient principalement à la croissance des engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres, ce facteur étant partiellement compensé par l'arrivée à échéance de certaines facilités de garantie de liquidités. L'augmentation par rapport à il y a un an tient principalement à la croissance des activités au titre des engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres et d'autres engagements de crédit. Pour plus de détails sur nos garanties et sur nos engagements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement ainsi qu'à la note 26 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2015.

Gestion du risque

Risque de crédit

Risque de crédit brut par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Au						30 avril 2016	31 octobre 2015
	31 juillet 2016							
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation				
	Prêts et acceptations							
	En cours	Engagements inutilisés (1)	Autres (2)	Mise en pension de titres	Dérivés (3)	Risque total (4)	Risque total (4)	Risque total (4)
Prêts hypothécaires résidentiels	250 126 \$	1 197 \$	227 \$	– \$	– \$	251 550 \$	246 214 \$	234 181 \$
Particuliers	93 850	82 504	169	–	–	176 523	175 747	173 385
Prêts sur cartes de crédit	16 629	24 226	–	–	–	40 855	37 871	40 686
Prêts aux petites entreprises (5)	3 871	6 032	6	–	–	9 909	9 584	9 382
Prêts de détail	364 476 \$	113 959 \$	402 \$	– \$	– \$	478 837 \$	469 416 \$	457 634 \$
Prêts aux entreprises (5)								
Exploitations agricoles	6 469 \$	1 212 \$	81 \$	– \$	86 \$	7 848 \$	7 707 \$	7 502 \$
Industrie automobile	6 730	5 447	384	–	589	13 150	13 409	13 109
Biens de consommation	9 043	8 002	706	–	535	18 286	17 926	15 303
Énergie								
Pétrole et gaz	7 057	10 811	1 658	–	718	20 244	21 345	23 134
Services publics	8 179	13 965	3 215	65	2 407	27 831	24 542	23 242
Produits financiers	9 912	2 538	390	765	638	14 243	13 073	11 728
Produits forestiers	1 195	551	94	–	43	1 883	1 874	1 852
Services de santé	8 205	4 368	1 697	–	664	14 934	15 839	15 362
Sociétés de portefeuille et investissements	7 329	2 025	809	–	246	10 409	11 409	9 321
Produits industriels	5 172	6 379	530	–	740	12 821	12 322	11 194
Mines et métaux	1 424	3 664	1 116	–	87	6 291	6 136	6 446
Services financiers non bancaires	9 423	12 810	18 202	258 890	41 455	340 780	291 406	281 152
Autres services	10 778	9 018	9 218	3 860	1 843	34 717	36 184	32 796
Immobilier et secteurs connexes	40 163	10 755	1 781	66	481	53 246	51 941	45 358
Technologie et médias	10 164	13 411	590	181	1 694	26 040	24 855	23 064
Transport et environnement	6 071	4 312	3 614	–	1 649	15 646	14 753	14 641
Autres	7 267	935	6 229	153	658	15 242	14 005	6 965
Organismes souverains (5)	9 788	6 440	74 277	49 391	16 889	156 785	150 659	113 947
Banques (5)	2 304	1 762	111 283	99 795	26 513	241 657	230 860	218 513
Prêts de gros	166 673 \$	118 405 \$	235 874 \$	413 166 \$	97 935 \$	1 032 053 \$	960 245 \$	874 629 \$
Risque total	531 149 \$	232 364 \$	236 276 \$	413 166 \$	97 935 \$	1 510 890 \$	1 429 661 \$	1 332 263 \$

(1) Les engagements inutilisés représentent une estimation du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

(2) Tient compte des montants en équivalent-crédit liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, des montants en cours liés aux titres d'emprunt disponibles à la vente, des dépôts auprès d'institutions financières et d'autres actifs.

(3) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des conventions-cadres de compensation.

(4) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit sur valeur nette sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés annuels audités de 2015 pour la définition de ces termes.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a augmenté de 81 milliards de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement une intensification des activités des clients et des entreprises relativement aux mises en pension de titres et l'accroissement des expositions sur dérivés et des titres d'emprunt. L'augmentation est également attribuable à la croissance soutenue des volumes respectifs de prêts de gros et de prêts hypothécaires résidentiels. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des dépôts à des banques centrales.

Les risques liés aux prêts de détail ont augmenté de 9 milliards de dollars, surtout du fait de l'augmentation des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a augmenté de 72 milliards de dollars, ou 7 %, en raison principalement d'une hausse des mises en pension de titres, de l'accroissement des expositions sur dérivés par suite de l'augmentation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change, d'une augmentation des titres d'emprunt et de la croissance du volume de prêts. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des dépôts à des banques centrales. Le taux d'utilisation des prêts de gros est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, étant à 41 %.

Risque de crédit brut par région ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au							30 avril 2016	31 octobre 2015
	31 juillet 2016								
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation					
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total			
	En cours	Engagements inutilisés	Autres						
Canada	423 060 \$	150 239 \$	80 993 \$	78 597 \$	26 710 \$	759 599 \$	738 244 \$	721 680 \$	
États-Unis	75 833	63 878	73 606	221 839	15 667	450 823	409 780	344 176	
Europe	17 031	14 748	64 422	73 462	48 740	218 403	201 048	188 954	
Autres pays	15 225	3 499	17 255	39 268	6 818	82 065	80 589	77 453	
Risque total	531 149 \$	232 364 \$	236 276 \$	413 166 \$	97 935 \$	1 510 890 \$	1 429 661 \$	1 332 263 \$	

(1) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le profil géographique de notre risque de crédit brut est resté relativement inchangé par rapport au trimestre précédent. Notre risque lié au Canada, aux États-Unis, à l'Europe et aux autres pays s'établissait respectivement à 50 %, à 30 %, à 15 % et à 5 % (respectivement 51 %, 29 %, 14 % et 6 % au 30 avril 2016). Toutes les régions ont enregistré une croissance, les hausses notables venant des mises en pension de titres et des dérivés aux États-Unis et en Europe.

Risque lié à l'Europe

	Au								
	31 juillet 2016							30 avril 2016	31 octobre 2015
	Prêts et acceptations		Autres						
(en millions de dollars canadiens)	En cours	Engagements inutilisés (1)	Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe
Risque brut lié à l'Europe	17 031 \$	14 748 \$	29 575 \$	34 847 \$	73 462 \$	48 740 \$	218 403 \$	201 048 \$	188 954 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard de mises en pension de titres	—	—	—	—	71 904	—	71 904	63 906	57 674
Montant supplémentaire au titre du risque de crédit éventuel	—	—	—	—	—	27 245	27 245	24 708	29 875
Engagements inutilisés	—	14 748	—	34 847	—	—	49 595	47 625	43 388
Risque brut lié à l'Europe – en cours	17 031 \$	– \$	29 575 \$	– \$	1 558 \$	21 495 \$	69 659 \$	64 809 \$	58 017 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	—	—	—	—	—	14 866	14 866	11 817	10 721
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	—	—	9 747	—	—	—	9 747	10 716	12 797
Risque net lié à l'Europe ⁽³⁾	17 031 \$	– \$	39 322 \$	– \$	1 558 \$	6 629 \$	64 540 \$	63 708 \$	60 093 \$

(1) Se composent d'engagements inutilisés de 11,1 milliards de dollars envers des entreprises, de 2,9 milliards envers des institutions financières et de 0,8 milliard envers des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 5,4 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 3,5 milliards en France, de 1,9 milliard en Allemagne, de 0,6 milliard en Irlande, de 0,3 milliard en Espagne et de 0,2 milliard en Italie, la tranche résiduelle de 2,9 milliards ayant trait aux autres pays européens. Plus de 81 % des engagements inutilisés ont trait à des entités assorties d'une notation de première qualité.

(2) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 9,7 milliards de dollars (10,7 milliards au 30 avril 2016), de dépôts de 14 milliards (15,8 milliards au 30 avril 2016) et des titres disponibles à la vente de 15,5 milliards (13,6 milliards au 30 avril 2016).

(3) Exclut un risque de 2,2 milliards de dollars (2,2 milliards au 30 avril 2016) lié aux organismes supranationaux.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle III. Selon cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque de crédit. Conformément à cette définition, le total du risque lié à l'Europe auquel nous étions exposés se chiffrait à 218 milliards de dollars au 31 juillet 2016. Le risque de crédit brut lié à l'Europe (en cours) se chiffrait à 70 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des transactions de mise en pension de titres de 72 milliards de dollars, des lettres de crédit et des garanties, et des engagements inutilisés relatifs aux prêts de 50 milliards de dollars ainsi que du montant de 27 milliards de dollars lié au risque de crédit futur éventuel au titre des dérivés. Le risque net auquel nous étions exposés en Europe se chiffrait à 65 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie, principalement des liquidités, de 15 milliards au titre des dérivés et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 10 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous étions exposés en Europe reflétait aussi une tranche de 1,7 milliard de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

Risque net lié à l'Europe par pays ⁽¹⁾

	Au						
	31 juillet 2016					30 avril 2016	31 octobre 2015
(en millions de dollars canadiens)	Prêts en cours	Valeurs mobilières	Mise en pension de titres	Dérivés	Total	Total	Total
Royaume-Uni	8 834 \$	8 128 \$	1 372 \$	4 084 \$	22 418 \$	22 650 \$	20 964 \$
Allemagne	889	7 881	1	592	9 363	9 981	9 496
France	1 295	6 727	10	659	8 691	5 154	4 533
Total Royaume-Uni, Allemagne, France	11 018 \$	22 736 \$	1 383 \$	5 335 \$	40 472 \$	37 785 \$	34 993 \$
Grèce	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Irlande	752	66	23	126	967	963	1 319
Italie	29	46	–	6	81	232	100
Portugal	7	–	–	4	11	23	9
Espagne	444	39	–	77	560	552	439
Total – pays périphériques (2)	1 232 \$	151 \$	23 \$	213 \$	1 619 \$	1 770 \$	1 867 \$
Luxembourg	792 \$	3 743 \$	27 \$	66 \$	4 628 \$	7 555 \$	4 890 \$
Pays-Bas	1 004	2 091	10	767	3 872	4 492	4 983
Norvège	302	4 220	–	16	4 538	4 254	4 886
Suède	315	3 903	–	21	4 239	3 209	3 376
Suisse	1 208	786	72	102	2 168	2 003	1 753
Autres	1 160	1 692	43	109	3 004	2 640	3 345
Total – autres pays d'Europe	4 781 \$	16 435 \$	152 \$	1 081 \$	22 449 \$	24 153 \$	23 233 \$
Risque total lié à l'Europe	17 031 \$	39 322 \$	1 558 \$	6 629 \$	64 540 \$	63 708 \$	60 093 \$

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe était de néant pour la Grèce (néant au 30 avril 2016), de 18,2 milliards de dollars pour l'Irlande (17,1 milliards au 30 avril 2016), de 0,3 milliard pour l'Italie (0,4 milliard au 30 avril 2016), de 0,1 milliard pour le Portugal (0,1 milliard au 30 avril 2016) et de 1,5 milliard pour l'Espagne (1,3 milliard au 30 avril 2016).

La nature de nos risques liés à l'Europe, décrits à la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2015, n'a subi aucun changement significatif.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le risque de crédit net lié à l'Europe a augmenté de 0,8 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation du risque lié à la France et à la Suède, compensée en partie par une réduction du risque lié au Luxembourg, aux Pays-Bas et à l'Allemagne. Le risque net auquel nous étions exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, dont la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible, tandis que le risque de crédit total a diminué de 0,2 milliard de dollars au cours du trimestre pour atteindre 1,6 milliard.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts revêtent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée à l'égard de ce portefeuille pour le trimestre est négligeable. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts correspond à 0,6 %, étant au même niveau par rapport au trimestre précédent.

Risque net lié à l'Europe par type de client

(en millions de dollars canadiens)	Au														30 avril 2016	31 octobre 2015
	31 juillet 2016															
	Royaume- Uni	Allemagne	France	Total – R.-U., Allemagne, Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total – pays périphé- riques	Autres pays d'Europe	Total – Europe	Total – Europe	Total – Europe			
Institutions financières	9 710 \$	7 256 \$	861 \$	17 827 \$	– \$	93 \$	38 \$	2 \$	51 \$	184 \$	12 247 \$	30 258 \$	29 697 \$	27 835 \$		
Organismes souverains	4 400	848	7 194	12 442	–	6	18	2	109	135	5 996	18 573	17 250	14 815		
Grandes entreprises	8 308	1 259	636	10 203	–	868	25	7	400	1 300	4 206	15 709	16 761	17 443		
Total	22 418 \$	9 363 \$	8 691 \$	40 472 \$	– \$	967 \$	81 \$	11 \$	560 \$	1 619 \$	22 449 \$	64 540 \$	63 708 \$	60 093 \$		

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le risque net lié aux organismes souverains a augmenté de 1,3 milliard de dollars en raison principalement d'une augmentation en France, atténuée par des diminutions attribuables aux autres pays d'Europe. L'augmentation de 0,6 milliard de dollars relativement aux institutions financières concerne principalement les autres pays d'Europe et a été en partie contrebalancée par des diminutions venant de l'Allemagne et des pays périphériques de l'Europe. Le risque net lié aux grandes entreprises a diminué de 1,1 milliard de dollars, principalement au Royaume-Uni.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau ci-après présente la répartition par région géographique.

	Au 31 juillet 2016					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					Marges de crédit sur valeur nette (3)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 615 \$	59 %	5 208 \$	41 %	12 823 \$	2 034 \$
Québec	14 439	51	13 836	49	28 275	4 053
Ontario	44 380	45	54 874	55	99 254	16 512
Alberta	21 827	59	15 052	41	36 879	7 081
Saskatchewan et Manitoba	8 885	54	7 495	46	16 380	2 687
Colombie-Britannique et territoires	18 064	41	26 098	59	44 162	8 910
Total – Canada (5)	115 210 \$	48 %	122 563 \$	52 %	237 773 \$	41 277 \$
États-Unis	2	–	9 104	100	9 106	1 506
Autres pays	13	–	3 143	100	3 156	2 446
Total – autres pays	15 \$	– %	12 247 \$	100 %	12 262 \$	3 952 \$
Total	115 225 \$	46 %	134 810 \$	54 %	250 035 \$	45 229 \$

	Au 30 avril 2016					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					Marges de crédit sur valeur nette (3)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 230 \$	57 %	5 460 \$	43 %	12 690 \$	2 029 \$
Québec	13 442	49	14 133	51	27 575	4 108
Ontario	40 320	41	57 060	59	97 380	16 409
Alberta	21 035	57	15 585	43	36 620	7 046
Saskatchewan et Manitoba	8 364	52	7 706	48	16 070	2 657
Colombie-Britannique et territoires	16 657	38	27 148	62	43 805	8 938
Total – Canada (5)	107 048 \$	46 %	127 092 \$	54 %	234 140 \$	41 187 \$
États-Unis	–	–	8 393	100	8 393	1 514
Autres pays	13	–	3 078	100	3 091	2 740
Total – autres pays	13 \$	– %	11 471 \$	100 %	11 484 \$	4 254 \$
Total	107 061 \$	44 %	138 563 \$	56 %	245 624 \$	45 441 \$

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent nos titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 91 millions de dollars (405 millions au 30 avril 2016).

(2) Les prêts hypothécaires assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.

(3) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts renouvelables et les prêts non renouvelables.

(4) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2015 pour la définition de ces secteurs géographiques.

(5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 238 milliards de dollars (234 milliards au 30 avril 2016) comprend essentiellement des prêts hypothécaires résidentiels de 213 milliards de dollars (209 milliards au 30 avril 2016) et des prêts hypothécaires commerciaux de 6 milliards de dollars (6 milliards au 30 avril 2016) dont une tranche de 3 milliards de dollars (3 milliards au 30 avril 2016) est garantie, les deux appartenant au secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 19 milliards de dollars (19 milliards au 30 avril 2016) appartenant au secteur Marché des capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et elles sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 juillet 2016, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens correspondaient à 41 milliards de dollars (41 milliards au 30 avril 2016). Environ 98 % de ces marges de crédit (98 % au 30 avril 2016) sont garanties au moyen d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et 7 % (7 % au 30 avril 2016) de l'ensemble des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les intérêts à payer.

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Au					
	31 juillet 2016			30 avril 2016		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	74 %	38 %	72 %	75 %	39 %	73 %
De 25 à 30 ans	25	61	27	24	59	26
De 30 à 35 ans	1	1	1	1	2	1
Plus de 35 ans	—	—	—	—	—	—
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau ci-après présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique.

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos				Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2016		le 30 avril 2016		le 31 juillet 2016	
	Assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	73 %	74 %	73 %	74 %	73 %	74 %
Québec	72	74	70	73	71	74
Ontario	70	68	70	69	70	69
Alberta	73	72	72	72	73	72
Saskatchewan et Manitoba	74	74	74	74	74	74
Colombie-Britannique et territoires	68	64	69	65	68	65
États-Unis	72	n.s.	72	n.s.	73	n.s.
Autres pays	63	n.s.	63	n.s.	63	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour l'exercice (4), (5)	71 %	69 %	70 %	69 %	70 %	69 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)	55 %	52 %	56 %	54 %	55 %	52 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2015 pour la définition de ces secteurs géographiques.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors du montage.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque nationale.

n.s. non significatif.

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, dont les ventes de propriétés comparables et les tendances des prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, dont des estimations à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit**Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances**

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	271 \$	279 \$	257 \$	834 \$	744 \$
Gestion de patrimoine	14	7	–	26	45
Marchés des capitaux	33	123	15	276	35
Services de soutien généraux et autres (1)	–	51	(2)	52	(2)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	318 \$	460 \$	270 \$	1 188 \$	822 \$
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	7 \$	8 \$	6 \$	26 \$	19 \$
Prêts aux particuliers	110	117	98	343	291
Prêts sur cartes de crédit	114	113	92	330	278
Prêts aux petites entreprises	8	9	7	25	25
Prêts de détail	239	247	203	724	613
Prêts de gros	20	45	42	182	81
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	259	292	245	906	694
États-Unis (2), (3)					
Prêts de détail	1 \$	– \$	– \$	1 \$	1 \$
Prêts de gros	57	112	4	207	21
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	58	112	4	208	22
Autres pays (2), (3)					
Prêts de détail	5 \$	(1) \$	9 \$	24 \$	23 \$
Prêts de gros	(4)	7	12	–	83
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	1	6	21	24	106
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux	–	50	–	50	–
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	318 \$	460 \$	270 \$	1 188 \$	822 \$
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances					
Ratio total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,24 %	0,36 %	0,23 %	0,30 %	0,24 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts douteux	0,24 %	0,32 %	0,23 %	0,29 %	0,24 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,28 %	0,30 %	0,28 %	0,29 %	0,27 %
Services bancaires canadiens	0,28 %	0,30 %	0,26 %	0,29 %	0,26 %
Services bancaires dans les Antilles	0,29 %	0,32 %	0,99 %	0,51 %	0,99 %
Gestion de patrimoine	0,11 %	0,06 %	0,01 %	0,07 %	0,34 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts	0,06 %	0,04 %	0,01 %	0,04 %	0,34 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts dépréciés acquis	0,05 %	0,02 %	s.o.	0,03 %	s.o.
Marché des capitaux	0,15 %	0,56 %	0,07 %	0,41 %	0,06 %

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été désignés comme prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2015.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Comprend les prêts dépréciés acquis.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 48 millions de dollars, ou 18 % par rapport à il y a un an. Le ratio total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 24 points de base, a augmenté de 1 point de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 14 millions de dollars, ou 5 %, par suite surtout d'une augmentation des radiations dans notre portefeuille de cartes de crédit au Canada et d'une augmentation de la dotation à l'égard des portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse de la dotation relative aux services bancaires des Antilles et des recouvrements nets dans notre portefeuille canadien de prêts commerciaux. Le ratio correspondant est demeuré inchangé à 28 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 14 millions de dollars, en raison surtout de dotations à la provision liées à City National.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des capitaux a augmenté de 18 millions de dollars, en raison surtout d'une augmentation de la dotation relative au secteur du pétrole et du gaz, déduction faite des recouvrements.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 142 millions de dollars, ou 31 %, par rapport au trimestre précédent et le ratio correspondant de 24 points de base a cédé 12 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a régressé de 8 millions de dollars, ou 3 %, tandis que le ratio correspondant a diminué de 2 points de base pour s'établir à 28 points de base, en raison surtout de la diminution de la dotation à l'égard de nos portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 7 millions de dollars, en raison de la dotation liée à City National.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des capitaux a diminué de 90 millions de dollars, en raison surtout de la diminution de la dotation à l'égard du secteur du pétrole et du gaz.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services de soutien généraux et autres a reculé de 51 millions de dollars, le trimestre précédent faisant état d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (résultats pour la période de neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 366 millions de dollars, ou 45 %, par rapport à un an plus tôt. Le ratio connexe a augmenté de 6 points de base pour atteindre 30 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 90 millions de dollars, ou 12 %, et le ratio correspondant a monté de 2 points de base pour s'établir à 29 points de base, par suite surtout d'une augmentation de la dotation à l'égard des portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux et d'une augmentation des radiations dans notre portefeuille de cartes de crédit. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances relatives à nos services bancaires des Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 19 millions de dollars, car la dotation d'il y a un an comprenait une dotation à l'égard de deux comptes appartenant au secteur Gestion de patrimoine – International. Pour l'exercice considéré, nous avons inscrit une dotation à la provision de 26 millions de dollars, essentiellement attribuable à City National.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des capitaux a augmenté de 241 millions de dollars, en raison surtout de la dotation relative au secteur du pétrole et du gaz, qui reflète la faiblesse soutenue du cours du pétrole.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services de soutien généraux et autres a grimpé de 54 millions de dollars en raison d'une hausse de la dotation liée aux prêts non encore désignés comme douteux, comme il a été mentionné plus haut.

Montant brut des prêts douteux

	Au		
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 juillet 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 652 \$	1 731 \$	1 919 \$
Gestion de patrimoine (1)	706	736	130
Marchés des capitaux	1 339	1 234	328
Services aux investisseurs et de trésorerie	2	2	2
Services de soutien généraux et autres	17	–	–
Total du montant brut des prêts douteux	3 716 \$	3 703 \$	2 379 \$
Canada (2)			
Prêts de détail	644 \$	651 \$	640 \$
Prêts de gros	502	591	589
Montant brut des prêts douteux	1 146	1 242	1 229
États-Unis (1), (2)			
Prêts de détail	43 \$	42 \$	10 \$
Prêts de gros	1 746	1 568	199
Montant brut des prêts douteux	1 789	1 610	209
Autres pays (2)			
Prêts de détail	348 \$	330 \$	382 \$
Prêts de gros	433	521	559
Montant brut des prêts douteux	781	851	941
Total du montant brut des prêts douteux	3 716 \$	3 703 \$	2 379 \$
Prêts douteux, solde d'ouverture	3 703 \$	3 120 \$	2 145 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (3)	834	1 378	498
Remboursements nets (2), (3)	(348)	(148)	(18)
Montants radiés	(477)	(345)	(326)
Autres (3), (4)	4	(302)	80
Prêts douteux, solde à la fin de la période (2)	3 716 \$	3 703 \$	2 379 \$
Ratio du montant brut des prêts douteux (5)			
Ratio total du montant brut des prêts douteux	0,70 %	0,71 %	0,50 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,43 %	0,45 %	0,52 %
Services bancaires canadiens	0,28 %	0,28 %	0,31 %
Services bancaires dans les Antilles	7,48 %	8,14 %	9,93 %
Gestion de patrimoine	1,44 %	1,54 %	0,73 %
Ratio du montant brut des prêts douteux – prêts	0,40 %	0,43 %	0,73 %
Ratio du montant brut des prêts douteux – prêts dépréciés acquis	1,04 %	1,11 %	– %
Marchés des capitaux	1,53 %	1,38 %	0,40 %

- (1) Y compris 508 millions de dollars (531 millions au 30 avril 2016) relativement à des prêts dépréciés acquis, dont plus de 80 % sont assurés par des accords de partage des pertes avec la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Pour plus de détails, se reporter aux notes 2 et 5 des états financiers résumés.
- (2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.
- (3) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car il n'est pas raisonnablement possible de déterminer les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts nets remboursés, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et autres variations. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et aux autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.
- (4) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour l'exercice, des reprises au titre des prêts et des avances radiés précédemment, des prêts vendus et des variations du taux de change et autres variations.
- (5) Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le montant brut total des prêts douteux s'est accru de 1 337 millions de dollars, ou 56 %, par rapport à il y a un an, tandis que le ratio du montant brut des prêts douteux a augmenté de 20 points pour se fixer à 70 points de base, conséquence surtout de l'accroissement des prêts douteux dans notre portefeuille des Marchés des capitaux et aussi du fait des prêts dépréciés acquis (PDA) de 508 millions de dollars par suite de l'acquisition de City National, ce qui a contribué à hauteur de 10 points de base à l'augmentation du ratio du montant brut des prêts douteux. Plus de 80 % de ces PDA sont couverts par des accords de partage des pertes avec la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Pour plus de détails sur les prêts dépréciés acquis, se reporter aux notes 2 et 5 des états financiers résumés.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 267 millions de dollars, tandis que le ratio correspondant à diminué de 9 points pour atteindre 43 points de base, en raison surtout de la baisse des prêts douteux dans nos portefeuilles de services bancaires des Antilles et de prêts commerciaux au Canada.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 576 millions de dollars, en raison surtout de l'intégration de City National, comme il a déjà été mentionné.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des capitaux a augmenté de 1 011 millions de dollars, par suite surtout d'une hausse des prêts douteux dans le secteur du pétrole et du gaz, à cause de la faiblesse du cours du pétrole.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 13 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, alors que le ratio correspondant, soit 70 points de base, a cédé 1 point. L'augmentation du montant brut des prêts douteux résulte surtout de l'accroissement des prêts douteux dans notre portefeuille des Marchés des capitaux, facteur atténué par une diminution des prêts douteux dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 79 millions de dollars, et le ratio correspondant (43 points de base) a baissé de 2 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux dans nos portefeuilles des Antilles (à cause des remboursements) et dans nos portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers (à cause d'une diminution des prêts douteux). Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la croissance de notre portefeuille canadien de prêts commerciaux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 30 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout des remboursements à l'égard du portefeuille de PDA liés à City National.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des capitaux a augmenté de 105 millions de dollars, ou 9 %, par suite surtout d'une hausse des prêts douteux dans le secteur du pétrole et du gaz, à cause de la faiblesse du cours du pétrole, malgré les remboursements effectués dans ce secteur.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 juillet 2015
Provision pour prêts douteux			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	513 \$	544 \$	595 \$
Gestion de patrimoine ⁽¹⁾	65	53	49
Marchés des capitaux	173	251	55
Services aux investisseurs et de trésorerie	2	2	2
Services de soutien généraux et autres	—	—	1
Total de la provision pour prêts douteux	753 \$	850 \$	702 \$
Canada ⁽²⁾			
Prêts de détail	151 \$	156 \$	142 \$
Prêts de gros	127	214	148
Provision pour prêts douteux	278	370	290
États-Unis ^{(1), (2)}			
Prêts de détail	1 \$	1 \$	1 \$
Prêts de gros	177	149	36
Provision pour prêts douteux	178	150	37
Autres pays ⁽²⁾			
Prêts de détail	168 \$	165 \$	183 \$
Prêts de gros	129	165	192
Total de la provision pour prêts douteux	297	330	375
Total de la provision pour prêts douteux	753 \$	850 \$	702 \$
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 515	1 512	1 467
Total de la provision pour pertes sur créances	2 268 \$	2 362 \$	2 169 \$

(1) Depuis le premier trimestre de 2016, comprend la provision pour pertes sur créances liée aux prêts dépréciés acquis issus de l'acquisition de City National.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 99 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à il y a un an, l'écart étant attribuable essentiellement à l'augmentation de la provision liée au secteur Marchés des capitaux, du même ordre que la dotation inscrite pour le trimestre considéré, déduction faite des montants radiés, et à une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans le secteur Gestion de patrimoine. Nous avons aussi inscrit une hausse de 50 millions de dollars de la provision pour prêts non encore désignés comme douteux que nous avons comptabilisée au deuxième trimestre de 2016. Ces facteurs ont été atténués par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 94 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, variation qui s'explique essentiellement par la diminution de la provision liée aux Marchés des capitaux et aux Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels comptabilisés dans les revenus ou dans les autres éléments du résultat global et découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2015. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à s'assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives au goût du risque établies par le Conseil. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque et la valeur à risque en périodes de tensions. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2015.

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt structurel découlant de positions liées aux activités autres que de négociation. Les facteurs qui contribuent au risque de taux d'intérêt structurel incluent la non-concordance des dates de modification futures des taux des actifs et des passifs, les modifications relatives des taux des actifs et des passifs, et les caractéristiques des produits qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, telles que les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du risque de taux d'intérêt structurel, la Banque évalue deux principaux paramètres financiers, soit le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction de divers chocs et scénarios touchant le marché. Il n'y a eu aucun changement significatif à la méthode de mesure du risque de taux d'intérêt structurel, ni aux contrôles et plafonds relatifs à cette mesure, depuis celle décrite dans notre rapport annuel 2015.

Évaluations du risque de marché – positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en périodes de tensions

Le tableau ci-après présente les chiffres ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2016				30 avril 2016		31 juillet 2015	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au 31 juillet	Moyenne	Haut	Bas	Au 30 avril	Moyenne	Au 31 juillet	Moyenne
Actions	11 \$	14 \$	22 \$	10 \$	13 \$	18 \$	13 \$	9 \$
Change	4	4	6	3	5	5	5	4
Marchandises	3	3	4	2	2	3	4	3
Taux d'intérêt	22	19	23	14	18	22	29	29
Risque de crédit spécifique (1)	4	5	7	4	7	5	8	8
Effet de diversification (2)	(19)	(16)	(19)	(13)	(15)	(16)	(26)	(22)
VAR liée à la gestion du risque de marché	25 \$	29 \$	41 \$	21 \$	30 \$	37 \$	33 \$	31 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	56 \$	70 \$	103 \$	45 \$	86 \$	102 \$	122 \$	91 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2016				31 juillet 2015	
	Pour la période de neuf mois close à cette date				Pour la période de neuf mois close à cette date	
	Au 31 juillet	Moyenne	Haut	Bas	Au 31 juillet	Moyenne
Actions	11 \$	18 \$	32 \$	10 \$	13 \$	10 \$
Change	4	5	8	3	5	4
Marchandises	3	3	4	2	4	4
Taux d'intérêt	22	22	32	14	29	28
Risque de crédit spécifique (1)	4	5	7	4	8	8
Effet de diversification (2)	(19)	(18)	(23)	(11)	(26)	(21)
VAR liée à la gestion du risque de marché	25 \$	35 \$	53 \$	21 \$	33 \$	33 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	56 \$	93 \$	150 \$	45 \$	122 \$	101 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général est évalué en fonction de la VAR liée aux taux d'intérêt, tandis que le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(2) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 29 millions de dollars, en baisse de 2 millions de dollars par rapport à il y a un an, en raison de la réduction des placements en titres à revenu fixe et en produits titrisés, comme l'indique la baisse des moyennes de la VAR liées aux taux d'intérêt et au risque de crédit spécifique pour le trimestre considéré. Cette réduction a été largement compensée par une augmentation du risque lié aux actions principalement attribuable à l'activité des clients sur les marchés volatils des actions dans la foulée du vote du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, ainsi qu'à la forte volatilité dans les statistiques servant au calcul de la VAR.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 70 millions de dollars, en baisse de 21 millions par rapport à il y a un an, surtout à cause de la réduction des placements en titres à revenu fixe et en produits titrisés évoquée ci-dessus et à la réduction des risques associés à certaines anciennes activités. La moyenne de la VAR en période de tensions a atteint un sommet de 103 millions de dollars à l'issue du vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et a diminué nettement dans les semaines qui ont suivi, car l'exposition a été réduite.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 29 millions de dollars, en baisse de 8 millions par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement une diminution du risque lié aux actions et la réduction des placements en titres à revenu fixe et en produits titrisés évoquée ci-dessus.

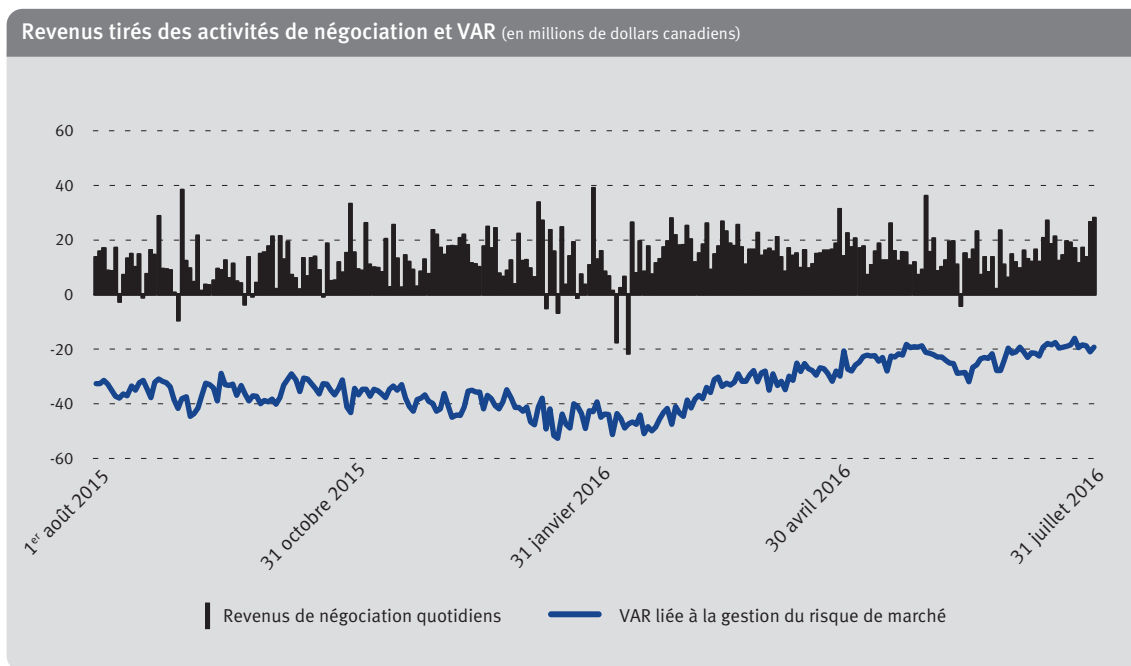
La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 70 millions de dollars, en baisse de 32 millions par rapport au trimestre précédent, baisse qui est surtout attribuable à une réduction des expositions dans les semaines qui ont suivi le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, et à une diminution attribuable à l'écart de change.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2015 (résultats pour la période de neuf mois)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 35 millions de dollars, en hausse de 2 millions de dollars par rapport à il y a un an, hausse qui résulte surtout de l'écart de change.

La moyenne de la VAR en périodes de tension a baissé de 8 millions de dollars par rapport à un an plus tôt pour s'établir à 93 millions de dollars, en raison surtout de la réduction des placements en titres à revenu fixe et en produits titrisés, qui a été neutralisée partiellement par une hausse attribuable à l'écart de change.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens, ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché. Au cours du trimestre, nous avons connu une séance marquée par des pertes de négociation nettes, avant le vote du Royaume-Uni en faveur de sa sortie de l'Union européenne, totalisant 4 millions de dollars, comparativement à 2 séances totalisant 39 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, aucune de ces pertes n'ayant excédé la VAR. Les pertes subies au cours du trimestre considéré sont principalement attribuables à l'incidence de la volatilité du marché sur nos activités de négociation de dérivés liés à des actions en raison de l'incertitude mondiale liée à l'issue du vote du Royaume-Uni et des craintes concernant l'économie américaine.



Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net – Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Au 31 juillet 2016, les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 9,3 milliards de dollars (contre 8,6 milliards à la clôture du trimestre précédent), et nous avons des titres détenus à des fins de transaction de 7,2 milliards de dollars à l'appui des passifs (contre 6,7 milliards à la clôture du trimestre précédent).

Évaluations du risque de marché – Positions liées au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau ci-après présente l'incidence potentielle avant impôt sur les éléments autres que de négociation présentés dans le bilan de la Banque d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de douze mois, en présumant qu'aucune opération de couverture ultérieure n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux plancher sont appliqués, et ceux-ci sont établis en fonction des statistiques de mouvements de taux à l'échelle mondiale. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques.

	31 juillet 2016						30 avril 2016		31 juillet 2015	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)						
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar US (2)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar US (2)	Total	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
(en millions de dollars canadiens)										
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 240)\$	53 \$	(1 187)\$	290 \$	159 \$	449 \$	(1 192)\$	421 \$	(893)\$	337 \$
diminution des taux de 100 p.b.	880	(384)	496	(329)	(121)	(450)	571	(450)	566	(319)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos services bancaires aux États-Unis.

Au 31 juillet 2016, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 points de base aurait eu une incidence négative de 450 millions de dollars sur le revenu net d'intérêt de la Banque, la même qu'à la clôture du trimestre précédent. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 points de base survenu au 31 juillet 2016 aurait eu une incidence négative de 1 187 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque, ce qui était relativement stable par rapport aux 1 192 millions à la clôture du trimestre précédent. Au cours du troisième trimestre de 2016, le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés largement dans les limites approuvées.

Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles significatifs d'activités autres que de négociation

Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente s'établissaient à 63 milliards de dollars au 31 juillet 2016, en hausse de 4 milliards par rapport au 30 avril 2016. Nous détenons des titres d'emprunt désignés comme disponibles à la vente à des fins de placement principalement et pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité liés à nos activités bancaires autres que de négociation. Certains portefeuilles de titres d'emprunt existants sont également classés comme disponibles à la vente. Au 31 juillet 2016, notre portefeuille de titres disponibles à la vente nous exposait au risque de taux d'intérêt, lequel représentait une perte avant impôt de 8 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une perte avant impôt de 20 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement de un point de base des écarts de taux. Les variations de la valeur de ces titres sont présentées dans les autres éléments du résultat global. La valeur des titres disponibles à la vente pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel au 31 juillet 2016 s'établissait à 42,9 milliards de dollars. Nos titres disponibles à la vente comprenaient également des risques liés aux actions de 1,6 milliard de dollars au 31 juillet 2016, en baisse comparativement à 1,7 milliard au trimestre précédent.

Dérivés liés aux activités autres que de négociation

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Au total, les actifs dérivés non liés aux activités de négociation s'établissaient à 6,9 milliards de dollars au 31 juillet 2016, en hausse par rapport à 6,0 milliards au trimestre précédent, et les passifs dérivés se chiffraient à 5,0 milliards au 31 juillet 2016, en hausse par rapport à 4,9 milliards au trimestre précédent.

Dérivés non détenus à des fins de transaction dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs et passifs dérivés décrits précédemment comprennent des actifs dérivés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée qui s'établissaient à 3,2 milliards de dollars au 31 juillet 2016, en hausse par rapport à 2,8 milliards au trimestre précédent, et des passifs dérivés qui se chiffraient à 2,1 milliards au 31 juillet 2016, en hausse par rapport à 1,7 milliards au trimestre précédent. Ces actifs et passifs dérivés sont pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel et dans les évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque lié à nos titres disponibles à la vente et au taux d'intérêt structurel, qui est décrit ci-dessus. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme des couvertures efficaces, les variations de leur juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux couvertures des flux de trésorerie désignées, qui correspond à la variation de la juste valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements, représentait un montant de 5 millions de dollars au 31 juillet 2016, contre 4 millions à la clôture du trimestre précédent.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat.

Nous utilisons aussi des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains et en livres sterling. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

Autres dérivés non détenus à des fins de transaction

Nous avons recours à des dérivés, y compris des swaps de taux d'intérêt et des dérivés de change, qui ne sont pas utilisés dans une relation de couverture comptable désignée afin de gérer les risques liés aux activités autres que de négociation. Ces dérivés ont été désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, et les variations de leur juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les actifs dérivés liés à ces activités s'établissaient à 3,7 milliards de dollars au 31 juillet 2016, en hausse par rapport à 3,2 milliards au trimestre précédent, et les passifs dérivés se chiffraient à 2,9 milliards au 31 juillet 2016, en baisse par rapport à 3,2 milliards au trimestre précédent.

Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Les autres risques importants sont liés à la livre sterling et à l'euro, et ils tiennent à nos opérations conclues dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait faire diminuer ou augmenter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et pourrait aussi avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction des risques lié aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à des devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

L'ensemble de nos objectifs, politiques et méthodes en matière de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2015.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Le tableau ci-après illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ainsi que la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 31 juillet 2016			
	Évaluation du risque de marché			
(en millions de dollars canadiens)	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	19 501 \$	10 994 \$	8 507 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	22 008	14 339	7 669	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	157 446	149 915	7 531	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	76 552	—	76 552	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	200 430	200 168	262	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	364 476	9 773	354 703	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	153 521	2 014	151 507	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 177)	—	(2 177)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	933	—	933	Taux d'intérêt
Dérivés	130 462	123 594	6 868	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	70 143	25 478	44 665	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	5 580			
Total de l'actif	1 198 875 \$	536 275 \$	657 020 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	754 415 \$	128 547 \$	625 868 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	933	—	933	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 679	46 679	—	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	118 283	118 283	—	Taux d'intérêt
Dérivés	128 533	123 541	4 992	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (15)	63 867	21 211	42 656	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	9 765	—	9 765	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (16)	6 564			
Total du passif	1 129 039 \$	438 261 \$	684 214 \$	
Total des capitaux propres	69 836 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 198 875 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :

- (3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 7 660 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 847 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.
- (4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 7 669 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 7 531 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.
- (6) Comprend des titres disponibles à la vente de 62 853 millions de dollars et des titres détenus jusqu'à l'échéance de 13 699 millions de dollars. Une tranche de 56 625 millions de dollars du total des valeurs mobilières est prise en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 1 835 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante de 18 092 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marché liés aux activités internes autres que de négociation.
- (7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 262 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (8) Les prêts de détail comprennent un montant de 354 703 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (9) Les prêts de gros comprennent un montant de 150 164 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 343 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (11) Les autres actifs comprennent un montant de 42 196 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 469 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 5 580 millions de dollars.
- (13) Les dépôts comprennent un montant de 625 868 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (15) Les autres passifs comprennent un montant de 32 743 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 9 913 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.
- (16) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 6 564 millions de dollars.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2016			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	14 845 \$	7 240 \$	7 605 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	29 229	17 222	12 007	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	151 952	144 814	7 138	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	72 419	–	72 419	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	184 825	184 574	251	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	359 863	8 616	351 247	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	150 602	133	150 469	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 271)	–	(2 271)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	882	–	882	Taux d'intérêt
Dérivés	115 298	109 347	5 951	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	66 540	19 951	46 589	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	6 173			
Total de l'actif	1 150 357 \$	491 897 \$	652 287 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	741 454 \$	131 841 \$	609 613 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	882	–	882	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 121	47 121	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	96 574	96 574	–	Taux d'intérêt
Dérivés	116 479	111 605	4 874	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (15)	62 999	18 902	44 097	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	9 564	–	9 564	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (16)	7 158			
Total du passif	1 082 231 \$	406 043 \$	669 030 \$	
Total des capitaux propres	68 126 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 150 357 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 6 589 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 016 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 12 007 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 7 138 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans le risque de taux structurel que nous présentons.

(6) Comprend des titres disponibles à la vente de 59 228 millions de dollars et des titres détenus jusqu'à l'échéance de 13 191 millions de dollars. Une tranche de 57 549 millions de dollars du total des valeurs mobilières est prise en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels de 1 513 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux structurel. La tranche restante d'un montant de 13 357 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marché liés aux activités internes autres que de négociation.

(7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 251 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 351 247 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 149 191 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 278 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 42 523 millions de dollars pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 4 066 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurance.

(12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 6 173 millions de dollars.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 609 613 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les autres passifs comprennent un montant de 10 611 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 33 486 millions de dollars utilisés aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 7 158 millions de dollars.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure d'obtenir ou de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements contractuels ou éventuels lorsqu'ils deviennent exigibles.

Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie découlant des activités bancaires, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est conçu de manière à nous assurer que nous disposons de suffisamment de liquidités pour satisfaire à nos engagements actuels et éventuels dans des conditions commerciales normales et dans des périodes de tensions. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2015.

Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre goût du risque.

Réserve de liquidité

Notre réserve de liquidité est constituée d'actifs liquides non grevés ainsi que de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables établies par ces banques centrales (p. ex. la Banque du Canada, la Réserve fédérale des États-Unis, la Banque d'Angleterre et la Banque de France) peuvent être respectées.

Les actifs non grevés représentent à différents degrés une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès. Ils représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non. Les actifs grevés ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles.

Notre capacité en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la considérons pas pour le calcul de notre réserve de liquidité.

Réserve de liquidité

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2016				
	Actifs liquides détenus par des banques (1)	Titres reçus en garantie dans le cadre de transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	31 011 \$	– \$	31 011 \$	1 778 \$	29 233 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	2 635	–	2 635	327	2 308
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	319 493	23 957	343 450	171 275	172 175
Autres	135 889	26 613	162 502	69 995	92 507
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (3)	586	–	586	–	586
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (4)	13 589	–	13 589	–	13 589
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (5)	140 666	–	140 666	–	140 666
Autres actifs liquides (6)	23 372	–	23 372	23 372	–
Total des actifs liquides	667 241 \$	50 570 \$	717 811 \$	266 747 \$	451 064 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2016				
	Actifs liquides détenus par des banques (1)	Titres reçus en garantie dans le cadre de transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	32 191 \$	– \$	32 191 \$	1 676 \$	30 515 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	2 497	–	2 497	295	2 202
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	290 247	19 952	310 199	146 084	164 115
Autres	135 699	29 459	165 158	73 981	91 177
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (3)	565	–	565	–	565
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (4)	13 336	–	13 336	–	13 336
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (5)	135 504	–	135 504	–	135 504
Autres actifs liquides (6)	18 533	–	18 533	18 533	–
Total des actifs liquides	628 572 \$	49 411 \$	677 983 \$	240 569 \$	437 414 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 juillet 2016	30 avril 2016
Banque Royale du Canada	262 787 \$	256 429 \$
Succursales à l'étranger	58 989	64 506
Filiales	129 288	116 479
Total des actifs liquides non grevés	451 064 \$	437 414 \$

- (1) Le montant des actifs liquides détenus par des banques tient compte des titres détenus sans condition par la Banque et des garanties reçues par l'entremise de conventions de revente.
- (2) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités dont une entité gouvernementale américaine est le promoteur et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (3) Inclut les titres à enchères.
- (4) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York (Federal Reserve Bank). Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la Federal Reserve Bank afin de déterminer la valeur de la garantie/la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est conditionnel au respect des exigences établies par la Federal Reserve Bank, et les emprunts devraient normalement être rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (5) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché.
- (6) Représente les garanties dans le cadre de transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu de la trésorerie, des valeurs mobilières et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent être monétisés, mais la monétisation de ces actifs nécessite généralement un plus long délai d'exécution que celle des titres négociables. Au 31 juillet 2016, nos actifs disponibles à titre de garantie constituaient 66 % du total de nos actifs liquides.

Charges grevant les actifs

(en millions de dollars canadiens)	Au									
	31 juillet 2016					30 avril 2016				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total (4)	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total (4)
Trésorerie et montants à recevoir de banques	– \$	1 778 \$	17 723 \$	– \$	19 501 \$	– \$	1 676 \$	13 169 \$	– \$	14 845 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	–	327	21 681	–	22 008	–	295	28 934	–	29 229
Valeurs mobilières										
Activités de négociations	65 375	–	91 046	1 025	157 446	66 277	–	84 419	1 256	151 952
Titres disponibles à la vente	4 565	–	70 270	1 717	76 552	6 918	–	62 830	2 671	72 419
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	185 917	–	83 599	16 422	285 938	158 437	–	90 621	15 887	264 945
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	34 324	–	33 978	–	68 302	34 428	–	34 609	–	69 037
Prêts hypothécaires	41 376	–	12 065	128 383	181 824	43 242	–	11 183	122 567	176 992
Prêts autres qu'hypothécaires	10 096	–	100 658	3 596	114 350	11 380	–	96 993	5 461	113 834
Prêts de gros	3 607	–	41 445	108 469	153 521	3 629	–	40 822	106 151	150 602
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	(2 177)	(2 177)	–	–	–	(2 271)	(2 271)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	933	933	–	–	–	882	882
Autres – Dérivés	–	–	–	130 462	130 462	–	–	–	115 298	115 298
– Autres (5)	23 372	–	–	52 351	75 723	18 533	–	–	54 180	72 713
Total de l'actif	368 632 \$	2 105 \$	472 465 \$	441 181 \$	1 284 383 \$	342 844 \$	1 971 \$	463 580 \$	422 082 \$	1 230 477 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal. Toutefois, en période de crise exceptionnelle et aiguë de liquidités sur le marché, les banques pourraient monétiser des actifs qui remplissent les conditions de sûreté imposées par les banques centrales.

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme aisément disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par des banques et les titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres hors bilan.

(5) Les montants donnés en garantie ont trait aux transactions visant des dérivés négociés hors cote et en bourse.

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position structurelle de liquidité.

Profil des dépôts et du financement

Au 31 juillet 2016, les dépôts basés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 491 milliards de dollars, ou 53 % du total du financement (472 millions de dollars ou 53 % au 30 avril 2016). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation des actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et de soutenir des réserves d'actifs liquides.

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros.

Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur les plans des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à plus long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique :

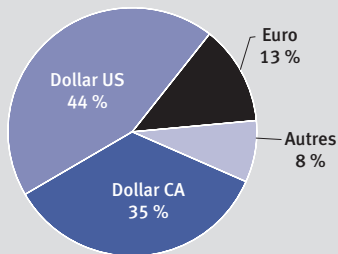
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
• Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars	• Programme de billets à moyen terme enregistré auprès de la SEC – 40 milliards de dollars US • Programme d'obligations sécurisées enregistré auprès de la SEC – 15 milliards de dollars US ⁽¹⁾	• Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US • Programme mondial d'obligations sécurisées – 32 milliards d'euros • Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

(1) Sous réserve de la limite prévue par le programme mondial d'obligations sécurisées, qui est établie à 32 milliards d'euros.

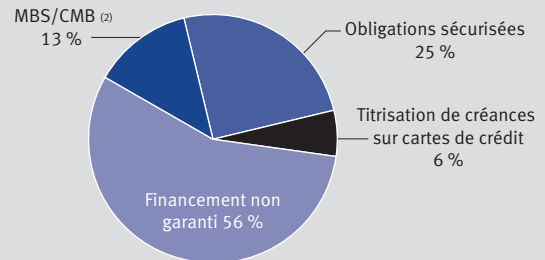
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit de financement à long terme. Le maintien de notations compétitives est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme⁽¹⁾ par monnaie d'émission
(158 milliards de dollars au 31 juillet 2016)



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme⁽¹⁾ par produit
(158 milliards de dollars au 31 juillet 2016)



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

(2) Titres adossés à des créances hypothécaires/obligations hypothécaires du Canada

Le tableau ci-après illustre la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance, et il représente une divulgation accrue de renseignements, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2016							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	4 360 \$	33 \$	110 \$	39 \$	4 542 \$	– \$	– \$	4 542 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	1 847	8 709	11 640	3 438	25 634	1 081	226	26 941
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	1 508	3 291	3 716	1 648	10 163	–	–	10 163
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	2 802	4 872	10 036	9 773	27 483	13 931	47 337	88 751
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	25	200	439	398	1 062	864	7 136	9 062
Titrisation de prêts hypothécaires	–	834	688	1 168	2 690	3 231	14 877	20 798
Obligations sécurisées /titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	1 240	783	1 640	2 373	6 036	9 686	33 990	49 712
Passif subordonné	–	–	–	127	127	–	9 393	9 520
Autres ⁽⁷⁾	1 331	1 670	375	45	3 421	10	5 018	8 449
Total	13 113 \$	20 392 \$	28 644 \$	19 009 \$	81 158 \$	28 803 \$	117 977 \$	227 938 \$
Comprend :								
– Financement garanti	3 903 \$	6 129 \$	6 044 \$	5 188 \$	21 264 \$	12 917 \$	48 867 \$	83 048 \$
– Financement non garanti	9 210	14 263	22 600	13 821	59 894	15 886	69 110	144 890

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2016							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	2 555 \$	10 \$	19 \$	68 \$	2 652 \$	– \$	– \$	2 652 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	6 757	12 965	9 817	5 694	35 233	905	248	36 386
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	1 235	3 920	4 278	1 843	11 276	–	–	11 276
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	8	4 202	7 327	16 736	28 273	10 476	46 637	85 386
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	1 146	281	211	480	2 118	718	6 512	9 348
Titrisation de prêts hypothécaires	–	1 275	838	1 202	3 315	3 322	14 871	21 508
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	1 200	2 196	1 946	2 179	7 521	9 797	34 598	51 916
Passifs subordonnés	–	–	–	–	–	94	9 329	9 423
Autres ⁽⁷⁾	4 291	2 826	504	1 003	8 624	7	4 154	12 785
Total	17 192 \$	27 675 \$	24 940 \$	29 205 \$	99 012 \$	25 319 \$	116 349 \$	240 680 \$
Comprend :								
– Financement garanti	6 154 \$	9 401 \$	7 062 \$	5 224 \$	27 841 \$	13 120 \$	49 469 \$	90 430 \$
– Financement non garanti	11 038	18 274	17 878	23 981	71 171	12 199	66 880	150 250

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires et des conventions de rachat.

(2) Inclut seulement les dépôts constitués à partir de la trésorerie. Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons à ces banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les prêts-auto et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 2 376 millions de dollars (5 729 millions de dollars au 30 avril 2016), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 1 307 millions de dollars (3 163 millions de dollars au 30 avril 2016) et d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 4 765 millions de dollars (3 893 millions de dollars au 30 avril 2016).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications de temps à autre, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle et nos liquidités, ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le 25 janvier 2016, Fitch Ratings a révisé notre perspective en la faisant passer de stable à négative et confirmé nos notations.

Le 6 juin 2016, S&P a révisé notre perspective en la faisant passer de stable à négative et a confirmé nos notations.

Le 19 juillet 2016, Moody's a confirmé nos notations assorties d'une perspective négative.

Le 28 juillet 2016, DBRS a confirmé nos notations assorties d'une perspective négative.

Le tableau ci-après présente nos principales notations⁽¹⁾ et perspectives :

Notations

	Au 23 août 2016		
	Dette à court terme	Dette à long terme de 1 ^{er} rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	négative
Standard & Poor's	A-1+	AA-	négative
Fitch Ratings	F1+	AA	négative
Dominion Bond Rating Services	R-1(élevée)	AA	négative

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après illustre les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse de un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à position positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

	Au					
	31 juillet 2016			30 avril 2016		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
(en millions de dollars canadiens)						
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	604 \$	124 \$	441 \$	503 \$	152 \$	850 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges ⁽¹⁾	370	257	—	389	104	—

(1) Comprend les CPG émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York et à Londres.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le BSIF a adopté un ratio de liquidité à court terme minimal de 100 % pour les banques canadiennes à compter du 1^{er} janvier 2015, comme l'indique sa ligne directrice sur les normes de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme que nous déclarons est la moyenne des positions de fin de mois du trimestre et il est présenté selon le modèle de Bâle III.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme ⁽¹⁾

	au			
	31 juillet 2016		30 avril 2016	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
Actifs liquides de haute qualité				
Total des actifs liquides de haute qualité		219 793 \$		217 656 \$
Sorties de trésorerie				
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	212 214 \$	16 162 \$	209 340 \$	16 087 \$
<i>Dépôts stables</i> (3)	72 282	2 169	69 254	2 078
<i>Dépôts moins stables</i>	139 932	13 993	140 086	14 009
Financement de gros non garanti, dont :	240 294	107 521	228 012	97 842
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i>	104 595	25 120	104 278	25 048
<i>Dépôts non opérationnels</i>	119 160	65 862	106 171	55 231
<i>Dettes non garanties</i>	16 539	16 539	17 563	17 563
Financement de gros garanti		27 172		27 019
Exigences supplémentaires, dont :	225 132	66 718	215 163	56 572
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	59 421	32 299	47 248	23 556
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	5 762	5 762	4 800	4 800
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	159 949	28 657	163 115	28 216
Autres obligations de financement contractuel (5)	35 769	35 769	28 975	28 975
Autres obligations de financement conditionnel (6)	438 189	6 552	437 877	6 384
Total des sorties de trésorerie		259 894 \$		232 879 \$
Entrées de trésorerie				
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	138 866 \$	29 786 \$	137 022 \$	30 715 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	13 214	8 874	11 414	6 968
Autres entrées de trésorerie	45 952	45 952	31 902	31 902
Total des entrées de trésorerie		84 612 \$		69 585 \$
		Total de la valeur ajustée		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		219 793 \$		217 656 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		175 282		163 294
Ratio de liquidité à court terme		126 %		133 %

(1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.

(2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnel, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnel comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.

(3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont, soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits très improbables.

(4) Les dépôts opérationnels qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.

(5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.

(6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidités à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance au risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité, y compris les actifs liquides aux fins des éventualités et de la gestion de la trésorerie, sont gérés activement, de manière à atteindre nos objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 81 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, par des banques centrales ou par des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, qui sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et les engagements en matière de crédit et de liquidité consentis à des clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché à laquelle la Banque pourrait, selon la direction, avoir accès advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Au 31 juillet 2016, notre ratio de liquidité à court terme correspondait à 126 %, représentant un excédent d'environ 45 milliards de dollars, soit 10 milliards de moins que notre excédent à la clôture du trimestre précédent. La diminution est surtout attribuable à une variation de la composition de notre financement de gros à court terme.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan. Les éléments hors bilan sont attribués selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation du risque.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2016									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actifs										
Trésorerie et dépôts à des banques	38 299 \$	211 \$	– \$	201 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 798 \$	41 509 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	102 413	228	5	18	–	56	126	6 347	48 253	157 446
Titres disponibles à la vente	1 617	4 172	1 337	2 079	1 739	8 705	24 978	30 236	1 689	76 552
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	106 748	39 194	21 264	14 010	10 964	2 683	10	–	5 557	200 430
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	15 665	13 493	18 596	16 293	23 451	109 960	196 080	36 789	85 493	515 820
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 696	4 436	14	5	–	–	1	–	–	13 152
Dérivés	10 914	10 388	6 782	3 668	2 867	12 056	29 060	54 719	8	130 462
Autres actifs financiers	29 499	1 614	446	286	74	37	30	392	1 511	33 889
Total des actifs financiers	313 851 \$	73 736 \$	48 444 \$	36 560 \$	39 095 \$	133 497 \$	250 285 \$	128 483 \$	145 309 \$	1 169 260 \$
Autres actifs non financiers	1 863	875	445	244	192	1 187	1 716	2 981	20 112	29 615
Total de l'actif	315 714 \$	74 611 \$	48 889 \$	36 804 \$	39 287 \$	134 684 \$	252 001 \$	131 464 \$	165 421 \$	1 198 875 \$
Passifs et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	40 656 \$	29 559 \$	41 377 \$	27 611 \$	15 531 \$	26 632 \$	60 643 \$	14 706 \$	400 406 \$	657 121 \$
Emprunts garantis	1 680	5 932	6 144	2 639	3 893	7 418	19 817	8 493	–	56 016
Obligations sécurisées	1 240	–	–	–	–	7 693	29 486	2 859	–	41 278
Autres										
Acceptations	8 696	4 436	14	5	–	–	1	–	–	13 152
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 679	–	–	–	–	–	–	–	–	46 679
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	99 104	5 415	5 897	954	–	769	14	–	6 130	118 283
Dérivés	8 700	11 076	7 988	4 478	3 088	12 067	29 679	51 457	–	128 533
Autres passifs financiers	24 067	2 200	447	192	176	104	303	4 671	521	32 681
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	114	9 651	–	9 765
Total des passifs financiers	230 822 \$	58 618 \$	61 867 \$	35 879 \$	22 688 \$	54 683 \$	140 057 \$	91 837 \$	407 057 \$	1 103 508 \$
Autres passifs non financiers	685	370	2 608	136	207	1 026	2 366	9 676	8 457	25 531
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	69 836	69 836
Total du passif et des capitaux propres	231 507 \$	58 988 \$	64 475 \$	36 015 \$	22 895 \$	55 709 \$	142 423 \$	101 513 \$	485 350 \$	1 198 875 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	291 \$	1 028 \$	2 850 \$	1 938 \$	3 079 \$	2 755 \$	6 698 \$	191 \$	83 \$	18 913 \$
Engagements en vertu de baux	59	119	180	178	175	650	1 521	2 105	–	4 987
Engagements de crédit	1 417	4 349	12 796	7 187	9 383	30 334	130 534	16 691	5 138	217 829
Autres engagements liés au crédit	440	644	1 211	1 456	1 343	473	883	250	89 601	96 301
Autres engagements	138	360	–	–	–	–	–	–	–	498
Total des éléments hors bilan	2 345 \$	6 500 \$	17 037 \$	10 759 \$	13 980 \$	34 212 \$	139 636 \$	19 237 \$	94 822 \$	338 528 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou à court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités, tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

au 30 avril 2016

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actifs										
Trésorerie et dépôts à des banques	41 045 \$	78 \$	9 \$	411 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 531 \$	44 074 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	97 686	6	34	6	18	62	146	5 878	48 116	151 952
Titres disponibles à la vente	848	8 378	1 534	1 257	1 949	8 223	20 183	28 277	1 770	72 419
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	99 554	37 806	22 915	5 521	8 613	3 099	–	–	7 317	184 825
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	15 820	15 883	18 557	18 352	17 393	104 260	197 460	36 090	84 379	508 194
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 176	4 591	70	–	6	–	1	–	–	13 844
Dérivés	9 635	9 434	4 522	5 290	2 677	10 922	27 368	45 439	11	115 298
Autres actifs financiers	24 625	2 394	1 428	239	22	70	34	394	1 501	30 707
Total des actifs financiers	298 389 \$	78 570 \$	49 069 \$	31 076 \$	30 678 \$	126 636 \$	245 192 \$	116 078 \$	145 625 \$	1 121 313 \$
Autres actifs non financiers	1 092	852	314	889	126	1 179	1 649	2 721	20 222	29 044
Total de l'actif	299 481 \$	79 422 \$	49 383 \$	31 965 \$	30 804 \$	127 815 \$	246 841 \$	118 799 \$	165 847 \$	1 150 357 \$
Passifs et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	37 033 \$	28 345 \$	33 397 \$	33 648 \$	25 454 \$	21 210 \$	60 388 \$	14 194 \$	383 178 \$	636 847 \$
Emprunts garantis	2 718	8 805	6 363	4 976	1 846	9 706	18 177	9 642	–	62 233
Obligations sécurisées	–	2 196	1 193	–	–	6 216	30 076	2 693	–	42 374
Autres										
Acceptations	9 176	4 591	70	–	6	–	1	–	–	13 844
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 121	–	–	–	–	–	–	–	–	47 121
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	81 903	3 522	3 728	510	950	13	20	–	5 928	96 574
Dérivés	9 107	9 933	5 883	6 849	3 518	10 630	28 156	42 396	7	116 479
Autres passifs financiers	24 403	2 652	1 290	186	204	96	239	3 853	534	33 457
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	110	9 454	–	9 564
Total des passifs financiers	211 461 \$	60 044 \$	51 924 \$	46 169 \$	31 978 \$	47 871 \$	137 167 \$	82 232 \$	389 647 \$	1 058 493 \$
Autres passifs non financiers	653	399	188	2 072	262	909	2 328	8 978	7 949	23 738
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	68 126	68 126
Total du passif et des capitaux propres	212 114 \$	60 443 \$	52 112 \$	48 241 \$	32 240 \$	48 780 \$	139 495 \$	91 210 \$	465 722 \$	1 150 357 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	592 \$	1 381 \$	1 579 \$	2 869 \$	1 995 \$	3 131 \$	6 125 \$	258 \$	64 \$	17 994 \$
Engagements en vertu de baux	58	114	175	176	173	649	1 536	2 101	–	4 982
Engagements de crédit	4 358	6 580	6 839	13 747	10 437	29 904	127 635	17 722	4 085	221 307
Autres engagements liés au crédit	364	945	994	1 224	1 420	304	1 020	239	83 953	90 463
Autres engagements	740	2	–	–	–	–	61	–	–	803
Total des éléments hors bilan	6 112 \$	9 022 \$	9 587 \$	18 016 \$	14 025 \$	33 988 \$	136 377 \$	20 320 \$	88 102 \$	335 549 \$

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou à court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités, tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

Gestion du capital

Nous continuons de gérer notre capital conformément à notre cadre de gestion du capital tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2015. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de capital réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et opportun des nouvelles exigences. Pour de plus amples renseignements sur les faits nouveaux en matière de réglementation concernant notre cadre de gestion du capital, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur leur troisième trimestre de 2016.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment à l'heure actuelle aux ratios cibles « tout compris » de Bâle III (exigences du CBCB prenant effet le 1^{er} janvier 2019 – ratios minimaux plus la réserve de conservation des fonds propres) en ce qui concerne le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total. Afin d'assurer une mise en application similaire à celle effectuée dans d'autres pays, le BSIF a autorisé, en date du 1^{er} janvier 2014, les banques canadiennes à appliquer progressivement les exigences de fonds propres relatives à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit sur une période de cinq ans se terminant le 31 décembre 2018. En 2016, les facteurs scalaires relatifs à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit appliqués aux capitaux propres ordinaires de première catégorie et au capital total sont restés inchangés à hauteur de respectivement 64 %, 71 % et 77 % et ils atteindront 100 % pour chaque catégorie de capital d'ici 2019.

À compter du 1^{er} janvier 2016, RBC devra inclure un supplément au titre des fonds propres pondérés en fonction des risques de 1 %, car elle a été désignée comme une « banque d'importance systémique intérieure » par le BSIF en 2013 (à l'instar de cinq autres banques canadiennes), conformément aux données du tableau ci-dessous.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III :

Ratios de capital et de levier en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratios cibles du capital réglementaire du BSIF applicables aux grandes banques en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios de capital et de levier de RBC au 31 juillet 2016	Ratios cibles du capital réglementaire du BSIF atteints ou dépassés
	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (1)	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (1)		
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	> 4,5 %	2,5 %	> 7,0 %	1,0 %	> 8,0 %	10,5 %	✓
Capital de première catégorie	> 6,0 %	2,5 %	> 8,5 %	1,0 %	> 9,5 %	12,1 %	✓
Capital total	> 8,0 %	2,5 %	> 10,5 %	1,0 %	> 11,5 %	14,2 %	✓
Ratio de levier	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	4,2 %	✓

(1) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique intérieure concerne le capital pondéré en fonction des risques et il prend effet le 1^{er} janvier 2016.

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

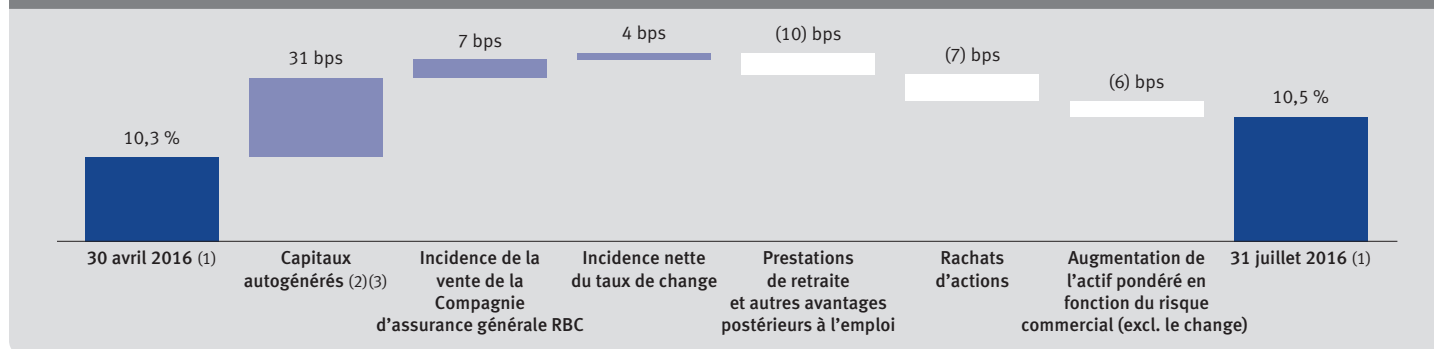
Le tableau qui suit présente des détails sur notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de capital restent bien supérieurs aux cibles de capital réglementaire fixées par le BSIF.

	Au			
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients et sauf indication contraire)				
Capital (1)				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	46 425 \$	44 717 \$	43 715 \$	42 405 \$
Capital de première catégorie	53 505	51 807	50 541	49 049
Capital total	63 205	61 312	58 004	56 553
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital (1), (2)				
Aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	442 581	434 797	411 756	419 484
Aux fins du calcul du ratio du capital de première catégorie	443 945	436 063	412 941	420 789
Aux fins du calcul du ratio du capital total	445 114	437 148	413 957	421 908
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du capital total comprend : (1)				
Risque de crédit	363 546 \$	352 819 \$	323 870 \$	330 577 \$
Risque de marché	26 438	30 311	39 786	41 322
Risque opérationnel	55 130	54 018	50 301	50 009
Aux fins du calcul du ratio du capital total	445 114 \$	437 148 \$	413 957 \$	421 908 \$
Ratios de capital et ratio de levier (1), (3)				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	10,5 %	10,3 %	10,6 %	10,1 %
Ratio du capital de première catégorie	12,1 %	11,9 %	12,2 %	11,7 %
Ratio du capital total	14,2 %	14,0 %	14,0 %	13,4 %
Ratio de levier	4,2 %	4,2 %	4,3 %	4,2 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 270,4 \$	1 228,3 \$	1 170,2 \$	1 178,4 \$

- (1) Le capital, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de capital sont calculés à l'aide des normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Les ratios de levier sont calculés à l'aide de la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.
- (2) En 2015, les facteurs scalaires appliqués aux capitaux propres ordinaires de première catégorie, au capital de première catégorie et au capital total étaient respectivement de 64 %, 71 % et 77 %. Ces facteurs scalaires demeureront inchangés pour l'exercice 2016.
- (3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, notre ratio du capital de première catégorie, notre ratio du capital total et notre ratio de levier transitoires étaient respectivement de 11,7 %, 12,2 %, 14,3 % et 4,3 % au 31 juillet 2016. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice courant.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Continuité du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie (en vertu de l'accord de Bâle III)



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Les capitaux autogénérés comprennent un montant de 1,4 milliard de dollars qui représente le bénéfice net disponibles pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

(3) Les capitaux autogénérés ne tiennent pas compte d'un profit de 235 millions de dollars résultant de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC à Aviva Canada Inc.

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est chiffré à 10,5 %, une hausse de 20 points de base par rapport au trimestre précédent qui s'explique principalement par les capitaux autogénérés, l'incidence de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC et l'incidence du change. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par l'incidence de la baisse des taux d'actualisation aux fins de la détermination de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, les rachats d'actions et la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques (exclusion faite de l'incidence du change).

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a augmenté de 8 milliards de dollars, principalement en raison de l'incidence du change et de la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques dans nos portefeuilles exposés au risque de crédit, principalement en ce qui a trait aux dérivés.

Notre ratio du capital de première catégorie s'est établi à 12,1 %, en hausse de 20 points de base, en raison des facteurs mentionnés plus haut pour le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie.

Notre ratio du capital total de 14,2 % représente une hausse de 20 points de base qui découle des facteurs mentionnés plus haut pour le ratio du capital de première catégorie.

Notre ratio de levier est resté à 4,2 %, car les capitaux autogénérés et l'incidence de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC ont été contrebalancés par une augmentation de l'exposition du ratio de levier (exclusion faite de l'incidence du change), l'incidence de la baisse des taux d'actualisation aux fins de la détermination de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, et les rachats d'actions.

Troisième trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a baissé de 10 points de base depuis le 31 octobre 2015, ce qui s'explique principalement par l'acquisition de City National, la baisse des taux d'actualisation aux fins de la détermination de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et les rachats d'actions. Ces facteurs ont été atténués par les capitaux autogénérés, l'incidence du change et l'incidence de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est accru de 31 milliards de dollars, par suite surtout de l'acquisition de City National, dont l'effet a été atténué par l'incidence du change et une diminution de l'actif pondéré en fonction des risques (exclusion faite de l'incidence du change), notamment dans nos portefeuilles exposés au risque de marché.

Notre ratio du capital de première catégorie a baissé de 10 points de base, en raison essentiellement des facteurs évoqués plus haut pour le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, partiellement neutralisés par l'émission nette d'instruments de capital de première catégorie supplémentaires.

Notre ratio du capital total a grimpé de 20 points de base en un an, surtout en raison de l'émission nette de débentures subordonnées, ce facteur étant neutralisé en partie par les facteurs mentionnés plus haut pour le ratio du capital de première catégorie.

Notre ratio de levier a baissé de 10 points de base surtout par suite de l'acquisition de City National et de l'augmentation de l'exposition du ratio de levier reflétant la croissance des activités, principalement en ce qui concerne les mises en pension de titres, les prêts et les engagements hors bilan. Ces facteurs ont été atténués par les capitaux autogénérés et l'incidence du change.

Principales activités de gestion du capital

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion du capital :

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016		Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions)				
Capital de première catégorie				
Actions ordinaires émises				
Dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	631	38 \$	3 808	233 \$
Dans le cadre de l'acquisition de City National	–	–	41 619	3 115
Achetées à des fins d'annulation (2)	(3 765)	(45)	(3 765)	(45)
Émission d'actions privilégiées de série BK (3), (4)	–	–	29 000	725
Émission d'actions privilégiées de série BM (3), (4)	–	–	30 000	750
Capital de deuxième catégorie				
Émission de débentures subordonnées échéant le 20 janvier 2026 (3), (4)		–		1 500
Émission de débentures subordonnées échéant le 27 janvier 2026 (3), (4)		–		2 106
Rachat de titres de la fiducie de capital RBC – série 2015 (3)		–		(1 200)
Remboursement de débentures subordonnées échéant le 2 novembre 2020 (3)		–		(1 500)
Autres				
Émission d'actions privilégiées de série C-1 (3), (5)	–	–	175	227
Émission d'actions privilégiées de série C-2 (3), (5)	–	–	100	153
Rachat d'actions privilégiées de série C-1 aux fins d'annulation (3), (5)	–	–	(93)	(120)
Rachat d'actions privilégiées de série C-2 aux fins d'annulation (3), (5)	–	–	(80)	(122)

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Selon la valeur comptable.

(3) Pour plus de détails, se reporter à la note 9 des états financiers résumés.

(4) Instruments de capital relatifs aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité.

(5) Selon la juste valeur.

Le 30 mai 2016, nous avons annoncé que la Bourse de Toronto a approuvé le lancement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vue de racheter jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires à compter du 1^{er} juin 2016 jusqu'au 31 mai 2017. Les rachats pourront être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York, d'autres bourses désignées et d'autres systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées sera le cours en vigueur à la date du rachat. Nous déterminerons le montant et le calendrier de rachat pour cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016, environ 3,8 millions d'actions ordinaires ont été rachetées. Le coût des actions rachetées a totalisé 292 millions de dollars, soit une valeur comptable de 45 millions de dollars et une prime de 247 millions de dollars.

Principales données concernant les actions ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 juillet 2016		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation	1 485 085	17 876 \$	0,81 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation			
À dividende non cumulatif, série W ⁽²⁾	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AJ ⁽³⁾	13 579	339	0,22
À dividende non cumulatif, série AK ⁽³⁾	2 421	61	0,16
À dividende non cumulatif, série AL ⁽³⁾	12 000	300	0,27
À dividende non cumulatif, série AZ ^{(3), (4)}	20 000	500	0,25
À dividende non cumulatif, série BB ^{(3), (4)}	20 000	500	0,24
À dividende non cumulatif, série BD ^{(3), (4)}	24 000	600	0,23
À dividende non cumulatif, série BF ^{(3), (4)}	12 000	300	0,23
À dividende non cumulatif, série BH ⁽⁴⁾	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI ⁽⁴⁾	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ ⁽⁴⁾	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BK ^{(3), (4)}	29 000	725	0,34
À dividende non cumulatif, série BM ^{(3), (4)}	30 000	750	0,64
À dividende non cumulatif, série C-1 ⁽⁵⁾	82	107	13,75 \$ US
À dividende non cumulatif, série C-2 ⁽⁵⁾	20	31	16,88 \$ US
Actions propres détenues – privilégiées	(18)	(1)	
Actions propres détenues – ordinaires	(1 473)	(101)	
Options sur actions			
En cours	12 595		
Exercibles	8 085		
Dividendes			
Actions ordinaires		1 202	
Actions privilégiées		85	

(1) Pour plus de détail au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 9 des états financiers résumés.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments de capital relatifs au FPUNV.

(5) Représente 3 282 000 et 815 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-1 et de série C-2, respectivement. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-1 et de série C-2, respectivement.

Au 19 août 2016, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options sur actions et d'attribution d'actions en cours s'établissaient respectivement à 1 485 182 345 et à 12 496 885, et le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait respectivement à 40 877 et à 1 414 966.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de capital en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devrait se produire, les actions privilégiées de série AZ, les actions privilégiées de série BB, les actions privilégiées de série BD, les actions privilégiées de série BF, les actions privilégiées de série BH, les actions privilégiées de série BI, les actions privilégiées de série BJ, les actions privilégiées de série BK, les actions privilégiées de série BM, les débentures subordonnées échéant le 17 juillet 2024, les débentures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, les débentures subordonnées échéant le 4 juin 2025, les débentures subordonnées échéant le 20 janvier 2026 et les débentures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, qui sont des instruments de capital relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimatifs, ces instruments de capital relatifs aux FPUNV se convertiraient en un maximum de 2 746 millions d'actions ordinaires de RBC, au total, ce qui représenterait un effet dilutif de 64,90 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 31 juillet 2016.

Capital attribué

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié et les exigences en matière de capital réglementaire de l'accord de Bâle III. L'attribution du capital fondée sur le risque fournit une mesure du rendement uniforme des secteurs d'exploitation, ce qui permet une comparaison avec notre objectif de rendement global et aide la direction à déterminer l'affectation des ressources en fonction d'autres facteurs. À compter du premier trimestre de 2016, nous avons majoré notre taux d'attribution du capital par secteur en vue de l'aligner sur les exigences accrues en matière de capital réglementaire.

L'information qui suit donne un aperçu de notre capital attribué :

Capital attribué

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 octobre 2015	le 31 juillet 2015
Risque de crédit	20 550 \$	20 600 \$	17 650 \$	16 500 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 200	3 050	3 800	3 800
Risque opérationnel	5 100	4 900	4 300	4 600
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	3 200	3 100	2 700	2 900
Risque d'assurance	650	650	550	550
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	15 900	16 100	12 150	11 950
Attribution du capital réglementaire	8 200	10 000	6 500	5 100
Capital attribué	56 800 \$	58 400 \$	47 650 \$	45 400 \$
Sous-attribution de capital	5 000	4 000	8 150	7 200
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	61 800 \$	62 400 \$	55 800 \$	52 600 \$

Troisième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2016

Le capital attribué a diminué de 1,6 milliard de dollars, ce qui s'explique surtout par une baisse de l'attribution de capital réglementaire et une diminution du goodwill et des autres immobilisations incorporelles du fait de l'écart de change. Ces facteurs ont été partiellement annulés par un risque de marché accru dans nos portefeuilles autres que de négociation, ce qui reflète une variation de la courbe de rendement et un accroissement du risque de change structurel, ainsi qu'une accentuation du risque opérationnel et du risque commercial à cause de la croissance des revenus.

Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques significatifs.

Information financière supplémentaire

Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

Certaines activités et transactions nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'établissait à 175 millions de dollars, représentait moins de 0,1 % du total de notre actif au 31 juillet 2016, contre 512 millions de dollars, ou moins de 0,1 %, un an auparavant. La baisse de 337 millions de dollars s'explique principalement par la vente de certains titres.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur du total de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales au Canada et aux États-Unis s'élevait à 475 millions de dollars au 31 juillet 2016.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Nos instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans les niveaux 1, 2 ou 3, selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans la Norme internationale d'information financière (IFRS) 13, *Évaluation de la juste valeur*. Pour plus de détails sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur les transferts d'instruments entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2015.

Le tableau ci-dessous illustre le total de la juste valeur de chaque catégorie principale d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur, ainsi que le pourcentage de la juste valeur pour chaque catégorie classée dans les niveaux 1, 2 ou 3 au 31 juillet 2016 :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2016				
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers					
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	157 446 \$	41 %	59 %	– %	100 %
Titres disponibles à la vente	62 767	6	88	6	100
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	138 260	–	100	–	100
Prêts	2 170	–	74	26	100
Dérivés ⁽¹⁾	257 496	1	99	–	100
Passifs financiers					
Dépôts	98 074 \$	– %	99 %	1 %	100 %
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 679	62	38	–	100
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	100 343	–	100	–	100
Dérivés ⁽¹⁾	254 525	1	98	1	100

(1) Les actifs et passifs dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne reflètent pas l'incidence de la compensation.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Sommaire des méthodes comptables et des estimations

Nos états financiers résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers résumés ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

Changements de méthodes comptables et informations à fournir

Changements de méthodes comptables

En raison de l'acquisition de City National, nous avons révisé nos méthodes comptables au cours du premier trimestre pour tenir compte des prêts acquis, des prêts dépréciés acquis et des prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 des états financiers résumés.

Changements futurs de méthodes comptables et d'information à fournir

Au cours du deuxième trimestre, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié des modifications d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), qui clarifient les principes sous-jacents à IFRS 15 et offrent un allègement transitoire supplémentaire au moment de l'application initiale.

Au cours du premier trimestre, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location. L'IASB a également publié des modifications d'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, qui imposera la présentation d'information sur les mouvements de certains passifs dans le tableau des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 2 des états financiers résumés pour le détail de ces modifications, ainsi qu'à la note 2 des états financiers consolidés annuels de 2015 pour le détail des autres changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir.

Changements futurs des informations financières et lignes directrices réglementaires

Ligne directrice du BSIF : IFRS 9, *Instruments financiers : Informations à fournir*

Le 21 juin 2016, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié la version définitive de sa ligne directrice sur IFRS 9. La ligne directrice fournit des indications aux entités sous réglementation fédérale quant à l'application d'IFRS 9, y compris la mise en œuvre du cadre fondé sur les pertes attendues prévu par IFRS 9. Cette ligne directrice du BSIF s'harmonise avec les Recommandations relatives au risque de crédit et à la comptabilisation des pertes attendues publiées par CBCB. En ce qui nous concerne, la ligne directrice sera appliquée le 1^{er} novembre 2017.

Recommandations relatives au risque de crédit et à la comptabilisation des pertes de crédit (ou pertes sur créances) attendues

Le 18 décembre 2015, le CBCB a publié sa ligne directrice définitive intitulée « *Sound Credit Risk Assessment and Valuation for Loans* ». La ligne directrice énonce, dans une perspective de surveillance, les attentes quant aux saines pratiques d'évaluation du risque de crédit en association avec l'application de modèles de comptabilisation de pertes sur créances attendues tels qu'ils sont exigés selon IFRS 9, qui, en ce qui nous concerne, s'applique le 1^{er} novembre 2017.

Obligations d'information révisées prévues par le troisième pilier du CBCB

Le 11 mars 2016, le CBCB a publié un document consultatif intitulé « *Pillar 3 disclosure requirements – consolidated and enhanced framework* ». Les améliorations proposées comprennent l'ajout d'un « tableau de bord » des principaux paramètres, un projet d'exigences de communication de l'information concernant les actifs hypothétiques pondérés en fonction des risques et calculés selon l'approche standardisée du cadre de Bâle. La proposition comprend aussi une meilleure granularité pour la divulgation d'ajustements d'évaluation prudents. Les améliorations rajoutent aussi des éléments au cadre du troisième pilier afin de refléter les réformes continues du cadre réglementaire, telles que le régime de capacité totale d'absorption des pertes applicable aux banques d'importance systémique mondiale, le cadre de gestion du risque opérationnel proposé et la norme définitive sur le risque de marché. La proposition du CBCB regrouperait aussi toutes les exigences d'information existantes selon le troisième pilier du cadre de Bâle, y compris les modèles de déclaration du ratio de levier et du ratio de liquidités. Ensemble, les exigences proposées dans ce document consultatif et les exigences d'information révisées prévues par le troisième pilier et publiées en janvier 2015 formeraient l'unique cadre du troisième pilier.

En janvier 2016, le BSIF a publié un projet de ligne directrice indiquant que toutes les banques d'importance systémique intérieure devaient se préparer à mettre en application les exigences d'information du troisième pilier de Bâle pour la période de présentation de l'information financière se terminant le 31 octobre 2017. En août 2016, le BSIF a revu ses attentes quant à la date d'application des directives, qui sera pour la période de présentation de l'information financière se terminant le 31 octobre 2018. La ligne de conduite définitive devrait être publiée en 2017.

Contrôles et procédures

Contrôles et processus liés à la présentation de l'information

Au 31 juillet 2016, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du

président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2016.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres opérations avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles accordées à des parties non liées. Nous accordons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'unités d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 29 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*) dans lequel il présente 32 recommandations visant une présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques. En conséquence, les informations supplémentaires à fournir sont présentées dans notre rapport annuel 2015, dans notre rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2016 ainsi que dans notre document d'information financière complémentaire.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements :

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	64	131	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques	–	57-64	–
	3	Risques principaux et risques émergents	–	231-233	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	56-58	55-57	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques	–	82, 105-108	–
	6	Culture à l'égard du risque	–	57-64	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités	–	57-60	–
	8	Simulation de crise	–	115	–
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9	Ratios de capital minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	–	60-61, 77, 78	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire	57	105-106	–
	11	État de l'évolution du capital réglementaire	–	–	21-24
	12	Planification stratégique en matière de capital	–	–	25
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité	–	104-108	–
	14	Analyse des exigences de capital et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe	–	–	28
	15	Information relative au risque de crédit lié aux actifs pondérés en fonction des risques et mesures de risque connexes	–	64-67	26-27
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque	–	–	42-44
	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle	–	61, 65	28
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	–	61, 65	42
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	48-49	84-88	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	50, 53	88, 95	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	55-56	91-93	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	50-52	89-90	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	46-47	80-81	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché	42-45	75-79	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés	–	77-78	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la banque	–	75-78	–
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	33-41	64-75	31-44
	27	Politiques de détermination des prêts douteux	85-88	173-175	40
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice	–	124-130	–
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse	–	66-67, 119, 147-148	–
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit	–	–	33, 37
Autres	31	Autres types de risque	–	68-69	46
	32	Événements publics comportant des risques	–	66	41
				95-104	–
				99-101	–
				215-217	

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015
Actif				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	19 501 \$	14 845 \$	12 452 \$	19 976 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	22 008	29 229	22 690	10 731
Valeurs mobilières (note 4)				
Titres détenus à des fins de transaction	157 446	151 952	158 703	172 370
Titres disponibles à la vente	76 552	72 419	56 805	63 145
	233 998	224 371	215 508	235 515
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	200 430	184 825	174 723	172 659
Prêts (note 5)				
Prêts de détail	364 476	359 863	348 183	343 463
Prêts de gros	153 521	150 602	126 069	121 214
	517 997	510 465	474 252	464 677
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(2 177)	(2 271)	(2 029)	(2 078)
	515 820	508 194	472 223	462 599
Actif net des fonds distincts	933	882	830	821
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 152	13 844	13 453	12 761
Dérivés	130 462	115 298	105 626	112 459
Locaux et matériel, montant net	2 872	2 970	2 728	2 667
Goodwill	11 254	11 200	9 289	9 322
Autres immobilisations incorporelles	4 605	4 526	2 814	2 810
Autres actifs	43 840	40 173	41 872	42 853
	206 185	188 011	175 782	182 872
Total de l'actif	1 198 875 \$	1 150 357 \$	1 074 208 \$	1 085 173 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts (note 7)				
Particuliers	250 128 \$	243 882 \$	220 566 \$	218 629 \$
Entreprises et gouvernements	480 896	479 821	455 578	449 397
Banques	23 391	17 751	21 083	26 210
	754 415	741 454	697 227	694 236
Passif net au titre des fonds distincts	933	882	830	821
Autres				
Acceptations	13 152	13 844	13 453	12 761
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 679	47 121	47 658	55 656
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	118 283	96 574	83 288	83 236
Dérivés	128 533	116 479	107 860	116 083
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	9 305	8 644	9 110	9 395
Autres passifs	47 974	47 669	43 476	43 713
	363 926	330 331	304 845	320 844
Déventures subordonnées (note 9)	9 765	9 564	7 362	7 374
Total du passif	1 129 039	1 082 231	1 010 264	1 023 275
Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
Actions privilégiées (note 9)	6 712	6 713	5 098	4 950
Actions ordinaires (émises – 1 483 611 362, 1 486 894 941, 1 443 954 789 et 1 443 670 681) (note 9)	17 775	17 796	14 611	14 598
Bénéfices non distribués	40 424	39 590	37 811	35 795
Autres composantes des capitaux propres	4 342	3 439	4 626	4 760
	69 253	67 538	62 146	60 103
Participations ne donnant pas le contrôle	583	588	1 798	1 795
Total des capitaux propres	69 836	68 126	63 944	61 898
Total du passif et des capitaux propres	1 198 875 \$	1 150 357 \$	1 074 208 \$	1 085 173 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)					
Revenu d'intérêt					
Prêts	4 494 \$	4 374 \$	4 241 \$	13 302 \$	12 679 \$
Valeurs mobilières	1 180	1 138	1 177	3 502	3 360
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	464	445	319	1 314	918
Dépôts et autres	46	44	18	123	57
	6 184	6 001	5 755	18 241	17 014
Frais d'intérêt					
Dépôts et autres	1 385	1 368	1 387	4 046	4 348
Autres passifs	612	547	525	1 689	1 509
Débentures subordonnées	64	61	60	162	186
	2 061	1 976	1 972	5 897	6 043
Revenu net d'intérêt	4 123	4 025	3 783	12 344	10 971
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 534	1 351	1 021	4 044	3 719
Revenus tirés des activités de négociation	311	181	56	582	755
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 053	1 031	966	3 138	2 836
Revenus tirés des fonds communs de placement	728	695	739	2 142	2 150
Commissions de courtage en valeurs mobilières	352	360	358	1 079	1 084
Frais bancaires	443	435	405	1 309	1 188
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	524	469	531	1 367	1 535
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	189	376	137	747	592
Revenus sur cartes	227	226	209	669	605
Commissions de crédit	285	307	320	855	876
Profits nets sur les titres disponibles à la vente (note 4)	7	15	42	74	111
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	44	41	28	132	109
Autres	435	14	233	658	771
	6 132	5 501	5 045	16 796	16 331
Total des revenus	10 255	9 526	8 828	29 140	27 302
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 5)	318	460	270	1 188	822
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 210	988	656	3 027	2 671
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines (note 8)	3 079	3 014	2 890	9 169	8 901
Matériel	346	358	327	1 060	935
Frais d'occupation	387	382	351	1 162	1 042
Communications	240	224	213	667	635
Honoraires	279	247	223	766	625
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	250	229	180	713	532
Autres	510	433	451	1 401	1 321
	5 091	4 887	4 635	14 938	13 991
Bénéfice avant impôt	3 636	3 191	3 267	9 987	9 818
Impôt sur le bénéfice	741	618	792	2 072	2 385
Bénéfice net	2 895 \$	2 573 \$	2 475 \$	7 915 \$	7 433 \$
Bénéfice net attribuable aux :					
Actionnaires	2 886 \$	2 560 \$	2 449 \$	7 872 \$	7 356 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	9	13	26	43	77
	2 895 \$	2 573 \$	2 475 \$	7 915 \$	7 433 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 10)	1,88 \$	1,67 \$	1,66 \$	5,15 \$	5,00 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 10)	1,88	1,66	1,66	5,13	4,99
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,81	0,81	0,77	2,41	2,29

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015
Bénéfice net	2 895 \$	2 573 \$	2 475 \$	7 915 \$	7 433 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt					
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente					
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	96	50	14	165	100
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	5	(18)	(9)	(48)	(29)
	101	32	5	117	71
Écarts de change					
Profits (pertes) de change latents	1 301	(5 152)	3 542	(832)	5 982
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(426)	2 016	(1 771)	418	(3 280)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	—	—	(4)	—	(182)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	—	—	—	—	69
	875	(3 136)	1 767	(414)	2 589
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(120)	230	(236)	21	(582)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	50	(88)	46	(8)	276
	(70)	142	(190)	13	(306)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :					
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 8)	(432)	(216)	203	(1 102)	126
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(87)	(265)	165	(232)	161
	(519)	(481)	368	(1 334)	287
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	387	(3 443)	1 950	(1 618)	2 641
Total du bénéfice (perte) global	3 282 \$	(870) \$	4 425 \$	6 297 \$	10 074 \$
Total du bénéfice (perte) global attribuable aux :					
Actionnaires	3 270 \$	(875) \$	4 392 \$	6 254 \$	9 985 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	12	5	33	43	89
	3 282 \$	(870) \$	4 425 \$	6 297 \$	10 074 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015
Impôt sur les autres éléments du résultat global					
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	36 \$	15 \$	14 \$	81 \$	47 \$
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	2	(6)	(4)	(19)	(7)
Profits (pertes) de change latents	3	(6)	4	1	7
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(138)	705	(625)	150	(1 160)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	—	—	—	—	23
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(44)	83	(85)	7	(208)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	18	(32)	16	(3)	98
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(156)	(89)	70	(397)	44
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(33)	(99)	61	(89)	60
Total de la charge (l'économie) d'impôt	(312) \$	571 \$	(549) \$	(269) \$	(1 096) \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres											Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Total des autres composantes des capitaux propres												
(en millions de dollars canadiens)	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions – propriétés	Actions ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
Solde au 30 avril 2015	4 650 \$	14 556 \$	2 \$	(104)\$	34 142 \$	498 \$	2 708 \$	(21)\$	3 185 \$	56 431 \$	1 816 \$	58 247 \$	
Variations des capitaux propres													
Capital social émis	300	5	–	–	(5)	–	–	–	–	300	–	300	
Actions propres – vente	–	–	26	1 495	–	–	–	–	–	1 521	–	1 521	
Actions propres – achat	–	–	(28)	(1 354)	–	–	–	–	–	(1 382)	–	(1 382)	
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 110)	–	–	–	–	(1 110)	–	(1 110)	
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(50)	–	–	–	–	(50)	(46)	(96)	
Autres	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	(8)	(7)	
Bénéfice net	–	–	–	–	2 449	–	–	–	–	2 449	26	2 475	
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	368	5	1 760	(190)	1 575	1 943	7	1 950	
Solde au 31 juillet 2015	4 950 \$	14 561 \$	– \$	37 \$	35 795 \$	503 \$	4 468 \$	(211)\$	4 760 \$	60 103 \$	1 795 \$	61 898 \$	
Solde au 31 janvier 2016	6 205 \$	17 774 \$	(1)\$	88 \$	38 856 \$	299 \$	6 269 \$	(175)\$	6 393 \$	69 315 \$	573 \$	69 888 \$	
Variations des capitaux propres													
Capital social émis	750	109	–	–	(9)	–	–	–	–	850	–	850	
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	(242)	–	–	–	(22)	–	–	–	–	(264)	–	(264)	
Actions propres – vente	–	–	64	1 425	–	–	–	–	–	1 489	–	1 489	
Actions propres – achat	–	–	(63)	(1 600)	–	–	–	–	–	(1 663)	–	(1 663)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(26)	–	–	–	–	(26)	–	(26)	
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 206)	–	–	–	–	(1 206)	–	(1 206)	
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(74)	–	–	–	–	(74)	–	(74)	
Autres	–	–	–	–	(8)	–	–	–	–	(8)	10	2	
Bénéfice net	–	–	–	–	2 560	–	–	–	–	2 560	13	2 573	
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(481)	32	(3 128)	142	(2 954)	(3 435)	(8)	(3 443)	
Solde au 30 avril 2016	6 713 \$	17 883 \$	– \$	(87)\$	39 590 \$	331 \$	3 141 \$	(33)\$	3 439 \$	67 538 \$	588 \$	68 126 \$	
Variations des capitaux propres													
Capital social émis	–	38	–	–	–	–	–	–	–	38	–	38	
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	–	(45)	–	–	(247)	–	–	–	–	(292)	–	(292)	
Actions propres – vente	–	–	40	1 503	–	–	–	–	–	1 543	–	1 543	
Actions propres – achat	–	–	(41)	(1 517)	–	–	–	–	–	(1 558)	–	(1 558)	
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(10)	–	–	–	–	(10)	–	(10)	
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 202)	–	–	–	–	(1 202)	–	(1 202)	
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(85)	–	–	–	–	(85)	(17)	(102)	
Autres	–	–	–	–	11	–	–	–	–	11	–	11	
Bénéfice net	–	–	–	–	2 886	–	–	–	–	2 886	9	2 895	
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(519)	101	872	(70)	903	384	3	387	
Solde au 31 juillet 2016	6 713 \$	17 876 \$	(1)\$	(101)\$	40 424 \$	432 \$	4 013 \$	(103)\$	4 342 \$	69 253 \$	583 \$	69 836 \$	

	Autres composantes des capitaux propres											
	Total des autres composantes des capitaux propres								Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	composantes des capitaux propres	autres	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)												
Solde au 31 octobre 2014	4 075 \$	14 511 \$	– \$	71 \$	\$ 31 615	432 \$	1 891 \$	95 \$	2 418 \$	52 690 \$	1 813 \$	54 503 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	1 200	50	–	–	(18)	–	–	–	–	1 232	–	1 232
Actions privilégiées rachetées	(325)	–	–	–	–	–	–	–	–	(325)	–	(325)
Actions propres – vente	–	–	97	5 163	–	–	–	–	–	5 260	–	5 260
Actions propres – achat	–	–	(97)	(5 197)	–	–	–	–	–	(5 294)	–	(5 294)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(3 302)	–	–	–	–	(3 302)	–	(3 302)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(137)	–	–	–	–	(137)	(92)	(229)
Autres	–	–	–	–	(6)	–	–	–	–	(6)	(15)	(21)
Bénéfice net	–	–	–	–	7 356	–	–	–	–	7 356	77	7 433
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	287	71	2 577	(306)	2 342	2 629	12	2 641
Solde au 31 juillet 2015	4 950 \$	14 561 \$	– \$	37 \$	\$ 35 795	503 \$	4 468 \$	(211) \$	4 760 \$	60 103 \$	1 795 \$	61 898 \$
Solde au 31 octobre 2015	5 100 \$	14 573 \$	(2) \$	38 \$	\$ 37 811	315 \$	4 427 \$	(116) \$	4 626 \$	62 146 \$	1 798 \$	63 944 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social émis	1 855	3 348	–	–	(16)	–	–	–	–	5 187	–	5 187
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(45)	–	–	(247)	–	–	–	–	(292)	–	(292)
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	(242)	–	–	–	(22)	–	–	–	–	(264)	–	(264)
Rachat de titres de fiducie de capital	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 200)	(1 200)
Actions propres – vente	–	–	144	3 917	–	–	–	–	–	4 061	–	4 061
Actions propres – achat	–	–	(143)	(4 056)	–	–	–	–	–	(4 199)	–	(4 199)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(42)	–	–	–	–	(42)	–	(42)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(3 583)	–	–	–	–	(3 583)	–	(3 583)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(219)	–	–	–	–	(219)	(63)	(282)
Autres	–	–	–	–	204	–	–	–	–	204	5	209
Bénéfice net	–	–	–	–	7 872	–	–	–	–	7 872	43	7 915
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(1 334)	117	(414)	13	(284)	(1 618)	–	(1 618)
Solde au 31 juillet 2016	6 713 \$	17 876 \$	(1) \$	(101) \$	40 424 \$	432 \$	4 013 \$	(103) \$	4 342 \$	69 253 \$	583 \$	69 836 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015
(en millions de dollars canadiens)					
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	2 895 \$	2 573 \$	2 475 \$	7 915 \$	7 433 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	318	460	270	1 188	822
Amortissement	132	136	127	420	388
Impôt différé	(298)	(188)	(54)	(395)	49
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	250	232	179	716	538
Perte de valeur de participations dans des coentreprises et des entreprises associées	5	4	5	15	20
Pertes (profits) à la vente de locaux et de matériel	—	2	5	3	(34)
Pertes (profits) sur les titres disponibles à la vente	(38)	(32)	(64)	(145)	(165)
Pertes (profits) à la cession d'activités	(283)	6	(4)	(269)	19
Perte de valeur de titres disponibles à la vente	27	14	10	65	42
Quote-part des pertes (des bénéfices) des coentreprises et des entreprises associées	(44)	(41)	(28)	(132)	(109)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	661	325	22	1 181	831
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(78)	148	(172)	(151)	(228)
Impôt exigible	507	1 081	(107)	1 384	(512)
Actifs dérivés	(15 164)	17 262	(5 459)	(24 742)	(25 061)
Passifs dérivés	12 054	(15 544)	3 879	20 576	27 116
Titres détenus à des fins de transaction	(5 509)	9 531	(2 569)	658	(21 083)
Prêts, déduction faite de la titrisation	(7 933)	7 835	(15 048)	(14 054)	(29 497)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(15 605)	11 418	(9 291)	(25 497)	(37 079)
Dépôt, déduction faite de la titrisation	12 961	(27 303)	44 991	15 757	83 988
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	21 709	(2 736)	2 029	34 995	18 905
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(442)	(4 810)	1 342	(979)	5 311
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	43	(411)	(794)	248	(162)
Autres	(5 941)	9 859	(4 336)	(2 594)	(10 853)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	227	9 821	17 408	16 163	20 679
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	7 221	(5 320)	(6 688)	2 734	(2 497)
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	3 018	1 341	2 579	6 984	7 630
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	10 354	7 157	8 047	24 169	24 718
Acquisition de titres disponibles à la vente	(14 645)	(13 407)	(18 288)	(37 545)	(42 295)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	438	98	16	1 514	16
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(773)	(619)	(103)	(1 940)	(1 832)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(305)	(150)	(449)	(862)	(948)
Produit de cessions	584	—	63	584	63
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions	—	—	—	(2 964)	—
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	5 892	(10 900)	(14 823)	(7 326)	(15 145)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Rachat de titres de fiducie de capital	—	—	—	(1 200)	—
Émission de débentures subordonnées	—	—	1 000	3 606	1 000
Remboursement de débentures subordonnées	—	—	(1 500)	(1 500)	(1 700)
Émission d'actions ordinaires	38	109	5	233	50
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(292)	—	—	(292)	—
Émission d'actions privilégiées	—	750	300	1 475	1 200
Rachat d'actions privilégiées	—	—	—	—	(325)
Rachat d'actions privilégiées aux fins d'annulation	—	(264)	—	(264)	—
Actions propres – vente	1 543	1 489	1 521	4 061	5 260
Actions propres – achat	(1 558)	(1 663)	(1 382)	(4 199)	(5 294)
Dividendes versés	(1 280)	(1 235)	(1 158)	(3 710)	(3 404)
Frais d'émission	—	(9)	(5)	(16)	(18)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(17)	—	(46)	(63)	(92)
Variation des emprunts à court terme des filiales	1	(11)	(17)	(8)	(104)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(1 565)	(834)	(1 282)	(1 877)	(3 427)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	102	(292)	280	89	448
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	4 656	(2 205)	1 583	7 049	2 555
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période ⁽¹⁾	14 845	17 050	18 393	12 452	17 421
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période ⁽¹⁾	19 501 \$	14 845 \$	19 976 \$	19 501 \$	19 976 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :					
Intérêts versés	1 900 \$	1 639 \$	1 882 \$	5 357 \$	5 502 \$
Intérêts reçus	5 869	5 746	5 370	17 325	15 885
Dividendes reçus	454	382	542	1 260	1 430
Impôt sur le résultat payé	162	412	296	786	1 447

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,8 milliards de dollars au 31 juillet 2016 (2,0 milliards au 30 avril 2016; 2,2 milliards au 31 janvier 2016; 2,6 milliards au 31 octobre 2015; 2,9 milliards au 31 juillet 2015; 2,3 milliards au 30 avril 2015; 2,8 milliards au 31 janvier 2015; 2,0 milliards au 31 octobre 2014).

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2015 et les notes annexes présentées aux pages 132 à 228 de notre rapport annuel 2015. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 23 août 2016, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

À l'exception de ce qui est expliqué ci-après, les états financiers résumés ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2015.

Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté les méthodes comptables décrites ci-après en raison de l'acquisition de City National Corporation (City National).

Prêts acquis

Les prêts acquis sont initialement évalués à la juste valeur, qui reflète une estimation, à la date d'acquisition, des pertes sur créances déjà subies et des pertes attendues, ainsi que les primes ou escomptes par rapport aux taux d'intérêt courants du marché. Aucune provision pour pertes sur créances n'est comptabilisée au moment de l'acquisition. À la date de leur acquisition, les prêts sont classés soit comme productifs lorsque nous nous attendons à un recouvrement, dans le délai prévu, de tous les montants dus aux termes des modalités initiales du contrat, soit comme prêts dépréciés acquis (PDA) s'il est probable que tous les montants dus selon les modalités initiales ne soient pas recouvrables.

Ultérieurement, les prêts productifs acquis sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les flux de trésorerie futurs attendus utilisés dans ce calcul sont fondés sur les dispositions contractuelles de l'actif et, le cas échéant, sur les primes et escomptes relatifs à l'acquisition. Les escomptes pour la qualité de crédit qui sont liés aux pertes subies sur les prêts acquis ne sont pas amortis. Les prêts acquis sont soumis à un test de dépréciation à chaque date de clôture, de la même manière que nous testons les prêts que nous avons octroyés nous-mêmes.

Prêts dépréciés acquis

Les PDA, qui comprennent des prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), sont classés comme dépréciés au moment de l'acquisition s'ils présentent des risques particuliers, entre autres, des indices que l'emprunteur connaîtrait des difficultés financières importantes, la probabilité d'une faillite ou d'une réorganisation financière, la situation des remboursements ou une conjoncture économique corrélée avec les défauts de paiement.

Les PDA sont évalués à la juste valeur au moment de l'acquisition en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus. Les estimations des flux de trésorerie futurs attendus sont réexaminées à chaque date de clôture pour tenir compte des changements touchant les taux de défaillance attendus, la gravité des pertes, le montant et le calendrier des remboursements anticipés, ainsi que d'autres facteurs reflétant les conditions actuelles du marché. Une baisse probable des flux de trésorerie futurs attendus se traduit par une perte de valeur, qui correspond à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif du prêt, des flux de trésorerie futurs attendus révisés. Les pertes de valeur sont portées à la provision pour pertes sur créances, laquelle est comptabilisée dans nos comptes consolidés de résultat au poste Dotation à la provision pour pertes sur créances. Les augmentations probables des flux de trésorerie futurs attendus donnent lieu à une reprise d'anciennes pertes de valeur, et la valeur actualisée de toute augmentation restante est comptabilisée sous la rubrique Revenu d'intérêt.

Prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation

Les prêts assurés par la FDIC font l'objet d'accords de partage de pertes avec la FDIC, aux termes desquels la FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes subies sur le portefeuille de prêts sous-jacent. Les pertes de valeur des prêts acquis assurés par la FDIC sont comptabilisées de la même manière que les autres PDA (voir plus haut). Les remboursements attendus de la FDIC sont comptabilisés séparément en tant qu'actifs compensatoires.

Les actifs compensatoires sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont ajustés ultérieurement pour tenir compte de tout changement d'estimation relatif à la recouvrabilité globale du portefeuille de prêts sous-jacent. Les pertes de valeur additionnelles dans le portefeuille de prêts sous-jacent entraînent généralement une augmentation de l'actif compensatoire par le biais de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Une diminution des pertes attendues dans le portefeuille de prêts sous-jacent donne généralement lieu à une diminution de l'actif compensatoire, soit par le biais de la dotation à la provision pour pertes sur créances, dans la mesure où les pertes de valeur auront été comptabilisées antérieurement, soit par le biais du revenu net d'intérêt. L'actif compensatoire est utilisé à mesure que les paiements sont reçus de la FDIC aux termes des accords de partage de pertes. Les actifs compensatoires sont comptabilisés au poste Autres actifs, sous la rubrique Autres, dans notre bilan consolidé.

Aux termes de chaque accord de partage de pertes, nous pouvons être tenus d'effectuer un paiement à la FDIC si les pertes effectivement subies sont inférieures à la perte intrinsèque estimée telle que celle-ci est définie dans l'accord de partage de pertes (passif au titre des dispositions de récupération). Le passif au titre des dispositions de récupération représente 20 % de l'excédent de la perte intrinsèque estimée sur les pertes réelles assurées, déterminées conformément à chaque accord de partage de pertes, déduction faite des frais de gestion spécifiés. Les variations ultérieures du passif estimé sont prises en considération au moment de la détermination de l'ajustement de l'actif compensatoire (voir la description de l'ajustement plus haut). Les passifs au titre des dispositions de récupération sont comptabilisés au poste Autres passifs, sous la rubrique Autres, dans notre bilan consolidé.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)**Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir**

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice, les nouvelles normes comptables ont évolué de la manière décrite ci-dessous. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption des normes mentionnées ci-dessous sur nos états financiers consolidés.

Norme internationale d'information financière (IFRS) 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients (IFRS 15)

En avril 2016, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié des modifications à IFRS 15 afin de clarifier les principes de la norme et d'alléger les dispositions transitoires relatives à l'application initiale. Ces modifications prennent effet à la date d'entrée en vigueur d'IFRS 15 et seront appliquées le 1^{er} novembre 2018 en ce qui nous concerne.

IFRS 16 Contrats de location (IFRS 16)

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location. La norme enlève la nécessité actuelle pour les preneurs de classer les contrats de location comme contrats de location-financement ou contrats de location simple. Elle prescrit plutôt un seul modèle de comptabilisation pour les preneurs qui impose la comptabilisation, au bilan, des actifs faisant l'objet de contrats de location et des passifs liés à des contrats de location pour la plupart de ces contrats. Les preneurs inscriront aussi une charge d'amortissement à l'égard de l'actif faisant l'objet d'un contrat de location et une charge d'intérêts à l'égard du passif lié à un contrat de location dans le compte de résultat. Aucun changement important ne touche la comptabilisation par les bailleurs, sauf les obligations d'information accrues qui leur sont imposées. En ce qui nous concerne, IFRS 16 sera appliquée le 1^{er} novembre 2019.

IAS 7 Tableau des flux de trésorerie (IAS 7)

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications d'IAS 7 qui imposeront de fournir des informations spécifiques concernant les mouvements de certains passifs dans le tableau des flux de trésorerie. En ce qui nous concerne, ces modifications seront appliquées le 1^{er} novembre 2017.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers**Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Les tableaux suivants donnent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 juillet 2016						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti		
	(en millions de dollars canadiens)						
Actifs financiers							
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	147 164 \$	10 282 \$	– \$	– \$	– \$	157 446 \$	157 446 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	62 853	13 699	14 136	76 552	76 989
	147 164	10 282	62 853	13 699	14 136	233 998	234 435
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	138 260	–	62 170	62 168	200 430	200 428
Prêts							
Prêts de détail	123	–	–	363 124	363 705	363 247	363 828
Prêts de gros	1 045	1 002	–	150 526	148 593	152 573	150 640
	1 168	1 002	–	513 650	512 298	515 820	514 468
Autres							
Dérivés	130 462	–	–	–	–	130 462	130 462
Autres actifs (2)	1	914	–	45 190	45 176	46 105	46 091
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	96 \$	15 389 \$		234 643 \$	234 805 \$	250 128 \$	250 290 \$
Entreprises et gouvernements (3)	–	79 345		401 551	403 279	480 896	482 624
Banques (4)	–	3 244		20 147	20 151	23 391	23 395
	96	97 978		656 341	658 235	754 415	756 309
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 679	–		–	–	46 679	46 679
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	100 343		17 940	17 940	118 283	118 283
Dérivés	128 533	–		–	–	128 533	128 533
Autres passifs (5)	324	7		44 637	44 616	44 968	44 947
Débetures subordonnées	–	129		9 636	9 631	9 765	9 760

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2016							Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur				
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur						
				Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti				
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	142 333 \$	9 619 \$	– \$	– \$	– \$	151 952 \$	151 952 \$		
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	59 228	13 191	13 420	72 419	72 648		
	142 333	9 619	59 228	13 191	13 420	224 371	224 600		
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés									
	–	127 205	–	57 620	57 622	184 825	184 827		
Prêts									
Prêts de détail	203	–	–	358 431	358 158	358 634	358 361		
Prêts de gros	1 096	786	–	147 678	145 702	149 560	147 584		
	1 299	786	–	506 109	503 860	508 194	505 945		
Autres									
Dérivés	115 298	–	–	–	–	115 298	115 298		
Autres actifs (2)	2	890	–	40 994	40 983	41 886	41 875		
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	86 \$	15 619 \$		228 177 \$	228 275 \$	243 882 \$	243 980 \$		
Entreprises et gouvernements (3)	–	91 715		388 106	389 461	479 821	481 176		
Banques (4)	–	3 420		14 331	14 337	17 751	17 757		
	86	110 754		630 614	632 073	741 454	742 913		
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 121	–		–	–	47 121	47 121		
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	82 601		13 973	13 973	96 574	96 574		
Dérivés	116 479	–		–	–	116 479	116 479		
Autres passifs (5)	287	4		44 672	44 632	44 963	44 923		
Débitures subordonnées	–	120		9 444	9 235	9 564	9 355		
(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2015							Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur				
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur						
				Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti				
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	148 939 \$	9 764 \$	– \$	– \$	– \$	158 703 \$	158 703 \$		
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	48 164	8 641	8 759	56 805	56 923		
	148 939	9 764	48 164	8 641	8 759	215 508	215 626		
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés									
	–	114 692	–	60 031	60 071	174 723	174 763		
Prêts									
Prêts de détail	166	–	–	346 795	348 513	346 961	348 679		
Prêts de gros	1 280	1 327	–	122 655	121 316	125 262	123 923		
	1 446	1 327	–	469 450	469 829	472 223	472 602		
Autres									
Dérivés	105 626	–	–	–	–	105 626	105 626		
Autres actifs (2)	–	925	–	44 852	44 852	45 777	45 777		
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	69 \$	16 828 \$		203 669 \$	204 019 \$	220 566 \$	220 916 \$		
Entreprises et gouvernements (3)	–	93 319		362 259	363 305	455 578	456 624		
Banques (4)	–	5 376		15 707	15 713	21 083	21 089		
	69	115 523		581 635	583 037	697 227	698 629		
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 658	–		–	–	47 658	47 658		
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	73 362		9 926	9 928	83 288	83 290		
Dérivés	107 860	–		–	–	107 860	107 860		
Autres passifs (5)	192	13		43 251	43 196	43 456	43 401		
Débitures subordonnées	–	112		7 250	7 078	7 362	7 190		

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 juillet 2015						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur		
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)							
Actifs financiers							
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	162 060 \$	10 310 \$	– \$	– \$	– \$	172 370 \$	172 370 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	59 842	3 303	3 524	63 145	63 366
	162 060	10 310	59 842	3 303	3 524	235 515	235 736
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	105 393	–	67 266	67 282	172 659	172 675
Prêts							
Prêts de détail	–	–	–	342 223	343 941	342 223	343 941
Prêts de gros	1 895	1 674	–	116 807	116 059	120 376	119 628
	1 895	1 674	–	459 030	460 000	462 599	463 569
Autres							
Dérivés	112 459	–	–	–	–	112 459	112 459
Autres actifs (2)	–	979	–	44 867	44 867	45 846	45 846
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	78 \$	17 763 \$		200 788 \$	201 219 \$	218 629 \$	219 060 \$
Entreprises et gouvernements (3)	–	82 242		367 155	368 875	449 397	451 117
Banques (4)	–	8 201		18 009	18 014	26 210	26 215
	78	108 206		585 952	588 108	694 236	696 392
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	55 656	–		–	–	55 656	55 656
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	74 474		8 762	8 762	83 236	83 236
Dérivés	116 083	–		–	–	116 083	116 083
Autres passifs (5)	132	11		42 597	42 550	42 740	42 693
Débiteures subordonnées	–	110		7 264	7 198	7 374	7 308

(1) Les titres disponibles à la vente comprennent les titres détenus jusqu'à leur échéance qui sont constatés au coût amorti.

(2) Le total de la valeur comptable comprend des engagements de clients en contrepartie d'acceptations et des instruments financiers, inclus dans les autres actifs et s'élevant à 13,2 milliards de dollars et 32,9 milliards de dollars (13,8 milliards et 28,1 milliards au 30 avril 2016; 13,5 milliards et 32,3 milliards au 31 octobre 2015; 12,8 milliards et 33 milliards au 31 juillet 2015), respectivement.

(3) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(4) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées.

(5) Le total de la valeur comptable comprend des acceptations et des instruments financiers, inclus dans les autres passifs et s'élevant à 13,2 milliards de dollars et 31,8 milliards de dollars, (13,8 milliards et 31,2 milliards au 30 avril 2016; 13,5 milliards et 30 milliards au 31 octobre 2015; 12,8 milliards et 29,9 milliards au 31 juillet 2015), respectivement.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2016						Au					
	Évaluation à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	30 avril 2016			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3				Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers												
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	13 908 \$	– \$	13 908 \$		\$ 13 908 \$	– \$	17 187 \$	– \$	17 187 \$		\$ 17 187 \$
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	13 841	7 973	–	21 814		21 814	11 779	8 495	–	20 274		20 274
Provinces et municipalités	–	11 745	–	11 745		11 745	–	12 588	–	12 588		12 588
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	1 442	42 106	13	43 561		43 561	1 129	37 879	4	39 012		39 012
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	3 351	5 584	–	8 935		8 935	1 711	6 996	–	8 707		8 707
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	1 496	–	1 496		1 496	–	1 796	–	1 796		1 796
Titres adossés à des actifs TGC (3)	–	–	–	–		–	–	8	–	8		8
Titres non garantis par des créances	–	671	4	675		675	–	847	9	856		856
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	37	20 816	114	20 967		20 967	24	20 426	145	20 595		20 595
Titres de participation	45 423	2 445	385	48 253		48 253	45 277	2 472	367	48 116		48 116
	64 094	92 836	516	157 446		157 446	59 920	91 507	525	151 952		151 952
Titres disponibles à la vente (4)												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	11	1 595	–	1 606		1 606	23	1 723	–	1 746		1 746
Provinces et municipalités	–	2 162	–	2 162		2 162	–	1 813	–	1 813		1 813
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	74	19 592	720	20 386		20 386	46	20 135	713	20 894		20 894
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	3 258	10 092	–	13 350		13 350	4 938	8 255	–	13 193		13 193
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	395	–	395		395	–	324	–	324		324
Titres adossés à des actifs TGC	–	1 269	–	1 269		1 269	–	1 080	–	1 080		1 080
Titres non garantis par des créances	–	888	221	1 109		1 109	–	795	191	986		986
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	18 863	2 024	20 887		20 887	–	15 758	1 664	17 422		17 422
Titres de participation	433	328	770	1 531		1 531	403	317	893	1 613		1 613
Titres en substitut de prêt	47	25	–	72		72	48	25	–	73		73
	3 823	55 209	3 735	62 767		62 767	5 458	50 225	3 461	59 144		59 144
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	138 260	–	138 260		138 260	–	127 205	–	127 205		127 205
Prêts	–	1 613	557	2 170		2 170	–	1 691	394	2 085		2 085
Autres												
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	5	193 889	627	194 521		194 521	2	142 784	494	143 280		143 280
Contrats de change	–	57 584	61	57 645		57 645	–	54 388	49	54 437		54 437
Dérivés de crédit	–	188	1	189		189	–	79	2	81		81
Autres contrats	2 949	3 333	320	6 602		6 602	2 843	3 490	444	6 777		6 777
Ajustements de l'évaluation	–	(1 432)	(29)	(1 461)		(1 461)	–	(1 286)	(32)	(1 318)		(1 318)
Total des dérivés, montant brut	2 954	253 562	980	257 496		257 496	2 845	199 455	957	203 257		203 257
Ajustements de compensation					(127 034)	(127 034)					(87 959)	(87 959)
Total des dérivés						130 462						115 298
Autres actifs	751	163	1	915		915	749	141	2	892		892
	71 622 \$	555 551 \$	5 789 \$	632 962 \$	(127 034)	\$ 505 928 \$	68 972 \$	487 411 \$	5 339 \$	561 722 \$	(87 959)	\$ 473 763 \$
Passifs financiers												
Dépôts												
Particuliers	– \$	14 990 \$	495 \$	15 485 \$		\$ 15 485 \$	– \$	15 203 \$	502 \$	15 705 \$		\$ 15 705 \$
Entreprises et gouvernements	–	79 332	13	79 345		79 345	–	91 713	2	91 715		91 715
Banques	–	3 244	–	3 244		3 244	–	3 420	–	3 420		3 420
Autres												
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	29 157	17 522	–	46 679		46 679	30 327	16 794	–	47 121		47 121
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	100 343	–	100 343		100 343	–	82 601	–	82 601		82 601
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	2	185 231	1 055	186 288		186 288	–	135 653	916	136 569		136 569
Contrats de change	–	58 712	13	58 725		58 725	–	57 812	43	57 855		57 855
Dérivés de crédit	–	263	–	263		263	–	127	2	129		129
Autres contrats	3 157	5 688	491	9 336		9 336	3 383	5 392	727	9 502		9 502
Ajustements de l'évaluation	–	(97)	10	(87)		(87)	–	(170)	8	(162)		(162)
Total des dérivés, montant brut	3 159	249 797	1 569	254 525		254 525	3 383	198 814	1 696	203 893		203 893
Ajustements de compensation					(125 992)	(125 992)					(87 414)	(87 414)
Total des dérivés						128 533						116 479
Autres passifs	137	8	186	331		331	142	5	144	291		291
Débiteures subordonnées	–	129	–	129		129	–	120	–	120		120
	32 453 \$	465 365 \$	2 263 \$	500 081 \$	(125 992)	\$ 374 089 \$	33 852 \$	408 670 \$	2 344 \$	444 866 \$	(87 414)	\$ 357 452 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au											
	31 octobre 2015						31 juillet 2015					
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3				Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers												
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	15 717 \$	– \$	15 717 \$		\$ 15 717 \$	– \$	4 917 \$	– \$	4 917 \$		\$ 4 917 \$
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	10 793	9 364	–	20 157		20 157	10 024	7 457	–	17 481		17 481
Provinces et municipalités	–	13 888	5	13 893		13 893	–	13 565	–	13 565		13 565
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	1 641	32 798	16	34 455		34 455	3 442	34 127	12	37 581		37 581
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	3 131	9 215	–	12 346		12 346	5 338	9 657	–	14 995		14 995
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 907	15	2 922		2 922	–	3 208	6	3 214		3 214
Titres adossés à des actifs												
TGC (3)	–	67	5	72		72	–	11	64	75		75
Titres non garantis par des créances	–	1 636	23	1 659		1 659	–	2 307	29	2 336		2 336
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	16	24 502	191	24 709		24 709	24	29 997	65	30 086		30 086
Titres de participation	45 811	2 556	123	48 490		48 490	49 912	2 995	130	53 037		53 037
	61 392	96 933	378	158 703		158 703	68 740	103 324	306	172 370		172 370
Titres disponibles à la vente (4)												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	346	2 198	–	2 544		2 544	324	11 363	–	11 687		11 687
Provinces et municipalités	–	1 600	–	1 600		1 600	–	1 372	–	1 372		1 372
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	–	12 051	797	12 848		12 848	–	11 718	878	12 596		12 596
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	4 752	7 535	–	12 287		12 287	7 152	8 130	13	15 295		15 295
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	318	–	318		318	–	460	–	460		460
Titres adossés à des actifs												
TGC	–	1 510	–	1 510		1 510	–	1 148	–	1 148		1 148
Titres non garantis par des créances	–	881	197	1 078		1 078	–	575	198	773		773
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	12 372	1 757	14 129		14 129	–	12 961	1 675	14 636		14 636
Titres de participation	431	323	987	1 741		1 741	426	320	1 014	1 760		1 760
Titres en substitut de prêt	94	–	–	94		94	100	–	–	100		100
	5 623	38 788	3 738	48 149		48 149	8 002	48 047	3 778	59 827		59 827
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	114 692	–	114 692		114 692	–	105 393	–	105 393		105 393
Prêts	–	2 301	472	2 773		2 773	–	2 901	668	3 569		3 569
Autres												
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	7	142 096	374	142 477		142 477	10	143 797	384	144 191		144 191
Contrats de change	–	41 021	91	41 112		41 112	–	49 164	93	49 257		49 257
Dérivés de crédit	–	90	4	94		94	–	88	6	94		94
Autres contrats	4 424	5 637	712	10 773		10 773	2 949	5 954	638	9 541		9 541
Ajustements de l'évaluation	–	(1 265)	(38)	(1 303)		(1 303)	–	(1 080)	(39)	(1 119)		(1 119)
Total des dérivés, montant brut	4 431	187 579	1 143	193 153		193 153	2 959	197 923	1 082	201 964		201 964
Ajustements de compensation					(87 527)	(87 527)					(89 505)	(89 505)
Total des dérivés						105 626						112 459
Autres actifs	723	202	–	925		925	725	254	–	979		979
	72 169 \$	456 212 \$	5 731 \$	534 112 \$	(87 527) \$	446 585 \$	80 426 \$	462 759 \$	5 834 \$	549 019 \$	(89 505) \$	459 514 \$
Passifs financiers												
Dépôts												
Particuliers	– \$	16 508 \$	389 \$	16 897 \$		16 897 \$	– \$	17 205 \$	636 \$	17 841 \$		17 841 \$
Entreprises et gouvernements	–	93 311	8	93 319		93 319	–	82 234	8	82 242		82 242
Banques	–	5 376	–	5 376		5 376	–	8 201	–	8 201		8 201
Autres												
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 945	15 713	–	47 658		47 658	36 733	18 923	–	55 656		55 656
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	73 362	–	73 362		73 362	–	74 474	–	74 474		74 474
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	3	135 455	820	136 278		136 278	1	137 443	841	138 285		138 285
Contrats de change	–	46 675	33	46 708		46 708	–	54 602	41	54 643		54 643
Dérivés de crédit	–	166	5	171		171	–	199	7	206		206
Autres contrats	3 835	8 075	1 025	12 935		12 935	2 983	8 902	877	12 762		12 762
Ajustements de l'évaluation	–	(281)	9	(272)		(272)	–	(160)	15	(145)		(145)
Total des dérivés, montant brut	3 838	190 090	1 892	195 820		195 820	2 984	200 986	1 781	205 751		205 751
Ajustements de compensation					(87 960)	(87 960)					(89 668)	(89 668)
Total des dérivés						107 860						116 083
Autres passifs	145	13	47	205		205	100	11	32	143		143
Débiteures subordonnées	–	112	–	112		112	–	110	–	110		110
	35 928 \$	394 485 \$	2 336 \$	432 749 \$	(87 960) \$	344 789 \$	39 817 \$	402 144 \$	2 457 \$	444 418 \$	(89 668) \$	354 750 \$

- (1) Au 31 juillet 2016, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction était respectivement de 15 601 millions de dollars et de 186 millions de dollars (14 335 millions et 142 millions au 30 avril 2016; 10 315 millions et 137 millions au 31 octobre 2015; 11 067 millions et 295 millions au 31 juillet 2015), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres disponibles à la vente se chiffrait respectivement à 10 457 millions de dollars et à 289 millions de dollars (9 293 millions et 253 millions au 30 avril 2016; 3 394 millions et 242 millions au 31 octobre 2015; 7 554 millions et 378 millions au 31 juillet 2015).

- (2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».

- (3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

- (4) Ne tient pas compte d'un montant de 86 millions de dollars (84 millions au 30 avril 2016; 15 millions au 31 octobre 2015; 15 millions au 31 juillet 2015) de titres disponibles à la vente comptabilisés au coût.

Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2016, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques d'évaluation, les sensibilités aux données non observables ou les relations entre les données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, certains changements aux fourchettes et aux moyennes pondérées des données non observables ont eu lieu, mais n'ont pas eu d'incidence significative sur les profits (pertes) latents comptabilisés en résultat et relatifs aux instruments financiers de niveau 3. Pour des informations quantitatives sur les évaluations de la juste valeur utilisant des données non observables importantes, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2015.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations récurrentes de la juste valeur pour les instruments classés au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016								
	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés / latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs / émissions de passifs	Ventes d'actifs / règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	4	–	–	13	(4)	–	–	13	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres non garantis par des créances	9	–	–	5	(11)	1	–	4	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	145	4	1	36	(26)	–	(46)	114	3
Titres de participation	367	(105)	15	136	(28)	–	–	385	(105)
	525	(101)	16	190	(69)	1	(46)	516	(102)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	713	(12)	25	–	(6)	–	–	720	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	191	–	7	19	4	–	–	221	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 664	–	37	988	(656)	–	(9)	2 024	s.o.
Titres de participation	893	16	(4)	17	(152)	–	–	770	s.o.
	3 461	4	65	1 024	(810)	–	(9)	3 735	s.o.
Prêts	394	–	5	–	(238)	396	–	557	–
Autres									
Solides nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(422)	5	1	9	(4)	–	(17)	(428)	7
Contrats de change	6	12	(2)	–	–	22	10	48	12
Dérivés de crédit	–	–	–	–	1	–	–	1	(1)
Autres contrats	(283)	4	(11)	(5)	9	91	24	(171)	2
Ajustements de l'évaluation	(40)	–	–	–	1	–	–	(39)	–
Autres actifs	2	(1)	–	–	–	–	–	1	–
	3 643 \$	(77)\$	74 \$	1 218 \$	(1 110)\$	510 \$	(38)\$	4 220 \$	(82)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(502)\$	(12)\$	(3)\$	(26)\$	26 \$	(142)\$	164 \$	(495)\$	(12)\$
Entreprises et gouvernements	(2)	(1)	–	–	(10)	–	–	(13)	(1)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(144)	(36)	(6)	–	–	–	–	(186)	(32)
	(648)\$	(49)\$	(9)\$	(26)\$	16 \$	(142)\$	164 \$	(694)\$	(45)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2016

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/ latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/ émissions de passifs	Ventes d'actifs/ règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(5)\$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	11	–	(1)	8	(14)	–	–	4	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	24	(1)	(1)	–	(22)	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	1	–	–	–	–	–	(1)	–	–
Titres non garantis par des créances	20	(2)	(2)	–	(7)	–	–	9	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	297	(1)	(3)	69	(172)	19	(64)	145	–
Titres de participation	378	(35)	(38)	89	(33)	7	(1)	367	(35)
	736	(39)	(45)	166	(248)	26	(71)	525	(36)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	831	–	(61)	–	(57)	–	–	713	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	215	–	(9)	–	(15)	–	–	191	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 942	–	(190)	622	(705)	8	(13)	1 664	s.o.
Titres de participation	997	(2)	(79)	7	(30)	–	–	893	s.o.
	3 985	(2)	(339)	629	(807)	8	(13)	3 461	s.o.
Prêts	451	9	(53)	–	(9)	–	(4)	394	12
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(471)	15	–	3	1	30	–	(422)	14
Contrats de change	55	(20)	(4)	(19)	(2)	–	(4)	6	(20)
Dérivés de crédit	(2)	2	–	–	–	–	–	–	(1)
Autres contrats	(334)	(19)	36	3	59	(50)	22	(283)	70
Ajustements de l'évaluation	(46)	–	2	–	4	–	–	(40)	–
Autres actifs	2	–	–	–	–	–	–	2	–
	4 376 \$	(54)\$	(403)\$	782 \$	(1 002)\$	14 \$	(70)\$	3 643 \$	39 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(401)\$	(31)\$	16 \$	(57)\$	11 \$	(183)\$	143 \$	(502)\$	(40)\$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	(2)	–	–	(2)	1
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(162)	(11)	17	–	12	–	–	(144)	(7)
	(563)\$	(42)\$	33 \$	(57)\$	21 \$	(183)\$	143 \$	(648)\$	(46)\$

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/ latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/ émissions de passifs	Ventes d'actifs/ règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1	–	–	13	(2)	–	–	12	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	9	(2)	1	–	(2)	–	–	6	–
Titres adossés à des actifs TGC	54	–	(4)	50	(32)	–	(4)	64	–
Titres non garantis par des créances	41	(2)	3	29	(43)	7	(6)	29	(2)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	166	–	5	21	(59)	–	(68)	65	–
Titres de participation	175	(16)	13	–	(24)	1	(19)	130	(16)
	446	(20)	18	113	(162)	8	(97)	306	(18)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	682	–	44	136	16	–	–	878	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	12	–	–	2	(1)	–	–	13	s.o.
Titres adossés à des actifs TGC	30	–	2	–	–	–	(32)	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	165	–	26	–	7	–	–	198	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 734	–	148	555	(762)	–	–	1 675	s.o.
Titres de participation	1 010	36	48	11	(60)	17	(48)	1 014	s.o.
	3 633	36	268	704	(800)	17	(80)	3 778	s.o.
Prêts	617	24	16	78	(68)	1	–	668	–
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(458)	(20)	(4)	21	4	4	(4)	(457)	(21)
Contrats de change	24	25	3	5	–	(1)	(4)	52	26
Dérivés de crédit	(1)	(1)	–	–	1	–	–	(1)	(1)
Autres contrats	(491)	31	(40)	88	27	57	89	(239)	30
Ajustements de l'évaluation	(51)	(3)	(1)	1	–	–	–	(54)	(3)
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	3 719 \$	72 \$	260 \$	1 010 \$	(998)\$	86 \$	(96)\$	4 053 \$	13 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(635)\$	32 \$	(27)\$	(125)\$	35 \$	(106)\$	190 \$	(636)\$	32 \$
Entreprises et gouvernements	(83)	(1)	–	–	1	–	75	(8)	(1)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	(1)	1	–	–
Autres passifs	(42)	13	(4)	–	1	–	–	(32)	13
	(760)\$	44 \$	(31)\$	(125)\$	37 \$	(107)\$	266 \$	(676)\$	44 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016								
	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(5)\$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	16	–	–	21	(24)	–	–	13	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	15	(1)	–	8	(22)	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs TGC	5	–	–	–	(5)	1	(1)	–	–
Titres non garantis par des créances	23	(4)	–	23	(39)	1	–	4	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	191	2	5	137	(261)	159	(119)	114	4
Titres de participation	123	(145)	(3)	471	(70)	10	(1)	385	(146)
	378	(148)	2	660	(421)	171	(126)	516	(142)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	797	(12)	3	93	(161)	–	–	720	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	197	–	4	26	(6)	–	–	221	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 757	–	(39)	2 382	(2 073)	21	(24)	2 024	s.o.
Titres de participation	987	45	(67)	66	(261)	–	–	770	s.o.
	3 738	33	(99)	2 567	(2 501)	21	(24)	3 735	s.o.
Prêts	472	17	(17)	–	(307)	396	(4)	557	22
Autres									
Solde nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(446)	(8)	1	32	(18)	30	(19)	(428)	(8)
Contrats de change	58	(7)	(6)	(19)	(2)	23	1	48	(8)
Dérivés de crédit	(1)	1	–	–	1	–	–	1	(2)
Autres contrats	(313)	(105)	3	(42)	190	26	70	(171)	37
Ajustements de l'évaluation	(47)	–	1	–	7	–	–	(39)	–
Autres actifs	–	(1)	–	2	–	–	–	1	–
	3 839 \$	(218)\$	(115)\$	3 200 \$	(3 051)\$	667 \$	(102)\$	4 220 \$	(101)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(389)\$	(6)\$	2 \$	(165)\$	48 \$	(433)\$	448 \$	(495)\$	(17)\$
Entreprises et gouvernements	(8)	(1)	–	–	(4)	–	–	(13)	(1)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(47)	(71)	1	(92)	23	–	–	(186)	(62)
	(444)\$	(78)\$	3 \$	(257)\$	67 \$	(433)\$	448 \$	(694)\$	(80)\$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/ latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/ émissions de passifs	Ventes d'actifs/ règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	6	–	1	13	(8)	–	–	12	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	20	(20)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	4	(4)	–	23	(26)	16	(7)	6	–
Titres adossés à des actifs TGC	74	24	(18)	102	(113)	13	(18)	64	6
Titres non garantis par des créances	364	(4)	47	129	(322)	12	(197)	29	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	–	5	39	(128)	119	(119)	65	–
Titres de participation	166	(22)	24	13	(72)	45	(24)	130	(21)
	763	(6)	59	319	(669)	225	(385)	306	(18)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 389	8	161	136	(770)	–	(46)	878	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11	–	–	4	(2)	–	–	13	s.o.
Titres adossés à des actifs TGC	24	–	3	30	–	–	(57)	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	182	(1)	36	–	(19)	–	–	198	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 573	–	256	1 717	(1 871)	37	(37)	1 675	s.o.
Titres de participation	1 028	78	74	38	(166)	17	(55)	1 014	s.o.
	4 207	85	530	1 925	(2 828)	54	(195)	3 778	s.o.
Prêts	461	21	47	537	(321)	1	(78)	668	–
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(370)	(71)	(2)	30	(5)	(11)	(28)	(457)	(46)
Contrats de change	9	47	6	32	(7)	2	(37)	52	35
Dérivés de crédit	(5)	(15)	(1)	–	19	(1)	2	(1)	(3)
Autres contrats	(502)	(96)	(77)	54	181	(83)	284	(239)	80
Ajustements de l'évaluation	(85)	(4)	(2)	1	39	(3)	–	(54)	(3)
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	4 478 \$	(39) \$	560 \$	2 898 \$	(3 591) \$	184 \$	(437) \$	4 053 \$	45 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(497) \$	43 \$	(41) \$	(500) \$	68 \$	(272) \$	563 \$	(636) \$	31 \$
Entreprises et gouvernements	(70)	(5)	1	(78)	51	–	93	(8)	(1)
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(4)	–	–	(11)	15	(1)	1	–	–
Autres passifs	(20)	(9)	(6)	–	3	–	–	(32)	(7)
	(591) \$	29 \$	(46) \$	(589) \$	137 \$	(273) \$	657 \$	(676) \$	23 \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Des pertes latentes sur les titres disponibles à la vente de 14 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2016 (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2016; profits de 1 million pour le trimestre clos le 31 juillet 2015) et des pertes de 55 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016 (profits de 9 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, à l'exclusion des profits ou des pertes de change qui découlent de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2016 comprenait des actifs dérivés de 980 millions de dollars (957 millions au 30 avril 2016; 1 143 millions au 31 octobre 2015; 1 082 millions au 31 juillet 2015) et des passifs dérivés de 1 569 millions de dollars (1 696 millions au 30 avril 2016; 1 892 millions au 31 octobre 2015; 1 781 millions au 31 juillet 2015).

s.o. sans objet

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente**

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2016, les transferts hors du niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 36 millions de dollars et des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 132 millions de dollars (de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction), contre respectivement 138 millions et 28 millions de dollars au 30 avril 2016.

Les transferts du niveau 2 vers le niveau 1 effectués au cours du trimestre clos le 31 juillet 2016 comprenaient 414 millions de dollars de créances d'États, de municipalités et d'organismes américains détenues à des fins de transaction ou disponibles à la vente (75 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2016).

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016, les transferts d'obligations structurées liées à des titres de participation et d'options sur actions négociées sur le marché hors cote ont découlé de changements dans l'importance de l'incidence des données non observables sur leur juste valeur, tandis que les transferts liés à des prêts ont découlé de changements dans l'observabilité des données.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2016, les transferts importants du niveau 3 vers le niveau 2 ont porté sur 164 millions de dollars d'obligations structurées liées à des titres de participation incluses dans les dépôts des particuliers (143 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2016). En outre, au cours du trimestre clos le 31 juillet 2016, les transferts importants hors du niveau 3 vers le niveau 2 ont porté sur 8 millions de dollars (passif net) d'options sur actions négociées sur le marché hors cote incluses dans les autres contrats, soit 244 millions de dollars d'actifs liés aux dérivés et 252 millions de dollars de passifs liés aux dérivés (11 millions de dollars (passif net), dont 19 millions de dollars d'actifs liés aux dérivés et 30 millions de dollars de passifs liés aux dérivés pour le trimestre clos le 30 avril 2016).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2016, les transferts importants hors du niveau 2 vers le niveau 3 ont porté sur 142 millions de dollars d'obligations structurées liées à des titres de participation incluses dans les dépôts des particuliers et sur 21 millions de dollars (actif net) d'options sur actions négociées sur le marché hors cote incluses dans les autres contrats, soit 64 millions de dollars d'actifs liés aux dérivés et 43 millions de dollars de passifs liés aux dérivés (183 millions et 48 millions de dollars (passif net), dont 99 millions de dollars d'actifs liés aux dérivés et 147 millions de dollars de passifs liés aux dérivés pour le trimestre clos le 30 avril 2016). De plus, au cours du trimestre clos le 31 juillet 2016, des prêts de 396 millions de dollars ont été transférés depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

Variation positive et négative de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé au niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces paramètres non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons compensé les soldes lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation créait une variation des justes valeurs positive et négative qui se compensait, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés au niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

	Au					
	31 juillet 2016			30 avril 2016		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes						
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	13	1	(1)	4	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs	4	–	–	9	1	(2)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	114	2	(2)	145	2	(2)
Titres de participation	385	–	–	367	–	–
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	720	14	(30)	713	16	(27)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs	221	12	(17)	191	11	(15)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	2 024	11	(11)	1 664	10	(10)
Titres de participation	770	73	(13)	893	74	(19)
Prêts	557	23	(22)	394	5	(19)
Dérivés	980	18	(17)	957	21	(19)
Autres actifs	1	–	–	2	–	–
	5 789 \$	154 \$	(113)\$	5 339 \$	140 \$	(113)\$
Dépôts	(508)\$	14 \$	(14)\$	(504)\$	16 \$	(16)\$
Dérivés	(1 569)	27	(47)	(1 696)	40	(56)
Autres						
Titres vendus à découvert, autres passifs et débetures subordonnées	(186)	–	–	(144)	–	–
	(2 263)\$	41 \$	(61)\$	(2 344)\$	56 \$	(72)\$

	Au					
	31 octobre 2015			31 juillet 2015		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes						
Provinces et municipalités	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	16	1	(1)	12	1	(1)
Titres adossés à des créances hypothécaires	15	1	(1)	6	1	(1)
Titres adossés à des actifs	28	2	(3)	93	7	(7)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	191	2	(2)	65	2	(2)
Titres de participation	123	–	–	130	–	–
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	797	12	(36)	878	18	(35)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	13	–	–
Titres adossés à des actifs	197	11	(16)	198	11	(16)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 757	11	(11)	1 675	11	(11)
Titres de participation	987	76	(33)	1 014	75	(31)
Prêts	472	8	(23)	668	21	(44)
Dérivés	1 143	16	(10)	1 082	24	(21)
Autres actifs	–	–	–	–	–	–
	5 731 \$	140 \$	(136)\$	5 834 \$	171 \$	(169)\$
Dépôts	(397)\$	13 \$	(13)\$	(644)\$	18 \$	(18)\$
Dérivés	(1 892)	33	(43)	(1 781)	30	(46)
Autres						
Titres vendus à découvert, autres passifs et débetures subordonnées	(47)	–	–	(32)	–	–
	(2 336)\$	46 \$	(56)\$	(2 457)\$	48 \$	(64)\$

Note 4 Valeurs mobilières

Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente ^{(1), (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2016				30 avril 2016			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	1 603 \$	7 \$	(4)\$	1 606 \$	1 742 \$	5 \$	(1)\$	1 746 \$
Provinces et municipalités	2 128	35	(1)	2 162	1 805	12	(4)	1 813
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains ⁽³⁾	20 350	108	(72)	20 386	20 891	77	(74)	20 894
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	13 311	49	(10)	13 350	13 184	30	(21)	13 193
Titres adossés à des créances hypothécaires	393	4	(2)	395	324	3	(3)	324
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 273	1	(5)	1 269	1 086	1	(7)	1 080
Titres non garantis par des créances	1 175	4	(70)	1 109	1 057	2	(73)	986
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	20 814	110	(37)	20 887	17 411	73	(62)	17 422
Titres de participation	1 370	267	(20)	1 617	1 449	268	(20)	1 697
Titres en substitut de prêt	70	2	—	72	70	3	—	73
	62 487 \$	587 \$	(221)\$	62 853 \$	59 019 \$	474 \$	(265)\$	59 228 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2015				31 juillet 2015			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	2 541 \$	7 \$	(4)\$	2 544 \$	11 198 \$	490 \$	(1)\$	11 687 \$
Provinces et municipalités	1 599	8	(7)	1 600	1 357	16	(1)	1 372
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains ⁽³⁾	12 940	14	(106)	12 848	12 651	21	(76)	12 596
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	12 278	24	(15)	12 287	15 269	33	(7)	15 295
Titres adossés à des créances hypothécaires	315	4	(1)	318	456	5	(1)	460
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 506	12	(8)	1 510	1 135	16	(3)	1 148
Titres non garantis par des créances	1 137	7	(66)	1 078	834	7	(68)	773
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	14 171	39	(81)	14 129	14 607	59	(30)	14 636
Titres de participation	1 457	314	(15)	1 756	1 460	325	(10)	1 775
Titres en substitut de prêt	95	—	(1)	94	101	—	(1)	100
	48 039 \$	429 \$	(304)\$	48 164 \$	59 068 \$	972 \$	(198)\$	59 842 \$

- (1) Ne comprend pas les titres détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 13 699 millions de dollars au 31 juillet 2016 (13 191 millions au 30 avril 2016; 8 641 millions au 31 octobre 2015; 3 303 millions au 31 juillet 2015), qui sont comptabilisés au coût amorti.
- (2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient à 290 millions de dollars, à 1 million, à 2 millions et à 289 millions, respectivement, au 31 juillet 2016 (255 millions, néant, 2 millions et 253 millions au 30 avril 2016; 243 millions, néant, 1 million et 242 millions au 31 octobre 2015; 378 millions, 1 million, 1 million et 378 millions au 31 juillet 2015).
- (3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences et adossés à des actifs assurés par le gouvernement, des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré. Au 31 juillet 2016, les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 221 millions de dollars (265 millions au 30 avril 2016; 304 millions au 31 octobre 2015; 198 millions au 31 juillet 2015). Nous sommes d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation des titres disponibles à la vente qui affichaient une perte latente au 31 juillet 2016.

Profits nets et pertes nettes sur les titres disponibles à la vente ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015
Profits réalisés	40 \$	30 \$	52 \$	143 \$	156 \$
Pertes réalisées	(6)	(1)	(2)	(8)	(6)
Pertes de valeur	(27)	(14)	(8)	(61)	(39)
	7 \$	15 \$	42 \$	74 \$	111 \$

- (1) Les montants suivants portent sur nos activités d'assurance et ils ne sont pas inscrits au poste Profits nets sur les titres disponibles à la vente. Ils sont comptabilisés au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires du compte consolidé intermédiaire résumé de résultat pour le trimestre clos le 31 juillet 2016, comme suit : profits réalisés de 4 millions de dollars (3 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2016; 14 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2015); pertes de valeur liées à nos activités d'assurance de néant (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2016; 2 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2015); pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016 : profits réalisés de 10 millions de dollars (15 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015) et pertes de valeur de 4 millions de dollars (3 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015); il n'y a eu aucune perte réalisée pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 juillet 2016 et le 31 juillet 2015 en ce qui a trait à nos activités d'assurance.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2016, des profits nets de 7 millions de dollars ont été inscrits dans les revenus autres que d'intérêt (15 millions pour le trimestre précédent). Les résultats du trimestre considéré reflètent des profits nets réalisés de 34 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits réalisés à la vente relatifs à certains titres de participation. Les profits nets tiennent également compte des pertes de valeur de 27 millions de dollars principalement liées à des titres de participation et à des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2016, des profits nets de 74 millions de dollars ont été inscrits dans les revenus autres que d'intérêt (111 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent). Les résultats de la période considérée reflètent des profits nets réalisés de 135 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits réalisés à la vente relatifs à certains titres de participation et à certaines créances d'États, de municipalités et d'organismes américains. Les profits nets tiennent également compte des pertes de valeur de 61 millions de dollars liées principalement à des titres de participation et à des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains.

Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme dépréciés lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. Nous sommes d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres détenus jusqu'à leur échéance au 31 juillet 2016.

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	242 \$	12 \$	(10)\$	1 \$	(6)\$	19 \$	258 \$
Prêts aux particuliers	534	110	(140)	27	(3)	(7)	521
Prêts sur cartes de crédit	386	115	(147)	32	—	(1)	385
Prêts aux petites entreprises	67	8	(11)	2	(1)	—	65
	1 229	245	(308)	62	(10)	11	1 229
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	1 036	67	(169)	11	(19)	12	938
Prêts aux banques (1)	2	—	—	—	—	—	2
	1 038	67	(169)	11	(19)	12	940
Prêts dépréciés acquis	4	6	—	—	—	(2)	8
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 271	318	(477)	73	(29)	21	2 177
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	—	—	—	—	—	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 362 \$	318 \$	(477)\$	73 \$	(29)\$	21 \$	2 268 \$
Évalués individuellement	430 \$	38 \$	(146)\$	6 \$	(16)\$	10 \$	322 \$
Évalués collectivement	1 932	280	(331)	67	(13)	11	1 946
Total de la provision pour pertes sur créances	2 362 \$	318 \$	(477)\$	73 \$	(29)\$	21 \$	2 268 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2016						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	266 \$	9 \$	(11)\$	3 \$	(6)\$	(19)\$	242 \$
Prêts aux particuliers	548	112	(144)	28	(3)	(7)	534
Prêts sur cartes de crédit	386	116	(146)	31	—	(1)	386
Prêts aux petites entreprises	64	9	(8)	2	—	—	67
	1 264	246	(309)	64	(9)	(27)	1 229
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	901	212	(36)	13	(11)	(43)	1 036
Prêts aux banques (1)	2	—	—	—	—	—	2
	903	212	(36)	13	(11)	(43)	1 038
Prêts dépréciés acquis	2	2	—	—	—	—	4
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 169	460	(345)	77	(20)	(70)	2 271
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	—	—	—	—	—	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 260 \$	460 \$	(345)\$	77 \$	(20)\$	(70)\$	2 362 \$
Évalués individuellement	340 \$	136 \$	(14)\$	9 \$	(7)\$	(34)\$	430 \$
Évalués collectivement	1 920	324	(331)	68	(13)	(36)	1 932
Total de la provision pour pertes sur créances	2 260 \$	460 \$	(345)\$	77 \$	(20)\$	(70)\$	2 362 \$

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	233 \$	14 \$	(12)\$	2 \$	(5)\$	20 \$	252 \$
Prêts aux particuliers	542	95	(128)	28	(4)	7	540
Prêts sur cartes de crédit	386	95	(127)	32	–	(1)	385
Prêts aux petites entreprises	66	7	(11)	3	(2)	–	63
	1 227	211	(278)	65	(11)	26	1 240
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	808	59	(48)	6	(9)	20	836
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	810	59	(48)	6	(9)	20	838
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 037	270	(326)	71	(20)	46	2 078
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 128 \$	270 \$	(326)\$	71 \$	(20)\$	46 \$	2 169 \$
Évalués individuellement	245 \$	26 \$	(16)\$	2 \$	(5)\$	18 \$	270 \$
Évalués collectivement	1 883	244	(310)	69	(15)	28	1 899
Total de la provision pour pertes sur créances	2 128 \$	270 \$	(326)\$	71 \$	(20)\$	46 \$	2 169 \$

Provision pour pertes sur créances

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	242 \$	49 \$	(31)\$	4 \$	(18)\$	12 \$	258 \$
Prêts aux particuliers	530	340	(414)	81	(9)	(7)	521
Prêts sur cartes de crédit	386	335	(425)	91	–	(2)	385
Prêts aux petites entreprises	64	25	(29)	7	(2)	–	65
	1 222	749	(899)	183	(29)	3	1 229
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	805	429	(270)	30	(40)	(16)	938
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	807	429	(270)	30	(40)	(16)	940
Prêts dépréciés acquis	–	10	–	–	–	(2)	8
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 029	1 188	(1 169)	213	(69)	(15)	2 177
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 120 \$	1 188 \$	(1,169)\$	213 \$	(69)\$	(15)\$	2 268 \$
Évalués individuellement	252 \$	296 \$	(203)\$	19 \$	(32)\$	(10)\$	322 \$
Évalués collectivement	1 868	892	(966)	194	(37)	(5)	1 946
Total de la provision pour pertes sur créances	2 120 \$	1 188 \$	(1 169)\$	213 \$	(69)\$	(15)\$	2 268 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	240 \$	36 \$	(47)\$	5 \$	(17)\$	35 \$	252 \$
Prêts aux particuliers	535	291	(369)	78	(11)	16	540
Prêts sur cartes de crédit	385	284	(374)	90	—	—	385
Prêts aux petites entreprises	64	25	(32)	8	(2)	—	63
	1 224	636	(822)	181	(30)	51	1 240
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	768	187	(142)	24	(27)	26	836
Prêts aux banques (1)	2	(1)	—	1	—	—	2
	770	186	(142)	25	(27)	26	838
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 994	822	(964)	206	(57)	77	2 078
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	—	—	—	—	—	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 085 \$	822 \$	(964)\$	206 \$	(57)\$	77 \$	2 169 \$
Évalués individuellement	214 \$	103 \$	(71)\$	13 \$	(17)\$	28 \$	270 \$
Évalués collectivement	1 871	719	(893)	193	(40)	49	1 899
Total de la provision pour pertes sur créances	2 085 \$	822 \$	(964)\$	206 \$	(57)\$	77 \$	2 169 \$

(1) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(2) La provision pour éléments hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Prêts en souffrance mais non douteux

Au								
(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2016				30 avril 2016			
	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 181 \$	1 188 \$	346 \$	4 715 \$	3 102 \$	1 382 \$	353 \$	4 837 \$
Prêts de gros	1 479	292	2	1 773	1 117	219	2	1 338
	4 660 \$	1 480 \$	348 \$	6 488 \$	4 219 \$	1 601 \$	355 \$	6 175 \$

	Au							
	31 octobre 2015				31 juillet 2015			
(en millions de dollars canadiens)	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 054 \$	1 298 \$	314 \$	4 666 \$	3 133 \$	1 217 \$	302 \$	4 652 \$
Prêts de gros	417	184	—	601	519	217	—	736
	3 471 \$	1 482 \$	314 \$	5 267 \$	3 652 \$	1 434 \$	302 \$	5 388 \$

Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

Au				
(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015
Prêts de détail (2)	16 \$	— \$	— \$	— \$
Prêts de gros (2)				
Prêts aux entreprises	1 883	1 861	991	1 006
Prêts aux banques (3)	2	2	2	2
Prêts dépréciés acquis (4)	508	531	—	—
Total	2 409 \$	2 394 \$	993 \$	1 008 \$

(1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux a été de 2,4 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2016 (2,1 milliards pour le trimestre clos le 30 avril 2016; 1,0 milliard pour le trimestre clos le 31 octobre 2015; 0,9 milliard pour le trimestre clos le 31 juillet 2015). Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 2,2 milliards de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016 (0,8 milliard pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015).

(2) Exclusion faite des PDA.

(3) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(4) Les PDA découlent de l'acquisition de City National.

Prêts dépréciés acquis

Les PDA découlant de l'acquisition de City National se composent de prêts de détail, de prêts de gros et de prêts assurés par la FDIC dont les soldes de capital dus correspondaient respectivement à 27 millions, à 73 millions et à 642 millions de dollars, et dont les justes valeurs respectives étaient de 22 millions, de 62 millions et de 596 millions de dollars au 2 novembre 2015 (date d'acquisition).

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)

Le tableau suivant présente le détail de nos PDA.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 juillet 2016	30 avril 2016
City National		
Solde de capital dû (1)	533 \$	570 \$
Ajustements de la juste valeur relatifs à la qualité du crédit	(50)	(58)
Prime (escompte) liée au taux d'intérêt et autres primes (escomptes)	25	19
Valeur comptable	508	531
Provision évaluée individuellement	(8)	(3)
Valeur comptable, déduction faite de la provision connexe (2)	500 \$	528 \$

(1) Représente le montant contractuel dû, déduction faite des radiations, depuis l'acquisition du prêt.

(2) La valeur comptable ne tient pas compte de l'incidence de l'accord de partage de pertes conclu avec la FDIC.

Prêts assurés par la FDIC

Au 31 juillet 2016, le solde des prêts assurés par la FDIC s'établissait à 457 millions de dollars et était inclus sous la rubrique Prêts, dans le bilan consolidé (480 millions au 30 avril 2016). Au 31 juillet 2016, les soldes respectifs des actifs compensatoires et des passifs au titre des dispositions de récupération étaient de 13 millions et de 24 millions de dollars (19 millions et 23 millions au 30 avril 2016).

Note 6 Acquisition et cessions importantes**Acquisition***Gestion de patrimoine*

Le 2 novembre 2015, nous avons conclu l'acquisition de City National. Les activités de City National permettront notre expansion en vue de la réalisation d'une croissance à long terme aux États-Unis. L'acquisition de 100 % des participations avec droit de vote nous donne l'occasion d'améliorer et de compléter nos activités existantes aux États-Unis conformément à nos objectifs stratégiques.

La contrepartie totale de 7,1 milliards de dollars (5,5 milliards de dollars US) à la date de la clôture comprend 2,6 milliards de dollars US en espèces, 41,6 millions d'actions ordinaires de RBC émises au prix de 57,16 \$ US l'action, 275 millions de dollars US d'actions privilégiées de premier rang (série C-1 et série C-2), d'une juste valeur de 290 millions de dollars US, ainsi qu'une somme de rémunération fondée sur des actions de 156 millions de dollars US, compte tenu de la conversion de 3,8 millions d'options sur actions d'une juste valeur de 112 millions de dollars US selon le modèle de Black et Scholes.

Selon la ventilation du prix d'acquisition, 47,8 milliards de dollars ont été attribués aux actifs, et 44,9 milliards de dollars ont été attribués aux passifs à la date d'acquisition. Le goodwill de 2,3 milliards de dollars reflète les synergies attendues du regroupement des établissements de Gestion de patrimoine – États-Unis, la croissance attendue de la plateforme, ainsi que le potentiel de ventes croisées entre les secteurs. On ne s'attend pas à ce que le goodwill soit déductible fiscalement. Le tableau suivant présente la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pourcentage d'actions acquises	100 %
Contrepartie de l'acquisition	7 138 \$
Juste valeur des actifs acquis identifiables	
Trésorerie et montant à recevoir de banques	499 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	2 779
Valeurs mobilières	
Titres détenus à des fins de transaction	321
Titres disponibles à la vente	7 414
Titres détenus jusqu'à leur échéance	4 723
Prêts (1)	
Prêts de détail	9 595
Prêts de gros	20 553
Autres actifs	1 957
Juste valeur totale des actifs identifiables acquis	47 841 \$
Juste valeur des passifs identifiables repris	
Dépôts	
Particuliers	10 481 \$
Entreprises et gouvernements	31 592
Banques	169
Autres passifs	2 687
Juste valeur totale des passifs identifiables repris	44 929 \$
Juste valeur des actifs nets acquis identifiables	2 912 \$
Immobilisations incorporelles (2)	1 880
Goodwill	2 346
Contrepartie totale de l'acquisition	7 138 \$

(1) La juste valeur des prêts reflète une estimation, à la date d'acquisition, des pertes sur créances déjà subies et des pertes attendues à l'avenir, ainsi que les primes ou escomptes par rapport aux taux d'intérêt actuels du marché. Le montant contractuel brut à recevoir se chiffrait à 30,1 milliards de dollars.

(2) Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les dépôts de base et les relations-clients qui sont amortis selon le mode linéaire sur une durée d'utilité estimée de 10 ans.

Les estimations de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris peuvent être ajustées de manière rétrospective pour tenir compte des informations nouvelles obtenues durant la période d'évaluation à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date de l'acquisition.

Depuis la date de son acquisition, City National a fait augmenter notre revenu consolidé et notre bénéfice net consolidé de 1 445 millions de dollars et de 201 millions de dollars, respectivement. Tous les résultats d'exploitation sont pris en compte dans le secteur Gestion de patrimoine, et le goodwill est attribué à l'unité génératrice de trésorerie Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), appelée auparavant Gestion de patrimoine – États-Unis.

Cessions

Assurances

Le 1^{er} juillet 2016, nous avons conclu la vente, précédemment annoncée, de la Compagnie d'assurance générale RBC, ce qui inclut certaines activités d'assurance habitation et automobile, y compris le traitement des demandes de règlement, la souscription et le développement de produits, à Aviva Canada Inc. Nous avons aussi signé une entente de distribution exclusive de 15 ans en vue de commercialiser et de vendre une gamme complète de produits d'assurance dommages à nos clients existants et à de nouveaux clients. En conséquence, nous avons comptabilisé un profit à la cession de 287 millions de dollars, avant impôt, au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres (235 millions après impôt).

Le tableau suivant présente les principales catégories d'actifs, de passifs et de capitaux propres incluses dans le groupe destiné à être cédé avant la conclusion de la vente.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 juillet 2016	30 avril 2016
Actif		
Valeurs mobilières	– \$	1 277 \$
Autres actifs	–	400
Total de l'actif du groupe destiné à être cédé compris dans les autres actifs	– \$	1 677 \$
Passif		
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	– \$	984 \$
Autres passifs	–	428
Total du passif du groupe destiné à être cédé compris dans les autres passifs	– \$	1 412 \$
Total des autres composantes des capitaux propres du groupe destiné à être cédé	– \$	3 \$

Services aux investisseurs et de trésorerie

Le 11 mars 2016, nous avons conclu une entente visant la vente de RBC Investor Services España S.A.U. et de sa filiale en propriété exclusive à Banco Inversis S.A. La conclusion de la transaction devrait avoir lieu au quatrième trimestre de l'exercice 2016 et est soumise aux conditions de clôture habituelles, y compris l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires. En raison de la cession, les actifs et les passifs inclus dans le groupe destiné à être cédé ont été classés comme détenus en vue de la vente. Ils ont été évalués au plus faible de leur valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, et sont présentés aux postes Autres Actifs et Autres passifs.

Le tableau suivant présente les principales catégories d'actifs et de passifs incluses dans le groupe destiné à être cédé.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 juillet 2016	30 avril 2016
Actif		
Trésorerie et dépôts auprès de banques	748 \$	783 \$
Autres actifs	168	195
Total de l'actif du groupe destiné à être cédé compris dans les autres actifs	916 \$	978 \$
Passif		
Dépôts	761 \$	812 \$
Autres passifs	98	110
Total du passif du groupe destiné à être cédé compris dans les autres passifs	859 \$	922 \$

Gestion de patrimoine

Le 4 novembre 2015, nous avons conclu une entente définitive visant la vente de nos activités de fiducie, de garde et d'administration de fonds dans les Antilles à SMP Group Limited. La conclusion de la transaction est soumise aux conditions de clôture habituelles, y compris l'obtention des autorisations réglementaires. En raison de la cession, les actifs et les passifs inclus dans le groupe destiné à être cédé ont été classés comme détenus en vue de la vente. Ils ont été évalués au plus faible de leur valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, et sont présentés aux postes Autres actifs et Autres passifs.

Les principales catégories d'actifs, de passifs et de capitaux propres incluses dans le groupe destiné à être cédé ne sont pas significatives.

Note 7 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts.

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2016				30 avril 2016			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers (4)	130 646 \$	42 866 \$	76 616 \$	250 128 \$	128 556 \$	39 663 \$	75 663 \$	243 882 \$
Entreprises et gouvernements (4)	207 157	9 285	264 454	480 896	198 801	8 628	272 392	479 821
Banques	10 383	69	12 939	23 391	7 500	30	10 221	17 751
	348 186 \$	52 220 \$	354 009 \$	754 415 \$	334 857 \$	48 321 \$	358 276 \$	741 454 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (5)								
Canada	75 187 \$	4 313 \$	– \$	79 500 \$	73 570 \$	4 163 \$	– \$	77 733 \$
États-Unis	30 690	77	6	30 773	29 230	61	–	29 291
Europe (6)	1 293	–	–	1 293	1 607	–	–	1 607
Autres pays	6 315	4	–	6 319	6 526	5	–	6 531
Dépôts productifs d'intérêts (5)								
Canada	199 244	14 764	286 275	500 283	187 450	14 344	278 675	480 469
États-Unis	1 332	28 610	39 829	69 771	1 293	25 342	53 182	79 817
Europe (6)	30 661	776	16 408	47 845	31 858	709	15 865	48 432
Autres pays	3 464	3 676	11 491	18 631	3 323	3 697	10 554	17 574
	348 186 \$	52 220 \$	354 009 \$	754 415 \$	334 857 \$	48 321 \$	358 276 \$	741 454 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2015				31 juillet 2015			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers (4)	128 101 \$	19 758 \$	72 707 \$	220 566 \$	125 470 \$	19 312 \$	73 847 \$	218 629 \$
Entreprises et gouvernements (4)	175 931	6 854	272 793	455 578	175 308	6 766	267 323	449 397
Banques	7 711	23	13 349	21 083	8 442	16	17 752	26 210
	311 743 \$	26 635 \$	358 849 \$	697 227 \$	309 220 \$	26 094 \$	358 922 \$	694 236 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (5)								
Canada	70 286 \$	3 754 \$	– \$	74 040 \$	68 773 \$	3 660 \$	– \$	72 433 \$
États-Unis	1 158	31	–	1 189	880	44	–	924
Europe (6)	1 172	–	–	1 172	1 536	–	–	1 536
Autres pays	6 706	6	–	6 712	6 577	297	–	6 874
Dépôts productifs d'intérêts (5)								
Canada	192 736	13 529	269 395	475 660	191 079	13 072	270 859	475 010
États-Unis	4 177	4 966	67 710	76 853	3 828	4 214	65 260	73 302
Europe (6)	31 554	606	12 270	44 430	32 830	647	14 186	47 663
Autres pays	3 954	3 743	9 474	17 171	3 717	4 160	8 617	16 494
	311 743 \$	26 635 \$	358 849 \$	697 227 \$	309 220 \$	26 094 \$	358 922 \$	694 236 \$

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 31 juillet 2016, le solde des dépôts à terme comprenait aussi 188 milliards de dollars de billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme (187 milliards au 30 avril 2016; 182 milliards au 31 octobre 2015; 172 milliards au 31 juillet 2015).
- (4) Les dépôts des particuliers sont détenus par des particuliers mêmes, des fiducies familiales et d'autres entités œuvrant pour des particuliers. Les dépôts des entreprises et des gouvernements sont essentiellement détenus par des entreprises et des gouvernements.
- (5) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 juillet 2016, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient à 267 milliards de dollars, 15 milliards, 35 milliards et 31 milliards, respectivement (259 milliards, 15 milliards, 38 milliards et 30 milliards au 30 avril 2016; 235 milliards, 13 milliards, 32 milliards et 28 milliards au 31 octobre 2015; 238 milliards, 14 milliards, 27 milliards et 27 milliards au 31 juillet 2015).
- (6) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015
Moins de 1 an :				
moins de 3 mois	79 067 \$	79 097 \$	78 735 \$	75 852 \$
de 3 à 6 mois	47 521	40 953	49 900	48 525
de 6 à 12 mois	49 674	65 924	61 096	64 864
De 1 à 2 ans	41 743	37 132	43 674	49 067
De 2 à 3 ans	47 138	46 405	39 809	37 175
De 3 à 4 ans	25 337	27 730	26 792	29 613
De 4 à 5 ans	37 471	34 506	30 184	25 191
Plus de 5 ans	26 058	26 529	28 659	28 635
	354 009 \$	358 276 \$	358 849 \$	358 922 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	320 000 \$	324 000 \$	331 000 \$	326 000 \$

Note 8 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et la composition de nos réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015
Coûts des services rendus	80 \$	78 \$	86 \$	9 \$	9 \$	9 \$
Coûts des services passés	(5)	—	—	(2)	—	—
Frais (revenu) d'intérêt, montant net	(1)	—	7	17	18	19
Perte (profit) liée au règlement	—	—	(2)	—	—	—
Réévaluation des autres avantages à long terme	—	—	—	6	4	(3)
Frais administratifs	3	3	3	—	—	—
Charge au titre des régimes à prestations définies	77 \$	81 \$	94 \$	30 \$	31 \$	25 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	39	35	41	—	—	—
	116 \$	116 \$	135 \$	30 \$	31 \$	25 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015
Coûts des services rendus	236 \$	259 \$	27 \$	26 \$
Coûts des services passés	(5)	—	(2)	—
Frais (revenu) d'intérêt, montant net	(2)	23	53	56
Perte (profit) liée au règlement	—	(2)	—	—
Réévaluations des autres avantages à long terme	—	—	14	4
Frais administratifs	9	9	—	—
Charge au titre des régimes à prestations définies	238 \$	289 \$	92 \$	86 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	126	123	—	—
	364 \$	412 \$	92 \$	86 \$

Réévaluations des régimes d'avantages du personnel ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite à prestations définies			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015
(Gains) pertes actuarielles :						
Modifications des hypothèses démographiques	— \$	— \$	8 \$	— \$	— \$	— \$
Modifications des hypothèses financières	861	383	(191)	113	24	(1)
Ajustements liés à l'expérience	—	—	—	(2)	(5)	(1)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(384)	(96)	(86)	—	(1)	(2)
	477 \$	287 \$	(269)\$	111 \$	18 \$	(4)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015
(Gains) pertes actuarielles :				
Modifications des hypothèses démographiques	— \$	8 \$	— \$	— \$
Modifications des hypothèses financières	1 602	435	198	74
Ajustements liés à l'expérience	—	2	(8)	(9)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(292)	(678)	(1)	(2)
	1 310 \$	(233)\$	189 \$	63 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement des actifs des régimes, sont revues et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Déventures subordonnées**

Le 27 janvier 2016, nous avons émis 1,5 milliard de dollars US (2,1 milliards de dollars) de déventures subordonnées portant intérêt au taux fixe de 4,65 % par année jusqu'à leur échéance le 27 janvier 2026. Ces déventures sont assorties des clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) nécessaires pour qu'elles soient admissibles à titre de capital réglementaire de deuxième catégorie.

Le 20 janvier 2016, nous avons émis 1,5 milliard de dollars de déventures subordonnées portant intérêt au taux fixe de 3,31 % par année jusqu'au 20 janvier 2021 et au taux des acceptations bancaires à trois mois majoré de 2,35 %, par la suite, jusqu'à leur échéance le 20 janvier 2026. Ces déventures sont assorties des clauses relatives aux FPUNV nécessaires pour qu'elles soient admissibles à titre de capital réglementaire de deuxième catégorie.

Le 2 novembre 2015, nous avons racheté toutes les déventures subordonnées à 3,18 % échéant le 2 novembre 2020 en circulation, dont la valeur s'élevait à 1,5 milliard de dollars, pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Actions privilégiées

Le 7 mars 2016, nous avons émis 30 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BM (les actions de série BM), pour un produit total brut de 750 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus proche, le 24 août 2021, les actions de série BM donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, si ceux-ci sont déclarés, au taux annuel de 5,5 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus proche, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,8 %. Les porteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série BN, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus proche et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois majoré de 4,8 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions de série BM en tout ou en partie au prix de 25 \$ l'action à la date de rachat la plus proche et tous les cinq ans par la suite. Les actions de série BM sont assorties de clauses relatives aux FPUNV, nécessaires afin qu'elles soient admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie.

Le 24 février 2016, nous avons racheté contre espèces 3 717 969 actions représentatives d'actions étrangères, chacune représentant un quarantième de droit sur une action privilégiée perpétuelle de premier rang à dividende non cumulatif, série C-1 (les actions privilégiées de série C-1), et 3 184 562 actions représentatives d'actions étrangères, chacune représentant un quarantième de droit sur une action privilégiée perpétuelle de premier rang à dividende non cumulatif à taux variable différé, série C-2 (les actions privilégiées de série C-2), pour une contrepartie totale, y compris les dividendes cumulés, de 193 millions de dollars US (265 millions de dollars). Les actions privilégiées de série C-1 et C-2 ainsi rachetées ont été annulées par la suite. Dans le cadre de l'acquisition de City National le 2 novembre 2015, nous avons émis 175 000 actions privilégiées de série C-1 et 100 000 actions privilégiées de série C-2 d'une juste valeur totale de 290 millions de dollars US (380 millions de dollars), à l'annulation de la totalité des actions privilégiées en circulation de City National. Les actions privilégiées de série C1 sont assorties de dividendes en espèces trimestriels, s'ils sont déclarés, au taux de 5,5 % par année et peuvent être rachetées, à notre gré, en tout ou en partie, au prix de 1 000 \$ US l'action à toute date de versement des dividendes à compter du 13 novembre 2017. Les actions privilégiées de série C-2 sont assorties de dividendes en espèces trimestriels, s'ils sont déclarés, au taux de 6,75 % par année pendant la période initiale de huit ans jusqu'à la date de rachat la plus proche, soit le 7 novembre 2023. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus proche de manière à correspondre au LIBOR à trois mois majoré de 4,052 %. Nous pouvons racheter les actions privilégiées de série C-2 en tout ou en partie au prix de 1 000 \$ US l'action à toute date de versement de dividende à compter de la date de rachat la plus proche. Les actions privilégiées de série C-1 et de série C-2 ne sont pas admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie.

Le 16 décembre 2015, nous avons émis 27 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BK (les actions de série BK) et, le 31 décembre 2015, nous avons émis un nombre supplémentaire de 2 millions d'actions de série BK, à la suite de l'exercice intégral de l'option de surallocation par les preneurs fermes, pour un produit brut total de 725 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus proche, soit le 24 mai 2021, les actions de série BK donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, s'ils sont déclarés, au taux annuel de 5,5 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus proche et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans majoré de 4,53 %. Les porteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série BL, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus proche et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois majoré de 4,53 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions de série BK en tout ou en partie au prix de 25 \$ l'action à la date de rachat la plus proche et tous les cinq ans par la suite. Les actions de série BK sont assorties de clauses relatives aux FPUNV, nécessaires afin qu'elles soient admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie.

Titres de fiducie de capital

Le 31 décembre 2015, Fiducie de capital RBC, une fiducie d'investissement à capital fixe établie par RBC, a racheté tous les titres de fiducie de capital de série 2015 émis et en circulation, totalisant un capital de 1,2 milliard de dollars, contre un montant en espèces équivalant à un prix de rachat de 1 000 \$ le titre.

Actions ordinaires émises ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos					
	le 31 juillet 2016		le 30 avril 2016		le 31 juillet 2015	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Émises en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽²⁾	631	38 \$	1 588	109 \$	90	5 \$
Émises dans le cadre de l'acquisition de City National	—	—	—	—	—	—
Rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	(3 765)	(45)	—	—	—	—
	(3 134)	(7)\$	1 588	109 \$	90	5 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	le 31 juillet 2016		le 31 juillet 2015	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Émises en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽²⁾	3 808	233 \$	959	50 \$
Émises dans le cadre de l'acquisition de City National	41 619	3 115	—	—
Rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	(3 765)	(45)	—	—
	41 662	3 303 \$	959	50 \$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des périodes de neuf mois closes le 31 juillet 2016 et le 31 juillet 2015, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, nous avons racheté aux fins d'annulation des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 292 millions de dollars (coût moyen de 77,44 \$ l'action). La valeur comptable correspond à 45 millions de dollars (valeur comptable de 12,02 \$ l'action).

Note 10 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2016	le 30 avril 2016	le 31 juillet 2015	le 31 juillet 2016	le 31 juillet 2015
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net	2 895 \$	2 573 \$	2 475 \$	7 915 \$	7 433 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(85)	(74)	(50)	(219)	(137)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(9)	(13)	(26)	(43)	(77)
Bénéfice net disponibles pour les actionnaires ordinaires	2 801	2 486	2 399	7 653	7 219
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 485 915	1 487 346	1 443 052	1 486 550	1 442 579
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,88 \$	1,67 \$	1,66 \$	5,15 \$	5,00 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 801 \$	2 486 \$	2 399 \$	7 653 \$	7 219 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	4	3	4	11	11
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 805	2 489	2 403	7 664	7 230
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 485 915	1 487 346	1 443 052	1 486 550	1 442 579
Options sur actions ⁽¹⁾	3 368	3 133	2 405	3 306	2 569
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	735	732	—	728	—
Actions échangeables ⁽²⁾	4 108	4 398	4 083	4 293	4 058
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 494 126	1 495 609	1 449 540	1 494 877	1 449 206
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,88 \$	1,66 \$	1,66 \$	5,13 \$	4,99 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016, un nombre moyen d'options en cours de 799 372 ayant un prix d'exercice moyen de 78,59 \$ a été exclu du calcul du bénéfice dilué par action (nombre moyen d'options en cours de 2 730 358 et de 799 372 au prix d'exercice moyen de 75,13 \$ et de 78,59 \$ pour les trimestres clos le 30 avril 2016 et le 31 juillet 2015, respectivement). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016, un nombre moyen d'options en cours de 1 362 403 ayant un prix d'exercice moyen de 77,73 \$ a été exclu du calcul du bénéfice dilué par action (671 603 options en cours au prix d'exercice moyen de 78,59 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015).
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

Note 11 Litiges

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes, lesquelles sont en constante évolution. Par conséquent, nous sommes et avons été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de diverses agences de réglementation gouvernementales et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Note 11 Litiges (suite)

Nos procédures judiciaires importantes comprennent toutes les affaires présentées à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2015, mises à jour ci-dessous :

Enquêtes réglementaires et litiges relatifs au LIBOR

La Banque Royale du Canada est membre de certains comités du LIBOR, y compris du comité du LIBOR sur les fonds en dollars américains, et elle a fait l'objet de demandes d'informations réglementaires.

En outre, la Banque Royale du Canada et d'autres banques du comité du LIBOR sur les fonds en dollars américains ont été désignées comme défenderesses dans des litiges de droit privé engagés aux États-Unis concernant la fixation du LIBOR, y compris dans un certain nombre de recours collectifs qui ont été regroupés devant le tribunal du district des États-Unis du district sud de New York. Les plaintes dans ces litiges de droit privé font état de revendications à notre encontre et à l'encontre d'autres banques du comité en vertu de diverses lois américaines, y compris la législation antitrust américaine, la *Commodity Exchange Act* des États-Unis et la loi de l'État.

Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible de prédire le dénouement de ces enquêtes et procédures ou le moment auquel elles seront réglées.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 13 avril 2015, un juge d'instruction français a informé Royal Bank of Canada Trust Limited (RBC Bahamas) de l'émission d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel français visant RBC Bahamas et d'autres personnes non liées afin de faire face à des accusations pour complicité dans des pratiques de fraude fiscale dans le cadre d'actions entreprises par rapport à une fiducie pour laquelle RBC Bahamas agit à titre de fiduciaire. RBC Bahamas estime que ses actions ne sont pas allées à l'encontre du droit français et a l'intention de contester l'accusation devant le tribunal français. Le procès, qui avait été suspendu le 6 janvier 2016, devrait reprendre le 22 septembre 2016.

Enquête sur les Panama Papers

Par suite de la publication, dans les médias, du contenu de fichiers provenant du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca & Co. concernant des entités ad-hoc associées à ce cabinet, les autorités réglementaires, fiscales et policières font enquête. Les enquêtes portent, entre autres, sur l'utilisation potentielle de ces entités par des tierces parties dans le but d'échapper au fisc et aux obligations d'information. La Banque royale du Canada a reçu des demandes d'information et de documents de la part de certaines autorités et y répond actuellement.

Note 12 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 598 \$	496 \$	– \$	195 \$	892 \$	(58)\$	4 123 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 137	1 739	1 818	382	1 195	(139)	6 132
Total des revenus	3 735	2 235	1 818	577	2 087	(197)	10 255
Dotation à la provision pour pertes sur créances	271	14	–	–	33	–	318
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 210	–	–	–	1 210
Frais autres que d'intérêt	1 687	1 717	151	368	1 160	8	5 091
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 777	504	457	209	894	(205)	3 636
Charge (économie) d'impôt	455	116	93	52	259	(234)	741
Bénéfice net	1 322 \$	388 \$	364 \$	157 \$	635 \$	29 \$	2 895 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	83 \$	107 \$	4 \$	13 \$	5 \$	170 \$	382 \$
Provisions pour restructuration	–	2	–	–	–	–	2
Total de l'actif	407 582 \$	84 893 \$	14 102 \$	153 129 \$	513 452 \$	25 717 \$	1 198 875 \$
Total du passif	407 605 \$	84 872 \$	14 120 \$	152 983 \$	513 673 \$	(44 214)\$	1 129 039 \$

Pour le trimestre clos le 30 avril 2016							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 527 \$	466 \$	– \$	190 \$	993 \$	(151)\$	4 025 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 107	1 714	1 351	350	997	(18)	5 501
Total des revenus	3 634	2 180	1 351	540	1 990	(169)	9 526
Dotation à la provision pour pertes sur créances	279	7	–	–	123	51	460
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	988	–	–	–	988
Frais autres que d'intérêt	1 614	1 670	157	352	1 080	14	4 887
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 741	503	206	188	787	(234)	3 191
Charge (économie) d'impôt	444	117	29	49	204	(225)	618
Bénéfice net	1 297 \$	386 \$	177 \$	139 \$	583 \$	(9)\$	2 573 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	82 \$	101 \$	5 \$	13 \$	4 \$	160 \$	365 \$
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif	401 491 \$	80 376 \$	14 773 \$	147 994 \$	479 780 \$	25 943 \$	1 150 357 \$
Total du passif	401 495 \$	80 389 \$	14 803 \$	147 927 \$	480 014 \$	(42 397)\$	1 082 231 \$

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 543 \$	129 \$	– \$	204 \$	1 016 \$	(109)\$	3 783 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 083	1 579	1 021	352	1 030	(20)	5 045
Total des revenus	3 626	1 708	1 021	556	2 046	(129)	8 828
Dotation à la provision pour pertes sur créances	257	–	–	–	15	(2)	270
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	656	–	–	–	656
Frais autres que d'intérêt	1 648	1 302	153	331	1 187	14	4 635
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 721	406	212	225	844	(141)	3 267
Charge (économie) d'impôt	440	121	39	58	299	(165)	792
Bénéfice net	1 281 \$	285 \$	173 \$	167 \$	545 \$	24 \$	2 475 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	88 \$	41 \$	4 \$	14 \$	6 \$	154 \$	307 \$
Provisions pour restructuration	–	2	–	–	–	–	2
Total de l'actif	391 687 \$	29 933 \$	14 243 \$	132 619 \$	491 420 \$	25 271 \$	1 085 173 \$
Total du passif	391 712 \$	29 913 \$	14 244 \$	132 565 \$	491 340 \$	(36 499)\$	1 023 275 \$

Note 12 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	7 697 \$	1 431 \$	– \$	611 \$	2 947 \$	(342)\$	12 344 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 355	5 071	4 328	1 056	3 110	(124)	16 796
Total des revenus	11 052	6 502	4 328	1 667	6 057	(466)	29 140
Dotation à la provision pour pertes sur créances	834	26	–	–	276	52	1 188
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	3 027	–	–	–	3 027
Frais autres que d'intérêt	4 977	5 065	468	1 081	3 315	32	14 938
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	5 241	1 411	833	586	2 466	(550)	9 987
Charge (économie) d'impôt	1 332	334	161	147	678	(580)	2 072
Bénéfice net	3 909 \$	1 077 \$	672 \$	439 \$	1 788 \$	30 \$	7 915 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	247 \$	314 \$	13 \$	39 \$	16 \$	504 \$	1 133 \$
Provisions pour restructuration	–	10	–	–	–	–	10
Total de l'actif	407 582 \$	84 893 \$	14 102 \$	153 129 \$	513 452 \$	25 717 \$	1 198 875 \$
Total du passif	407 605 \$	84 872 \$	14 120 \$	152 983 \$	513 673 \$	(44 214)\$	1 129 039 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3), (4)	7 435 \$	375 \$	– \$	598 \$	2 872 \$	(309)\$	10 971 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 229	4 747	3 719	992	3 454	190	16 331
Total des revenus	10 664	5 122	3 719	1 590	6 326	(119)	27 302
Dotation à la provision pour pertes sur créances	744	45	–	(1)	35	(1)	822
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	2 671	–	–	–	2 671
Frais autres que d'intérêt	4 894	3 975	455	959	3 624	84	13 991
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	5 026	1 102	593	632	2 667	(202)	9 818
Charge (économie) d'impôt	1 290	316	112	164	903	(400)	2 385
Bénéfice net	3 736 \$	786 \$	481 \$	468 \$	1 764 \$	198 \$	7 433 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	261 \$	118 \$	12 \$	41 \$	21 \$	467 \$	920 \$
Provisions pour restructuration	–	59	–	–	–	–	59
Total de l'actif	391 687 \$	29 933 \$	14 243 \$	132 619 \$	491 420 \$	25 271 \$	1 085 173 \$
Total du passif	391 712 \$	29 913 \$	14 244 \$	132 565 \$	491 340 \$	(36 499)\$	1 023 275 \$

(1) Au premier trimestre de 2016, nous avons modifié la structure organisationnelle de nos établissements de gestion de patrimoine, ce qui a donné naissance à un nouveau secteur d'exploitation, soit Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), qui représente les anciens établissements de Gestion de patrimoine aux États-Unis et de City National. Ce nouveau secteur d'exploitation s'ajoute à nos autres établissements de gestion de patrimoine pour former un seul secteur à présenter, car tous ces établissements ont des produits, cadres réglementaires, procédés, clients et réseaux de distribution comparables et ils présentent des caractéristiques économiques semblables (la marge avant impôt, par exemple).

(2) Majoration au montant imposable équivalent.

(3) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(4) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

Note 13 Gestion du capital

Capital réglementaire et ratios de capital

Le BSIF établit des objectifs précis pour le capital fondé sur les risques et le levier visant les institutions de dépôt au Canada. Au troisième trimestre de 2016, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au			
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015
Capital ⁽¹⁾				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	46 425 \$	44 717 \$	43 715 \$	42 405 \$
Capital de première catégorie	53 505	51 807	50 541	49 049
Capital total	63 205	61 312	58 004	56 553
Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital ^{(1), (2)}				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	442 581	434 797	411 756	419 484
Ratio du capital de première catégorie	443 945	436 063	412 941	420 789
Ratio du capital total	445 114	437 148	413 957	421 908
Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du capital total ⁽¹⁾				
Risque de crédit	363 546	352 819	323 870	330 577
Risque de marché	26 438	30 311	39 786	41 322
Risque opérationnel	55 130	54 018	50 301	50 009
	445 114 \$	437 148 \$	413 957 \$	421 908 \$
Ratios de capital et ratios de levier ⁽¹⁾				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	10,5 %	10,3 %	10,6 %	10,1 %
Ratio du capital de première catégorie	12,1 %	11,9 %	12,2 %	11,7 %
Ratio du capital total	14,2 %	14,0 %	14,0 %	13,4 %
Ratio de levier	4,2 %	4,2 %	4,3 %	4,2 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 270,4 \$	1 228,3 \$	1 170,2 \$	1 178,4 \$

(1) Le capital, les actifs pondérés en fonction des risques et les ratios de capital sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF.

(2) Depuis le troisième trimestre de 2014, l'ajustement de l'évaluation lié au crédit relatif au calcul des actifs pondérés en fonction des risques mis en place au premier trimestre de 2014 doit tenir compte de pourcentages différents pour chaque catégorie de capital. Cette modification reflète l'application progressive des ajustements de l'évaluation liés au crédit qui se terminera au quatrième trimestre de 2018. Au cours de la période d'application progressive, les actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du ratio du capital de première catégorie et du ratio du capital total seront assujettis chaque année à différents pourcentages au titre des ajustements de l'évaluation liés au crédit.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82,
The Pavilions,
Bridgewater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto, à l'exception des séries C-1 et C-2. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de séries C-1 et C-2 sont inscrites à la NYSE.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue,
8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(au Canada et aux États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802

Il est aussi possible de visiter le site Web suivant : rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Durant la période de un an commençant le 1^{er} juin 2016, nous pourrions racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Dans le cadre de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous déterminerons le montant des rachats et le moment où ils auront lieu sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale de Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2016

Premier trimestre	24 février
Deuxième trimestre	26 mai
Troisième trimestre	24 août
Quatrième trimestre	30 novembre

Assemblée annuelle de 2017

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le jeudi 6 avril 2017 à Toronto (Ontario), Canada.

Dates de paiement des dividendes pour 2016

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AJ, AK, AL, AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BJ	22 janvier 21 avril 22 juillet 24 octobre	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BK	21 avril 22 juillet 24 octobre	25 avril 26 juillet 26 octobre	24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BM	22 juillet 24 octobre	26 juillet 26 octobre	24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-1 (en dollars US)	3 février 29 avril 3 août 2 novembre	5 février 3 mai 5 août 4 novembre	16 février 13 mai 15 août 14 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (en dollars US)	27 janvier 27 avril 27 juillet 26 octobre	29 janvier 29 avril 29 juillet 28 octobre	8 février 9 mai 8 août 7 novembre

Gouvernance

Un sommaire des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE est présenté sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, Fiducie de capital RBC et RBC Assurances, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.